CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

■ Les enseignements historiques des six mois d'escalade militaire impérialiste aux frontières ukrainiennes et la guerre impérialiste comme expression du développement inégal de la crise générale du capitalisme (page 3)

■ Le Caucase retient son souffle face au développement toujours plus menaçant de la guerre impérialiste (page 19)

■ La rétivité de la force de travail, autre marqueur de la crise générale (page 25)

■ Inflation : la facture de l'argent « magique » (page 36)

■ Sur le capitalisme d'État - 1932 (page 39)

■ L'origine et les causes de la guerre impérialiste [de 1914-1918] - 1938 (page 48)

■ Rosa Luxembourg : Le militarisme, champ d'action du capital (page 61)

Décembre 2021

17

Le conflit militaire entre la Russie et l'Ukraine est redevenu l'aspect principal de ce qu'on doit considérer comme une troisième guerre mondiale en train d'être générée par la seconde crise générale du capitalisme commencée en 2020. Si l'affrontement sino-américain est l'aspect principal de la guerre impérialiste à l'échelle mondiale, il y a des aspects multiples et différents, chacun jouant l'un sur l'autre, interagissant de manière toujours plus criminelle. La question caucasienne est ici également prégnante. **Crise** propose, en ce sens, notamment un questionnement sur le rapport entre la guerre impérialiste et le développement inégal de la crise générale du capitalisme. C'est son rôle que de suivre le cours des événements et de formuler le point de vue communiste, de contribuer aux pratiques en cours.

ÉDITORIAL

Il est évident par ailleurs que la question de la guerre impérialiste n'est comprise réellement que par les éléments les plus avancés sur le plan de la conscience et les éléments du peuple qui ont, pour telle ou telle raison, porté leur attention sur ce que trament les dirigeants des différents pays. Les larges masses n'ont pas saisi ce qui se passait, alors que déjà la crise générale du capitalisme fait basculer dans la tendance ouverte à la guerre impérialiste. C'est d'autant plus dommageable qu'il n'est pas possible de contrer les tendances et mouvements fascistes émergeant dans les différents pays sans une juste compréhension de ce qui attend le monde : une confrontation générale des pays impérialistes pour le repartage du monde.

C'est que les choses vont vite, très vite. Et qu'elles vont aller encore plus vite, même si à un rythme inégal, dans des proportions inégales, avec beaucoup de nuances et de différences. **Crise** est ici un outil indispensable qu'il s'agit de renforcer et de diffuser (au-delà de son succès actuel), afin d'être en mesure de bien mettre les choses en perspective et d'affirmer le camp du socialisme, de la paix, de la démocratie populaire, contre le capitalisme, la guerre impérialiste, le fascisme.

vivelemaoisme.org

materialisme-dialectique.com

Les enseignements historiques des six mois d'escalade militaire impérialiste aux frontières ukrainiennes et la guerre impérialiste comme expression du développement inégal de la crise générale du capitalisme

Depuis la mobilisation massive de troupes par la Russie aux frontières ukrainiennes en avril 2021, les tensions sont immenses dans cette partie du monde, avec une escalade continue à tous les niveaux : politique, militaire, diplomatique, économique, idéologique, social. On retrouve à l'arrière-plan la nécessité américaine de contrer la montée en puissance de la Chine et la Russie se retrouve sur son chemin pour cela, dans la mesure où encercler la Chine pour l'étouffer est l'objectif.

Depuis avril 2021, le risque de guerre est ainsi immense à la frontière ukrainienne, avec de multiples moments où celle-ci a été considérée comme possiblement imminente. La guerre est en fait à considérer comme déjà en cours, au sens où même si elle ne se déclenche pas, il y aura l'un des protagonistes qui devra se replier, voire s'effondrer.

Il ne faut pas considérer la guerre comme un fait du Prince

L'un des grands soucis qui existe par rapport à la question de la guerre, c'est qu'en raison d'un manque d'éducation idéologique et politique, le déclenchement d'une guerre est souvent attribué de manière erronée à un autocrate décidant de manière subjective d'un affrontement militaire. La guerre commençant en 1914 serait le produit du militarisme allemand avec à sa tête l'empereur Guillaume II ou encore de l'Autriche-Hongrie avec l'empereur François-Joseph, la seconde guerre mondiale serait due au pangermanisme et à Adolf Hitler. C'est naturellement réducteur, et de ce fait unilatéral et donc faux.

La guerre à l'époque du capitalisme n'est pas la guerre à l'époque du mode de production esclavagiste, avec un monarque local à la tête d'une armée à la base même du régime et parallèle à un système religieux visant à le légitimer. Ce n'est

pas non plus la guerre de l'époque féodale, où la guerre obéissait à des contradictions propres à l'appareil féodal avec les aristocrates et les religieux. Ce n'est même pas plus la guerre des débuts du capitalisme, avec leur dimension commerciale jouant un rôle essentiel.

La guerre à l'époque du capitalisme obéit à des lois biens précises, qui tiennent du passage du capitalisme à l'impérialisme. Rien n'est plus faux ici que les multiples thèses révisionnistes pour qui les pays capitalistes seraient impérialistes depuis cent ans, seraient en crise depuis cent ans et on ne sait quelle baliverne encore. Qui dit impérialisme dit crise générale, car pour qu'un pays soit impérialiste, il faut que son capitalisme soit centralisé et, en même temps, de manière dialectique, en décadence.

C'est tronquer les thèses de Lénine sur l'impérialisme que de dire qu'un pays puisse être impérialiste pendant un siècle, c'est se soumettre au révisionnisme de la social-démocratie de la première partie du 20e siècle avec sa thèse du « capitalisme organisé », c'est se soumettre au révisionnisme du social-impérialisme soviétique de la seconde moitié du 20e siècle avec sa thèse du « capitalisme monopoliste d'État ».

Est-ce à dire que cela implique qu'un pays ne puisse pas être impérialiste longtemps ? Absolument pas. Ce que cela veut dire, c'est qu'il y a une compétition pour le repartage du monde, et que l'affrontement sous la forme de la guerre mondiale est le point culminant de cette compétition, une fois qu'elle seule peut « débloquer » la situation pour les pays impérialistes obligés de forcer les choses pour leur propre croissance capitaliste.

C'est là un processus objectif. La guerre à l'époque du capitalisme passé à l'impérialisme n'est pas un fait du Prince. Il n'y a pas un président, un dictateur ou un autocrate appuyant sur un bouton parce qu'il en a envie. La guerre impérialiste obéit à une maturation historique, dans des conditions concrètes et selon les lois de la crise générale obligeant les pays capitalistes à agir en ce sens. Lénine, dans Le socialisme et la guerre, en 1915, formule cela ainsi :

« L'impérialisme est le degré supérieur du développement du capitalisme, que celui ci n'a atteint qu'au XX° siècle.

Le capitalisme se sent désormais à l'étroit dans les vieux États nationaux sans la formation desquels il n'aurait pu renverser le régime féodal.

Le capitalisme a développé a concentration au point que des industries entières ont été accaparées par les syndicats patronaux, les trusts, les associations de capitalistes milliardaires, et que presque tout le globe a été partagé entre ces " potentats du capital ", sous forme de colonies ou en enserrant les pays étrangers dans les filets de l'exploitation financière.

A la liberté du commerce et de la concurrence se sont substituées les tendances au monopole, à la conquête de terres pour y investir les capitaux, pour en importer des matières premières, etc. De libérateur des nations que fut le capitalisme dans la

lutte contre le régime féodal, le capitalisme impérialiste est devenu le plus grand oppresseur des nations.

Ancien facteur de progrès, le capitalisme est devenu réactionnaire ; il a développé les forces productives au point que l'humanité n'a plus qu'à passer au socialisme, ou bien à subir durant des années, et même des dizaines d'années, la lutte armée des “ grandes ” puissances pour le maintien artificiel du capitalisme à l'aide de colonies, de monopoles, de privilèges et d'oppressions nationales de toute nature. »

C’est un aspect très important à saisir, car on tombe sinon dans un travers ou un autre. Le premier est de dire que la guerre est un simple produit du militarisme d’un autocrate, ce qui empêche de saisir la nature de la guerre et amène à nier son caractère inéluctable de par l’existence du capitalisme au stade impérialiste.

Le second est de voir en la guerre un phénomène « humain » qui aurait toujours existé, qui repose sur le mauvais caractère de tel ou tel dirigeant, sur des traits humains paranoïaques ou sadiques, etc.

La situation en Ukraine ne dépend ni du président ukrainien, ni du président russe, ni du président américain, mais d’une situation historique ayant une nature bien particulière.

Première séquence : l’escalade russe d’avril 2021

Tout commence au tout début avril 2021, avec des convois de véhicules militaires et de multiples convois ferroviaires transportant des troupes russes aux frontières avec les deux « républiques populaires » de Donetsk et Lougansk cherchant à se séparer de l’Ukraine, ainsi qu’en Crimée[1].

Illustration 1: En gris : l'Est les républiques séparatistes, au Sud la Crimée

1 Agauche.org : Annexion du Donbass par la Russie: extrême tension militaire avec l’OTAN, 2 avril 2021

Très rapidement, ces troupes militaires russes atteignent un certain nombre. On lit dans *Le Monde* le 10 avril 2021 :

« Près de 40 000 soldats russes – estimation américaine – ont été concentrés le long de la frontière, sur leur propre territoire. »[2]

La superpuissance américaine a immédiatement appuyé l'Ukraine de manière prononcée, avec notamment l'attachée à la défense de l'ambassade américaine qui a effectué une visite sur la ligne de front[3] avec les « républiques populaires » séparatistes, avec au passage un salut militaire sur la tombe de Wassyl Slipak, un chanteur d'opéra ukrainien vivant en France et ayant rejoint les milices néo-nazies sur le front. L'escalade s'est prolongée, jusqu'au point où le nombre de soldats russes a été de 100 000 au total aux frontières selon le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell[4], le 19 avril 2021. Il va de soi qu'il y a eu vraiment beaucoup d'autres faits secondaires dans ce cadre, tant sur plan diplomatique, de l'espionnage, de mobilisations marines, de propagande, de rencontre entre dirigeants, etc.

Toujours est-il que le discours du 21 avril de Vladimir Poutine, le président russe, laissait attendre de grandes décisions. Prenant au piège ceux attendaient une prise de décision militaire, la diplomatie russe a simplement mis en avant des « lignes rouges » non réellement définies, alors que le retrait des troupes massées à la frontière ukrainienne était annoncée le lendemain[5]. En même temps, l'armée russe fermait la Mer d'Azov et les « républiques populaires » tenaient un « Forum Unité des Russes: protection des droits et libertés » pour renforcer l'affirmation de leur identité « russe ». Et, en se retirant, les troupes de l'armée russe laissèrent énormément de matériel.

Telle fut la première séquence.

Les positionnements agressifs impérialistes d'après avril 2021 : l'OTAN

La Russie avait, avec son escalade d'avril 2021, donné naissance à une situation littéralement explosive. Il faut bien avoir à l'esprit ici qu'on est une année après l'émergence de la pandémie déclenchant la seconde crise générale du capitalisme. La question ukrainienne apparaissait comme une crise dans la crise et l'ensemble semblait inextricable à moins d'aller à la violence militaire pour tracer des lignes nettes.

2 Le Monde : L'Ukraine rêve de nouveau à l'OTAN pour maintenir sa souveraineté vis-à-vis de la Russie, 10 avril 2021

3 Agauche.org : Ukraine : l'attachée à la défense de l'ambassade américaine sur le front, 11 avril 2021

4 Ouest France : Ukraine. Le déploiement de troupes russes est « le plus massif jamais enregistré », alerte l'UE, 19 avril 2021

5 France 24 : Ukraine : la Russie annonce le début du retrait de ses troupes, 22 avril 2021

Le nombre de pays concerné par la crise ukrainienne était également immense, de par les ramifications militaires, diplomatiques, politiques, l'envoi de fonds et d'armes, etc. On parle ici de toute l'Europe de l'Est, à quoi s'ajoutent l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, le Canada, la Turquie et bien entendu la superpuissance américaine. Au-delà d'une foule de détails, deux aspects sont ici particulièrement marquants : le positionnement de l'OTAN et le texte historico-politique du président russe Vladimir Poutine sur l'Ukraine et sa « non-existence » historique.

On ne saurait en effet assez souligner que les pays occidentaux ont tous suivi la prise d'initiative de la superpuissance américaine plaçant l'OTAN au cœur du jeu. La réunion de trente dirigeants des 30 pays de l'Otan à Bruxelles, au siège de l'organisation, à la mi-juin 2021[6], a exprimé un point vu ouvertement belliciste au sujet de la Russie et de la Chine. En voici les extraits principaux, qui sont d'une grande importance pour comprendre le positionnement de l'OTAN, sa stratégie et de fait toutes les conséquences pour les pays qui en sont membres.

Il est dit de manière explicite que la Russie doit être brisée d'abord, pour ensuite passer à la Chine qui monte en puissance.

« Nous réaffirmons les décisions que nous avons prises concernant la Russie au sommet du pays de Galles, en 2014, et lors de toutes nos réunions suivantes dans le cadre de l'OTAN.

Nous avons suspendu toute coopération pratique, tant civile que militaire, avec la Russie, tout en restant ouverts au dialogue politique. Tant que la Russie ne montre pas qu'elle respecte le droit international et qu'elle honore ses obligations et responsabilités internationales, il ne peut y avoir de retour à la normale.

Nous continuerons de répondre à la détérioration de l'environnement de sécurité en renforçant notre posture de dissuasion et de défense, y compris par une présence avancée dans la partie orientale de l'Alliance. L'OTAN ne cherche pas la confrontation et ne représente aucune menace pour la Russie.

Les décisions que nous avons prises sont pleinement compatibles avec nos engagements internationaux, et elles ne sauraient en conséquence être considérées par quiconque comme étant en contradiction avec l'Acte fondateur OTAN-Russie.

Nous appelons la Russie à révoquer la désignation de la République tchèque et des États-Unis comme « pays inamicaux » et à s'abstenir de toute autre mesure contraire à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques.

Le renforcement multidomaine, par la Russie, de son dispositif militaire, sa posture plus affirmée, ses capacités militaires innovantes, et ses activités provocatrices, notamment à proximité des frontières de l'OTAN, ainsi que ses exercices d'alerte de grande envergure organisés sans préavis, la poursuite du renforcement de son dispositif militaire en Crimée, le déploiement à Kaliningrad de missiles modernes à double capacité, l'intégration militaire avec le Bélarus, et les violations répétées de

6 Wikipédia, Sommet de l'OTAN Bruxelles 2021

l'espace aérien de pays membres de l'OTAN constituent une menace grandissante pour la sécurité de la zone euro-atlantique et contribuent à l'instabilité le long des frontières de l'OTAN et au-delà.

Outre ses activités militaires, la Russie a par ailleurs intensifié ses activités hybrides visant des pays membres ou partenaires de l'OTAN, y compris par l'intermédiaire d'acteurs agissant pour son compte. Il s'agit notamment de tentatives d'ingérence dans les élections et les processus démocratiques de pays de l'Alliance, de pressions et de pratiques d'intimidation sur les plans politique et économique, de vastes campagnes de désinformation, d'actes de cybermalveillance, et de sa complaisance à l'égard des cybercriminels qui sévissent depuis son territoire, y compris ceux qui prennent pour cible des infrastructures critiques, et en perturbent le fonctionnement, dans des pays de l'OTAN.

Il s'agit également d'activités illégales et destructrices menées par les services de renseignement russes sur le territoire de pays de l'Alliance, dont certaines ont causé la mort de concitoyens et engendré d'importants dégâts matériels. Nous sommes pleinement solidaires de la République tchèque et des autres Alliés qui ont été ainsi touchés.

La Russie a continué de diversifier son arsenal nucléaire, y compris par le déploiement d'une panoplie de systèmes de missiles à courte portée et à portée intermédiaire censés exercer une action coercitive sur l'OTAN.

Elle a recapitalisé environ 80 % de ses forces nucléaires stratégiques, et elle développe ses capacités nucléaires en cherchant à se doter d'armes innovantes et déstabilisatrices ainsi que de toute une gamme de systèmes à double capacité.

La Russie continue de tenir un discours nucléaire agressif et irresponsable, et elle a accru l'importance qu'elle accordait déjà aux exercices conventionnels déstabilisateurs mettant en jeu des systèmes à double capacité.

La stratégie nucléaire de la Russie ainsi que son programme complet de modernisation, de diversification et d'expansion de ses systèmes d'armes nucléaires – y compris l'augmentation du nombre de ses armes nucléaires non stratégiques et leur perfectionnement – contribuent toujours davantage à une posture d'intimidation stratégique se faisant plus agressive. Nous continuerons de collaborer étroitement pour faire face à l'ensemble des menaces et des défis que présente la Russie.

Nous réitérons notre soutien à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de l'Ukraine, de la Géorgie et de la République de Moldova à l'intérieur de leurs frontières internationalement reconnues.

Nous appelons la Russie à retirer, conformément aux engagements qu'elle a pris au niveau international, les forces qu'elle a stationnées dans ces trois pays sans leur consentement. Nous condamnons fermement, et ne reconnaîtrons pas, l'annexion, illégale et illégitime, de la Crimée par la Russie, et nous dénonçons son occupation temporaire.

Les violations des droits de la personne dont sont victimes les Tatars de Crimée et les membres d'autres communautés locales doivent cesser. Le renforcement massif de son dispositif militaire et les activités déstabilisatrices auxquels la Russie s'est récemment livrée en Ukraine et alentour ont davantage encore exacerbé les tensions et porté atteinte à la sécurité.

Nous appelons la Russie à mettre fin au renforcement de son dispositif militaire, ainsi qu'à cesser d'imposer des restrictions à la navigation dans certaines parties de la mer Noire. Nous appelons également la Russie à cesser d'entraver l'accès à la mer d'Azov et aux ports ukrainiens.

Nous saluons la retenue et l'approche diplomatique de l'Ukraine dans ce contexte. Nous nous efforçons de contribuer à la désescalade.

Nous intensifions par ailleurs notre soutien à l'Ukraine. Nous appelons à la pleine application des accords de Minsk par toutes les parties, et nous soutenons les efforts entrepris dans le cadre du format Normandie et du Groupe de contact trilatéral. En tant que signataire des accords de Minsk, la Russie porte une responsabilité importante à cet égard.

Nous appelons la Russie à cesser d'attiser le conflit en apportant comme elle le fait un soutien financier et militaire aux formations armées qu'elle appuie dans l'est de l'Ukraine. Nous réitérons notre plein soutien à la mission spéciale d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en Ukraine.

Nous soulignons qu'il importe que soient assurés la sécurité et l'accès total et sans entrave de cette mission sur l'ensemble du territoire de l'Ukraine, y compris la Crimée et la frontière russo-ukrainienne, comme le prévoit son mandat.

Nous appelons en outre la Russie à revenir sur sa décision de reconnaître les régions géorgiennes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud en tant qu'États indépendants, à appliquer l'accord de cessez-le-feu conclu en 2008 par l'entremise de l'UE, à mettre fin à la militarisation de ces régions, ainsi qu'aux tentatives de séparation forcée de celles-ci du reste de la Géorgie par la construction, qui se poursuit, d'obstacles s'apparentant à des frontières, et à mettre un terme aux violations des droits de la personne, aux détentions arbitraires et au harcèlement de citoyens géorgiens.

Nous réitérons notre ferme soutien en faveur des discussions internationales de Genève. Nous appelons également la Russie à prendre part de manière constructive au processus de règlement de la question de la Transnistrie.

Nous sommes déterminés à soutenir les réformes démocratiques de la République de Moldova et à lui fournir une aide dans le cadre de notre initiative de renforcement des capacités de défense et des capacités de sécurité se rapportant à la défense.

Nous restons ouverts à un dialogue périodique, ciblé et substantiel avec une Russie qui soit disposée à mener des échanges au sein du COR sur la base de la réciprocité, en vue d'éviter les malentendus, les erreurs d'appréciation ou les escalades involontaires, et à accroître la transparence et la prévisibilité.

Les réunions du COR nous ont aidés à communiquer clairement nos positions, et nous nous tenons prêts pour sa prochaine réunion. Nous continuerons d'axer notre dialogue avec la Russie sur les questions d'importance critique auxquelles nous sommes confrontés.

Le conflit en Ukraine et alentour est pour nous, dans les circonstances actuelles, le premier point à l'ordre du jour. L'OTAN reste déterminée à faire bon usage des lignes de communication militaires existant entre elle et la Russie afin de favoriser la prévisibilité et la transparence et de réduire les risques, et elle appelle la Russie à faire de même. Nous continuons d'aspirer à établir une relation constructive avec la Russie, lorsque ses actions le permettront (…).

Les dépenses de défense hors États-Unis ont augmenté en valeur réelle pendant sept années consécutives, ce qui vient appuyer notre responsabilité partagée de fournir des capacités à l'Alliance.

Tous les Alliés ont accru leurs dépenses de défense en termes réels, et cette tendance est appelée à se poursuivre. D'ici à la fin de l'année, les Alliés européens et le Canada auront investi 260 milliards de dollars des États-Unis supplémentaires par rapport à 2014.

Par ailleurs, dix Alliés devraient consacrer cette année au moins 2 % de leur PIB à la défense. Environ deux tiers des Alliés prévoient d'atteindre ou de dépasser l'objectif des 2 % d'ici à 2024. En outre, 24 Alliés consacrent plus de 20 % de leurs dépenses de défense aux équipements majeurs, y compris la recherche et développement y afférente, et, selon leurs plans nationaux, 27 Alliés atteindront l'objectif des 20 % d'ici à 2024 (…).

Nous investissons dans nos capacités militaires afin de relever les défis nouveaux et persistants dans tous les milieux d'opérations. Nous continuons de mettre en place un éventail de capacités robustes et sophistiquées dans tous les milieux, y compris des forces et des capacités plus lourdes, davantage dans le haut du spectre, faisant appel aux technologies de pointe et mieux soutenues, au niveau de disponibilité opérationnelle requis.

Nous continuerons d'améliorer et d'adapter la soutenabilité, la déployabilité et l'interopérabilité de nos capacités pour faire face à un environnement stratégique exigeant et pour mener des opérations du haut du spectre (…).

L'OTAN reste lucide quant aux défis que présente la Russie, y compris l'augmentation du nombre des armes nucléaires non stratégiques russes et leur perfectionnement (…).

Le maintien par la Russie d'une posture militaire agressive, son refus de respecter pleinement les obligations qui lui incombent en vertu du Traité sur le régime « Ciel ouvert », et le fait qu'elle applique encore de manière sélective le Document de Vienne et n'applique plus depuis longtemps le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe continuent de porter atteinte à la sécurité et à la stabilité de la zone euro-atlantique.

Les Alliés appellent la Russie à revenir à la mise en œuvre intégrale et au respect, dans la lettre et l'esprit, de l'ensemble de ses obligations et engagements internationaux, ce qui est indispensable pour restaurer la confiance et la transparence militaire et pour accroître la prévisibilité dans la région euro-atlantique. Nous appelons en particulier la Russie à faire preuve d'ouverture et de transparence (…).

Les ambitions déclarées de la Chine et son assertivité présentent des défis systémiques pour l'ordre international fondé sur des règles et dans des domaines revêtant de l'importance pour la sécurité de l'Alliance. Nous sommes préoccupés par celles des politiques coercitives qui ne correspondent pas aux valeurs fondamentales inscrites dans le traité de Washington.

La Chine accroît rapidement son arsenal nucléaire, se dotant d'un plus grand nombre d'ogives et de vecteurs sophistiqués pour établir une triade nucléaire.

Elle fait preuve d'opacité dans la mise en œuvre de la modernisation de son appareil militaire et dans celle de sa stratégie de fusion militaro-civile publiquement déclarée.

Elle coopère par ailleurs avec la Russie dans le domaine militaire, notamment en participant à des exercices russes dans la zone euro-atlantique. »[7]

Les positionnements agressifs impérialistes d'après avril 2021 : la Russie

D'autre part, il y a un long texte historico-politique du président russe Vladimir Poutine pour expliquer que l'Ukraine n'existait pas sans la Russie, que c'était une invention de Lénine. Ce texte est devenu officiel, au sens où il devait être lu par les soldats, etc. Voici l'argumentation de Vladimir Poutine :

« Dans les années 1920 et 1930, les bolcheviks ont activement promu la politique d'« indigénisation », qui a été menée en RSS d'Ukraine sous le nom d'ukrainisation.

Il est symbolique que dans le cadre de cette politique, avec l'assentiment des autorités soviétiques, M[ykhaïlo]. Hrushevsky, l'ancien président de la Central Rada, l'un des idéologues du nationalisme ukrainien, qui a jadis bénéficié du soutien de l'Autriche-Hongrie, est retourné en URSS et a été élu membre de l'Académie des sciences.

« L'indigénisation » a incontestablement joué un grand rôle dans le développement et le renforcement de la culture, de la langue et de l'identité ukrainiennes. Dans le même temps, sous couvert de combattre le soi-disant chauvinisme des grandes puissances russes, l'ukrainisation était souvent imposée à ceux qui ne se considéraient pas comme Ukrainiens.

C'est la politique nationale soviétique – au lieu d'une grande nation russe, un peuple trinitaire composé de Grands Russes, de Petits Russes et de Biélorusses –

7 Agauche.org : L'OTAN annonce l'affrontement avec la Chine et la Russie, 15 juin 2021

qui a consolidé la disposition sur trois peuples slaves distincts au niveau de l'État : russe, ukrainien et biélorusse.

En 1939, les terres précédemment saisies par la Pologne sont restituées à l'URSS. Une partie importante d'entre eux est annexée à l'Ukraine soviétique. En 1940, une partie de la Bessarabie, occupée par la Roumanie en 1918, et le nord de la Bucovine sont entrés dans la RSS d'Ukraine. En 1948 – l'île aux serpents sur la mer Noire. En 1954, la région de Crimée de la RSFSR a été transférée à la RSS d'Ukraine – en violation flagrante des normes juridiques en vigueur à l'époque.

Je parlerai séparément du sort de la Russie subcarpatique, qui, après l'effondrement de l'Autriche-Hongrie, s'est retrouvée en Tchécoslovaquie. Une partie importante des résidents locaux étaient des Rusynes.

On se souvient peu de cela maintenant, mais après la libération de la Transcarpatie par les troupes soviétiques, le congrès de la population orthodoxe de la région a appelé à l'inclusion de la Rus subcarpatique dans la RSFSR ou directement dans l'URSS – en tant que république distincte des Carpates. Mais cette opinion des gens a été ignorée.

Et à l'été 1945, il a été annoncé – comme l'écrit le journal « Pravda » – l'acte historique de la réunification de l'Ukraine transcarpathique « avec sa patrie de longue date – l'Ukraine ».

Ainsi, l'Ukraine moderne est entièrement le fruit de l'ère soviétique.

Nous savons et nous nous souvenons qu'il a été créé dans une large mesure aux dépens de la Russie historique. Il suffit de comparer quelles terres ont été réunies à l'État russe au XVIIe siècle et avec quels territoires la RSS d'Ukraine a quitté l'Union soviétique.

Les bolcheviks considéraient le peuple russe comme un matériau inépuisable d'expérimentations sociales. Ils rêvaient d'une révolution mondiale qui, à leur avis, abolirait complètement les États-nations. Par conséquent, les frontières ont été arbitrairement coupées et de généreux « cadeaux » territoriaux ont été distribués.

En fin de compte, ce qui a guidé exactement les dirigeants des bolcheviks, coupant le pays, n'a plus d'importance. Vous pouvez discuter des détails, du contexte et de la logique de certaines décisions. Une chose est claire : la Russie a en fait été volée. »[8]

L'incident en Mer Noire

Cette double montée en puissance de la mise en perspective stratégique impérialiste s'est naturellement accompagnée de nombreux incidents, dont le plus significatif est l'incident russo-britannique en Mer Noire, au large de la Crimée annexée par la Russie aux dépens de l'Ukraine. La provocation britannique fut ouverte, la réponse russe absolument sans ambiguïtés. On a là un événement d'une haute signification,

8 Agauche.org : Les discours de rupture Russie-Ukraine, 15 juillet 2021

qui n'a malheureusement pas du tout été compris par les peuples du monde, qui auraient dû y voir une escalade correspondant à tous les niveaux à la guerre impérialiste pour le repartage du monde. Voici l'incident relaté par *Les Échos* :

> « C'est un incident peut être sans précédent depuis la guerre de Crimée ayant opposé, notamment, les deux pays en 1853-1856, qui a impliqué ce mercredi les marines russe et britannique en Mer Noire.
>
> Le Kremlin a affirmé que des tirs de semonce avaient dû être tirés par un patrouilleur russe contre le destroyer HMS Defender, qu'elle accuse d'avoir mené des « actions dangereuses » en pénétrant dans ses eaux territoriales au large de la Crimée.
>
> L'ambassadeur britannique a été convoqué par le ministère russe des affaires étrangères, qui exige une enquête sur les menées de son destroyer. Moscou ajoute qu'un avion Su-24M a effectué un « bombardement de précaution le long du parcours du destroyer ».
>
> C'est avec un flegme tout britannique que la marine du Royaume-Uni a accueilli les affirmations russes. « Nous pensons que les Russes menaient un exercice d'artillerie en mer Noire », a déclaré le ministère britannique, qui dément que le moindre tir de semonce ou largage de bombes ait visé son navire, lequel effectuait « un passage innocent dans les eaux territoriales ukrainiennes ». »[9]

Ce positionnement impérialiste implique une détermination sans faille de part et d'autre. C'est alors que s'ouvrit la seconde séquence.

Seconde séquence : l'escalade russe de novembre 2021

À la fin octobre 2021, l'armée ukrainienne a pour la première fois fait utilisation d'un drone turc Bayraktar TB2[10] pour une opération militaire contre les « républiques populaires » de Donetzsk et Lougansk, ainsi que conquis un village dans la zone « grise » séparant la ligne de front.

Cela accompagnait d'incessants bombardements, utilisation de snipers, tout comme de l'autre côté. Les éléments fascistes ukrainiens n'ont cessé dans ce cadre d'avoir toujours davantage d'influence, à l'image de Dmytro Iaroch, dirigeant historique de la très importante structure fasciste « Secteur droit », nommé conseiller du commandant en chef de l'armée ukrainienne.

Puis, en en novembre 2021, la Russie a réitéré sa grande mobilisation d'avril, avec un envoi massif de troupes, de tanks, d'artillerie, etc., alors que les observateurs constataient 1 889 violations du « cessez-le-feu » sur la ligne de front du 12 au 14 novembre, contre seulement une vingtaine du 14 au 16.

---

9 Les Échos, Incident entre les marines russe et britannique en Mer Noire, 23 juin 2021

10 RFI : Ukraine: Kiev affirme avoir utilisé au combat un drone de conception turque, 28 octobre 2021

Le nombre de militaires russes alors présent aux frontières est d'autour de 90 000, alors qu'en face l'armée ukrainienne seulement dans la région frontalière du Donbass est d'autour de 125 000.

La réaction américaine a été immédiate, avec l'accusation d'une future invasion de la Russie, ce qu'a fait également le Royaume-Uni, qui en a profité pour vendre à l'Ukraine des navires de guerre et des missiles.

Parallèlement à tout cela, le Belarus amenait une instabilité à sa frontière avec la Pologne avec des milliers de migrants cherchant à passer la frontière pour rejoindre l'Allemagne, amenant crise diplomatique, drames humains, etc.

La mobilisation militaire continua ainsi de la part de la Russie et de l'Ukraine tout le mois de novembre, les États-Unis affirmant que l'invasion russe de l'Ukraine pourrait se tenir début janvier 2022 au moyen de 175 000 hommes. Le président du Belarus Alexandre Loukachenko semblait conforter cela en affirmant début décembre 2021 que :

« Les plans de l'OTAN dans la région sont inacceptables à la fois pour la Russie et le Belarus. Donc, il y aura beaucoup de changements ce mois-ci. Nous verrons un résultat de la Mer Noire à la Baltique. Il y aura également de grands résultats après le nouvel an. »

De leur côté, les États-Unis et les principales forces européennes de l'OTAN faisaient le 6 décembre 2021 un « Communiqué conjoint sur les tensions entre la Russie et l'Ukraine »[11] :

« Le Président de la République s'est entretenu ce lundi 6 décembre avec les chefs d'État et de gouvernement du format « Quint » (Allemagne, États-Unis, France, Italie, Royaume-Uni).

Les cinq chefs d'État et de gouvernement ont partagé leur analyse des tensions existant entre la Russie et l'Ukraine, exprimé leur détermination à ce que la souveraineté de celle-ci soit respectée et dit leur engagement à agir pour maintenir la paix et la sécurité en Europe.

Ils ont tous rappelé la nécessité que la Russie se réengage dans les négociations avec l'Ukraine, dans le cadre du groupe dit « Normandie » sous l'égide de la France et de l'Allemagne. »

Le dernier moment consista, le 7 décembre 2021, en une rencontre par téléconférence des présidents américain et russe, pour deux heures de discussion résumées comme suit par *Le Monde*[12] :

« Alors que la mobilisation militaire russe aux portes de l'Ukraine suscite toujours de vives inquiétudes, les deux présidents ont exposé chacun leurs attentes.

11 Tribune de Genève, L'Occident défend la souveraineté de l'Ukraine, 7 décembre 2021

12 Le Monde, Joe Biden et Vladimir Poutine font le choix de la désescalade en Ukraine, 8 décembre 2021

Cette disponibilité au dialogue est-elle un simple geste ponctuel, ou bien la première étape d'une désescalade progressive ? Sur le fond, les positions paraissent toujours inconciliables.

La Russie a renouvelé ses critiques contre l'influence grandissante de l'OTAN dans son voisinage et les aspirations de l'Ukraine à rejoindre l'Alliance atlantique, une « ligne rouge » à ses yeux.

Sans surprise, Vladimir Poutine a réclamé des « garanties juridiques » excluant à la fois une extension vers l'est de l'OTAN et le déploiement de systèmes d'armement avancés. Les deux dirigeants se sont accordés, selon le communiqué du Kremlin, pour que leurs conseillers conduisent des consultations sur ces « questions sensibles ».

Pour Moscou, il s'agit d'un premier pas important, qui revient à reconnaître la légitimité des préoccupations russes. Le résultat n'est certes pas spectaculaire, mais après la dramatisation des derniers jours, les officiels russes prévenaient qu'il n'y aurait pas d'avancées décisives dès mardi soir. »

Les médias occidentaux considèrent en fait que, le 7 décembre 2021, la Russie a été mise au pas par les menaces de sanction économiques très dures en cas d'invasion. Il y a une ouverture du front diplomatique qui prime sur tout le reste, même si la tension reste présente.

La seconde crise générale change tout

Dès le lendemain de la discussion par téléconférence entre le président américain Joe Biden et le président russe Vladimir Poutine, la Russie a proposé une nouvelle discussion avec les États-Unis, au sujet de l'Ukraine, en présence éventuellement d'autres participants. La Russie ne pense naturellement pas à l'Ukraine, pas plus d'ailleurs que les États-Unis n'intègrent l'Ukraine dans ses discussions avec la Russie. Ce pays est ouvertement l'objet d'un affrontement dans le cadre de la bataille pour le repartage du monde. C'est un excellent exemple d'impérialisme.

De plus, la Russie n'a pas arrêté d'envoyer ses troupes, de l'armement, du ravitaillement, des véhicules, etc. C'est une grande différence avec la fin de la première séquence. Cela signifie que la tension est « stoppée », qu'elle ne recule pas, ce qui revient à dire qu'elle avance, car rien n'est statique.

Ce qui rend obligatoire une telle tendance au conflit, à la résolution du conflit, c'est la seconde crise générale du capitalisme. La crise enlève toute marge de manœuvre aux pays impérialistes ; le capitalisme doit se renflouer à tout prix. Pour cette raison, il faut prendre des décisions et les régimes connaissent un phénomène de centralisation ou du moins l'émergence de mouvements politiques appelant à la centralisation. Cela implique le renforcement du nationalisme, des tendances politiques poussant à la mobilisation nationaliste.

Il faut des résultats – telle est la caractéristique qu'implique la seconde crise générale du capitalisme. Ce n'est pas tant le conflit qui est recherché que le résultat

du conflit – l'expansion du marché, ou des possibilités d'étendre le marché (telles des matières premières, une population à intégrer, etc.). En ce sens, la guerre est une tendance de l'impérialisme, mais plus une tendance comme elle a pu exister avant que les pays capitalistes ne connaissent la crise. C'est une tendance qui pousse à la guerre en raison d'une asphyxie, la résolution des conflits étant considéré comme le nécessaire oxygène.

Il peut y avoir toutes les considérations « géopolitiques » que l'on veut, toutes les explications stratégiques qu'on voudra : seule la crise générale du capitalisme explique la guerre impérialiste.

Voici ce que dit l'Internationale Communiste dans son programme en 1928. Il y est constaté que le développement des forces productives et la « mondialisation » aboutissent au triomphe des monopoles, qui alors poussent à l'affrontement pour s'étendre.

« La possession monopolisée des débouchés coloniaux, des sources de matières premières et des sphères d'investissements de capitaux, accroît d'une manière extrêmement rapide l'inégalité du développement capitaliste et aggrave, entre les «grandes puissances » du capital financier, les conflits pour un nouveau partage des colonies des sphères d'influence.

La croissance des forces productives de l'économie mondiale conduit donc à une plus grande internationalisation de la vie économique et, en même temps, à la lutte pour un nouveau partage du monde, déjà partagé entre les grands États du capital financier ; elle provoque aussi un changement et une aggravation des formes de cette lutte : le remplacement de plus en plus fréquent de la concurrence au moyen de la baisse des prix, par appel direct à la force (boycottage, haut protectionnisme, guerres douanières, guerres au sens propre du mot, etc.).

Le capitalisme, sous sa forme monopoliste, est, par conséquent, accompagné de guerres impérialistes inévitables, qui, par leur ampleur et la puissance destructive de la technique employée, n'ont pas de précédent dans l'histoire du monde. »

L'Internationale Communiste dit encore dans ses Thèses sur la lutte contre la guerre impérialiste et la tâche des communistes, en 1928 :

« La guerre est inséparable du capitalisme ! La lutte contre la guerre exige, avant tout, que l'on comprenne clairement, dans chaque cas particulier, de quelle guerre il s'agit et quelles en sont les causes.

Les réactionnaires tentent de justifier la guerre comme un phénomène naturel inévitable ; non moins réactionnaires sont ceux qui, par des plans utopiques, par des phrases vides de sens, par des traités, des pactes prétendent arriver à supprimer la guerre ; à tout cela prolétariat oppose la marxiste-léniniste, profondément méditée, qui est la seule base scientifique d'une lutte effective contre la guerre.

La cause originelle de la guerre, en tant que phénomène historique, ne réside pas dans «un mauvais principe» naturel, inné aux hommes, et non pas davantage dans

une «mauvaise» politique des gouvernements ; cette cause réside dans la division de la société en classes, dont les unes se composent d'exploiteurs et les autres d'exploités.

Le capitalisme est la cause des guerres de l'histoire moderne. Ces guerres n'ont rien d'insolite, elles ne le contredisent pas aux bases du capitalisme et de la propriété privée sur les moyens de production, ni au système de concurrence et d'exploitation ; elles en sont les conséquences directes.

L'impérialisme, en tant que stade du capitalisme arrivé à la période des monopoles, accentue les antagonismes dans telle mesure que la «paix» n'est qu'une pause en attendant de nouvelles guerres.

La surface du globe et ses richesses économiques (exception pour les territoires où s'est établie la dictature du prolétariat) sur sont presque tout entières assujettis aux monopoles d'un petit nombre de grandes puissances. Mais comme le développement économique et politique des différents pays ne se fait pas à une cadence égale, il s'ensuit constamment la nécessité de refaire le partage du monde.

Et, en fin de compte, ce partage ne peut se faire que par des guerres entre les principales puissances impérialistes. D'autre part, l'exploitation de centaines de millions de prolétaires et d'esclaves dans les colonies ne peut être maintenue que par des guerres d'oppression où l'on verse beaucoup de sang.

La guerre est inséparable du capitalisme : donc, on ne peut «supprimer» la guerre qu'en supprimant le capitalisme ; donc, il faut renverser la classe des capitalistes-exploiteurs, il faut établir la dictature du prolétariat. Il faut construire le socialisme et l'on arrivera à faire disparaître les distinctions de classes. Toutes autres théories et propositions, si «réalistes» qu'elles puissent sembler, ne sont que tromperies et ne peuvent que prolonger le système de l'exploitation et des guerres.

C'est pourquoi le léninisme rejette toutes les théories pacifistes sur «la suppression de la guerre» en régime capitaliste, et indique aux masses ouvrières, à tous les opprimés, la seule voie qui conduise au but : le renversement du capitalisme.

Mais le renversement du capitalisme n'est pas possible sans violence, sans insurrection armée, sans une suite de guerres du prolétariat contre la bourgeoisie. »

La guerre impérialiste implique de saisir le saut qualitatif qu'ont connu les pays capitalistes à l'étape impérialiste, et donc d'appréhender de manière adéquate la seconde crise générale du capitalisme. Sans cela, on est condamné à errer dans des analyses géopolitiques sans fin et sans aucun sens : il suffit de remarquer que dès qu'il y a un affrontement militaire quelque part dans le monde, il est systématiquement parlé d'un lieu « stratégique », comme si tout était stratégique, partout et tout le temps.

La guerre impérialiste n'est pas un engrenage militariste, ce n'est pas un affrontement politique poussé quantitativement. C'est une rupture dans la rupture, un saut qualitatif dans le saut qualitatif, l'expression du caractère inégal de la crise générale elle-même, avec d'un côté la décadence et de l'autre l'expansion.

La guerre impérialiste comme expression du développement inégal de la seconde crise générale du capitalisme

La crise générale du capitalisme a deux aspects. D'un côté, elle exprime la dimension ascendante du capitalisme, au sens d'une expansion de la production et de la consommation. De l'autre, elle exprime la décadence du capitalisme, l'incapacité à assurer un niveau de profit suffisant aux capitalistes, alors que la consommation devient toujours plus étroite.

Par conséquent, d'un côté le capitalisme cherche à élargir les marchés – en faisant sauter les digues morales et culturelles (PMA, GPA, LGBT, drogues…), en libéralisant économiquement et culturellement – de l'autre il pressurise les travailleurs pour leur arracher davantage de travail. D'où le message puissamment contradictoire du capitalisme, qui dans sa crise produit à la fois des ultra-conservateurs et des ultra-libéraux.

On peut, si l'on veut, pour schématiser à grands traits, opposer une tendance du capitalisme en crise à aller vers l'extérieur et en même temps vers l'intérieur. Or, cette tendance est elle-même contradictoire et, au-delà, elle est marquée par un développement inégal.

La tendance vers l'extérieur peut être dominante, comme lorsque les impérialismes allemand et français vont à la confrontation, sans modifier de manière significative la situation sociale et économique dans leur propre pays. La tendance vers l'intérieur peut être dominante – comme lorsque les nazis massacrent les opposants à partir de 1933 et tyrannisent la classe ouvrière pour l'appauvrir et renforcer le capital.

Mais comme ce phénomène contradictoire est vrai pour tous les pays impérialistes, tous en crise mais de manière inégale justement également, cela renforce le nombre de relations dialectiques, avec des interactions différentes à chaque fois. D'où que pendant la première guerre mondiale impérialiste, on avait des empires semi-féodaux comme la Russie et l'Autriche-Hongrie et des pays capitalistes développés comme les États-Unis et l'Allemagne. D'où que pendant la seconde guerre mondiale impérialiste, on avait des pays fascistes, des pays capitalistes impérialistes au régime libéral-démocratique, et un pays socialiste, l'URSS.

On peut, si l'on veut, réfléchir ici en termes de combinaisons dialectiques. La guerre impérialiste est le produit d'une vague au sein des toutes ces relations dialectiques entre les pays, avec chacun dans un jeu intérieur/extérieur. Pour la seconde guerre impérialiste, par exemple, les États-Unis « démocratique » et le Japon impérial de type fasciste avaient par exemple tous les deux besoins d'un marché intérieur plus grand, alors que l'Allemagne fasciste était en quête d'un marché extérieur plus important (sous forme coloniale).

C'est cela qu'il faut étudier désormais pour appréhender correctement la montée en puissance de la guerre impérialiste à travers l'escalade militaire aux frontières ukrainiennes.■

Le Caucase retient son souffle face au développement toujours plus menaçant de la guerre impérialiste

La guerre impérialiste a ceci de particulier dans son élan qu'elle progresse par vagues. Sa montée se fait donc par poussées successives, par une suite de coups soudains et violents, mais qui peuvent être espacés dans le temps et dans l'espace.

Le matérialisme dialectique nous aide ici à saisir ce processus dans tous ses aspects et dans toute sa profondeur. Sur le principe, la guerre impérialiste se concrétise ainsi autour de points de tensions, de poudrières, dans lesquelles s'accumulent toute une série de contradictions générées localement, mais reliées par toute une suite de liens complexes et de toutes natures à différents centres du mode de production capitaliste.

On peut dire ainsi que plus nombreux et plus conséquents seront ces liens, plus explosive sera la situation locale.

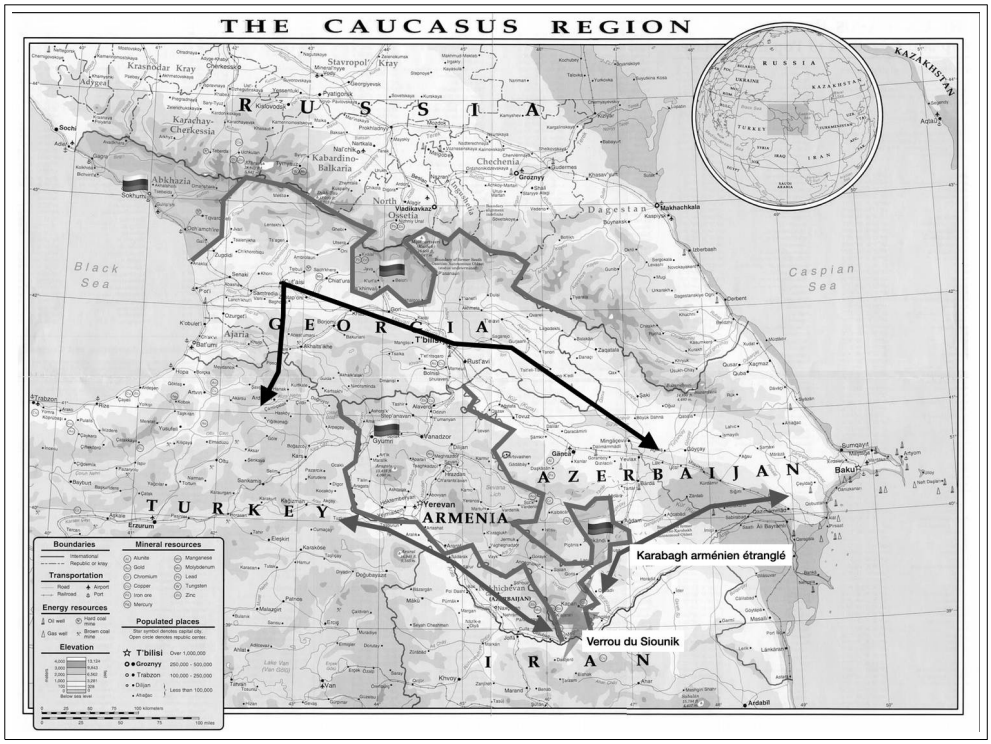
Voilà bien ce qui donne tout son sens à l'affirmation comme quoi le Caucase actuel est une poudrière dans le processus de la guerre impérialiste enclenchée par la Crise de notre époque.

Pour bien saisir cela, il faut observer la dimension externe et la dimension interne du problème posé ici, que l'on peut formuler ouvertement et franchement ainsi : une guerre de type impérialiste, ayant des répercussions mondiales, peut-elle éclater dans le Caucase ?

On peut d'abord prendre comme point de vue la dimension externe du problème. Cet aspect du problème est bien documenté par les organes intellectuels de la bourgeoisie dans tous les pays concernés : les médias, les analystes liés aux institutions de ces États et en particulier de leurs appareils militaro-industriels, raffolent même de ces analyses. C'est ce que la science bourgeoise appelle communément la « géopolitique ».

À l'aide d'une carte comme ici présentée, on peut ainsi aisément se rendre compte à quel point les trois États caucasiens sont ainsi en réalité complètement démantelés sur le plan territorial par des séparatismes appuyés par la Russie, qui entretient des

troupes en Géorgie (en Abkhazie et en Ossétie) et en Azerbaïdjan (au Karabagh arménien).



La Russie, en outre, maintient directement ou indirectement des situations de blocus frontaliers, verrouillant la frontière nord de la Géorgie et quasiment toute l'Arménie. Ce dernier État fait aussi figure, et cela encore plus depuis l'écrasante défaite de 2020 face à l'Azerbaïdjan, de satellite de la Russie, qui y entretient une forte base militaire à Gyumri, impliquant des avions de chasse, des blindés et des rampes de lancement de missiles anti-aérien S-300.

De fait, la Russie dispose donc de puissants moyens militaires de pression sur les États de la région. C'est la Géorgie qui a subi le plus violemment ces capacités d'agression, en particulier depuis la guerre de 2008, qui avait abouti à la sécession pro-russe de l'Ossétie.

Amputée de près de 20% de son territoire, la Géorgie a payé cher sa volonté de se rapprocher de l'OTAN et de l'Union européenne, à l'image de l'Ukraine. Le pays est néanmoins devenu le pivot commercial du Caucase. En particulier, les flux s'articulent autour de la ville de Koutaïssi, que le régime cherche à promouvoir comme nouvelle plaque tournante locale et dont le potentiel intéresse aussi la Chine.

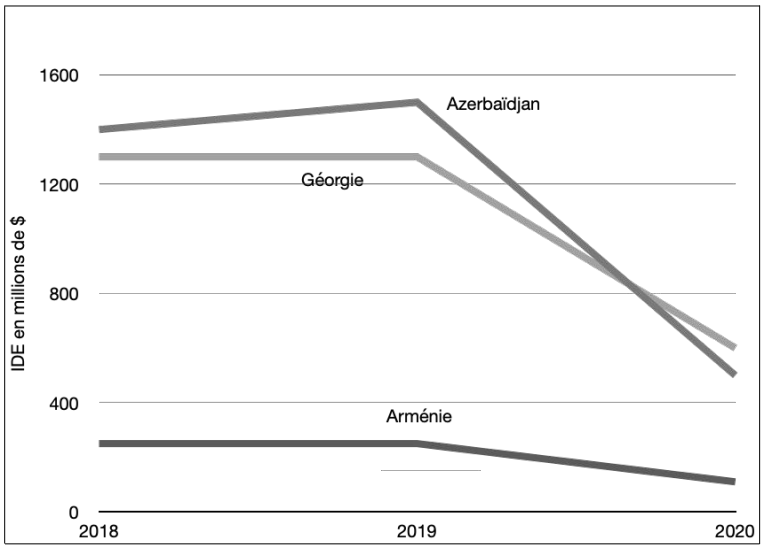
À ce titre, le pays est parvenu à attirer massivement les capitaux, en particulier pour construire le corridor d'acheminement des hydrocarbures de la Caspienne vers l'Europe.

Les capitaux étrangers représentaient avant la seconde crise générale près de 1500 millions de $, soit autant que l'Azerbaïdjan. L'Arménie de son côté, n'attirait que 200 millions de $, mais concentrés dans le domaine des high-techs.

L'origine de ces capitaux est aussi une chose parlante : l'Arménie et la Géorgie, attirent majoritairement des capitaux des pays d'Union européenne et du Royaume-Uni, soit directement, soit par l'intermédiaire des Émirats Arabes Unis. L'Azerbaïdjan en revanche reste fortement marqué par la présence de capitaux russes, notamment dans le secteur de la construction et des médias, mais la Russie agit aussi par ses capitaux sur l'Arménie.

Le régime azerbaïdjanais tente également de diversifier la source des capitaux que le pays attire : d'importants contrats dans la défense ont ainsi été signés notamment avec les pays de l'OTAN, ou qui gravite autour : l'Arabie Saoudite dans le domaine énergétique ou Israël et la Turquie dans celui de la Défense, notamment.

Toutefois, la Crise a entraîné un effondrement des investissements en capitaux dans ces pays. Partout le niveau a ainsi été littéralement divisé par deux, par trois même pour l'Azerbaïdjan, déstabilisant les économies de ces pays et accroissant en conséquence leur niveau de dépendance.



À mesure que les relations internationales se tendent, le jeu d'équilibre de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan entre la Russie et les puissances occidentales se complique.

Dans ce contexte, la guerre du Karabagh en octobre-novembre 2020 a permis de redistribuer les cartes, puis de geler à nouveau la situation à une nouvelle étape. Pour le régime de Bakou, il s'agissait prioritairement d'éliminer le Karabagh arménien, puis

éventuellement de se connecter à la Turquie par un corridor terrestre direct, sans passer par la Géorgie.

Sur le plan économique et commercial, l'intérêt d'un tel corridor est très relatif, mais il permettrait de relier plus fermement l'Azerbaïdjan et la Turquie, et donc d'imposer la Turquie comme nouvel acteur clef dans le Caucase, en mesure ensuite de contrebalancer plus directement l'influence russe, ainsi que l'Iran. La réalisation d'un tel objectif implique toutefois d'étrangler l'Arménie et d'annexer une partie de la région du Siunik (le sud de l'Arménie), afin de relier l'Azerbaïdjan à son enclave du Nakhitchevan, et ensuite à la Turquie.

Mais l''élan expansionniste de l'Azerbaïdjan, soutenu par la Turquie, a été stoppé par l'intervention russe, qui en a profité pour s'implanter directement au Karabagh arménien, après avoir négocié très certainement avec l'Azerbaïdjan le laissez-le-feu.

Pour Bakou, cette solution était d'autant plus acceptable, une fois la ville symbolique de Chouchi/Shusha conquise, qu'il n'y avait pas d'autres issues ensuite, sauf à massacrer directement les civils arméniens du Karabagh.

La guerre impérialiste n'ayant pas encore atteint, même localement, un niveau où un tel niveau de violence serait possible, du moins dans un territoire formellement sous l'œil du droit international et européen, cette solution avait le mérite de stopper la machine de guerre, tout en maintenant à moyen terme une pression suffisante pour espérer étrangler économiquement et culturellement la population arménienne du Karabagh et la pousser à l'exil. Cet étranglement progressif finissant par aboutir à rendre caduque la présence russe, s'il devait réussir.

La vague agressive levée par l'Azerbaïdjan et la Turquie s'est aussi heurtée à la frontière arménienne. Là encore, la violation du territoire souverain de l'État arménien n'était pas encore une chose tout à fait mûre : les protestations internationales restaient trop fortes pour ces puissances moyennes qui n'ont pas réellement les moyens ou l'intérêt de frontalement défier des puissances opposées à une telle agression. Sur ce plan, on trouve au premier chef la Russie bien sûr, mais aussi désormais l'Iran qui s'inquiète de voir grandir la présence turque dans la région et, avec elle, celle des alliés arabes de l'Occident.

Pour le moment, donc, la situation est bloquée de par la somme des contradictions accumulées qui ne permettent pas de pousser un autre mouvement sans ouvrir une nouvelle étape dans le processus de la guerre impérialiste. La pression s'accumule donc de manière toujours plus insupportable sur les frontières de l'Arménie et ce qui

reste du Karabagh arménien et les bruits de botte montent notamment à la frontière sud.

Le verrou du Siunik devient ainsi toujours plus une poudrière. Si l'élan général de la guerre impérialiste devait passer ailleurs une nouvelle étape sur le plan qualitatif, comme cela pourrait être le cas en Ukraine, le secteur pourrait alors aisément à son tour s'embraser.

Tout ce panorama reste cependant insuffisant, on sent bien à quel point une telle analyse bornée à ce seul rapport des forces externes, si précise et documentée soit-elle, garde un arrière-goût d'insuffisance. À s'en tenir à ce niveau, tout semble se résumer à une lutte entre États, en termes de puissance et d'intérêts.

Dans le meilleur des cas, on en arrive à défendre la nécessité du droit international, c'est-à-dire au respect des grands principes établis par les Traités internationaux et garantis par des institutions générées par les États bourgeois pour en assurer l'exécution de « bonne foi »…. Ou du moins, le respect dans les grandes lignes.

Dans le pire des cas, la pensée se ratatine au niveau des « luttes d'intérêt » d'un bloc capitaliste contre un autre, selon telle ou telle ligne déterminée par la bourgeoisie, plus ou moins conservatrice ou belliciste et, dès lors, un espace béant s'ouvre pour le nationalisme et ses élans les plus chauvins et agressifs.

C'est que la bourgeoisie est incapable en fait d'assumer une analyse en profondeur qui obligerait à regarder en face non seulement l'ampleur des contradictions du mode de production capitaliste et de sa Crise, mais surtout, qui obligerait à ouvrir un espace à la nécessaire issue progressiste de cette dernière, par la voie de la démocratie populaire et du socialisme.

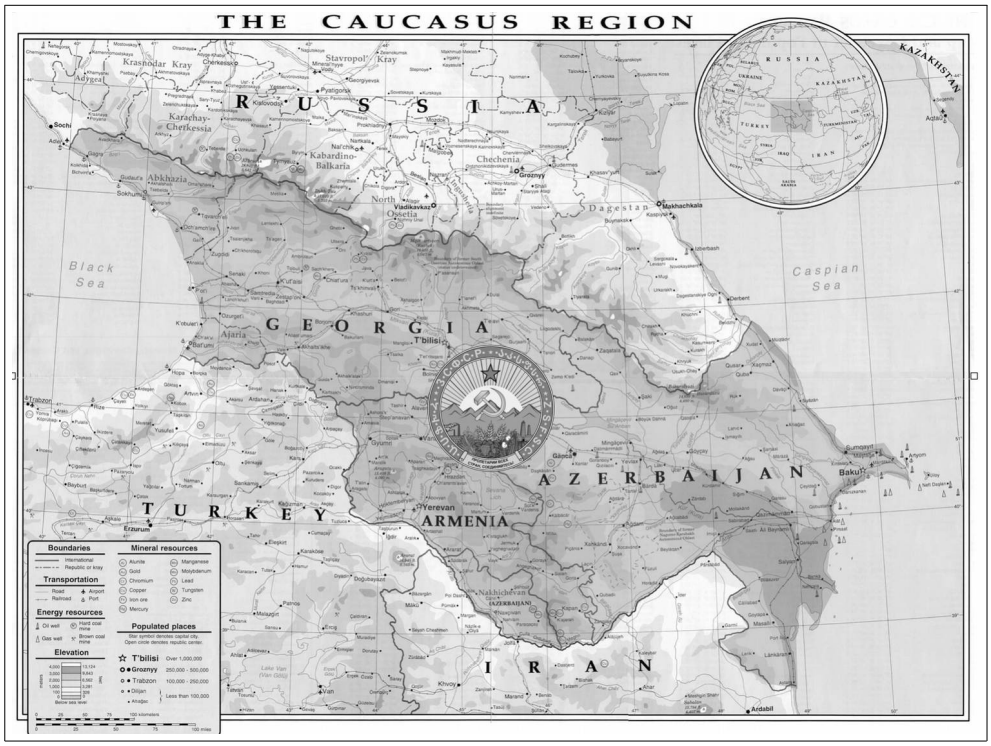
L'apport écrasant du matérialisme dialectique sur ce point tient notamment dans la juste appréciation de l'importance déterminante des aspects internes pour saisir la situation du Caucase et surtout pour mettre à jour les perspectives en termes d'issue.

Il ne s'agit pas simplement ici de posséder une juste vue de l'état des sociétés locales et des régimes en place. Bien sûr, cela a son importance. Par exemple, il est évident que l'ouverture d'un conflit en Ukraine poussera la Géorgie a la fuite en avant, quelle que soit l'issue du conflit, pour échapper encore davantage à l'emprise de la Russie, voire reprendre une partie des territoires occupés par la Russie.

De même, le régime de Bakou, épaulé par Ankara, saisira toute opportunité pour forcer les choses dans le Siunik. Mais ce qu'il faut ici, c'est une juste connaissance des peuples locaux et de leur état d'esprit. En cela, nulle carte, nul graphique, nul

tableau de données pour rendre visible ces informations. Ce qu'il faut, c'est enquêter, étudier, apprendre, se couler parmi ces peuples.

Ainsi, on peut embrasser leur histoire, comprendre leur héritage, estimer et stimuler leur force. Car tout vient des masses et rien ne peut se faire sans elle. Qui peut parler du Caucase sans parler de l'héritage soviétique et de son importance, notamment dans la période des années 1930-1950 ? Qui peut parler du Caucase et de ses peuples sans voir tout ce qui les rassemble, sans apprécier leur riche folklore, sans voir leur commune aspiration à l'universel, à la Culture et à la Paix ?



Ce qui brisera le flot de la guerre impérialistes, ce sont les peuples eux-mêmes, pas l'intervention de telle ou telle puissance extérieure. Cela implique de mettre à jour les contradictions du mode de production capitalistes qui emportent les États et les peuples de la région, de refuser de s'aligner sur un bloc contre un autre. Cela implique aussi de briser tous les chauvinismes, toute la propagande nationaliste en faveur du ralliement à une puissance, ou à un bloc, afin de relancer la tendance à la guerre à des niveaux toujours plus agressifs.

Mais plus que tout, cela implique d'avoir une perspective à proposer, fondée sur l'Histoire et élancée vers le futur : une perspective démocratique unifiant les peuples du Caucase dans une grande Fédération Transcaucasienne de la mer Noire à la Caspienne. ■

La rétivité de la force de travail, autre marqueur de la crise générale

Dans les précédents numéros de Crise, il y a eu de nombreuses réflexions à propos de l'imbrication de la crise économique et de la crise culturelle, ou du constat de la fin de la civilisation. Il est bon ici de rappeler une chose régulièrement martelée dans cette revue : la crise générale n'est pas qu'économique, mais précisément générale en ce qu'elle touche à tous les aspects de la vie.

Or au cœur de tout mode de production, donc de la vie elle-même, il y a la question du travail en tant que modalité acquise par l'être humain pour reproduire son existence. Ce qu'on constate, c'est que dans toute crise générale d'un mode de production, il y a la question du travail lui-même. Cette réflexion présente s'inscrit dans le prolongement de plusieurs articles publiés antérieurement dans Crise.

Ce sont les articles « La crise générale du capitalisme et le sursaut de Civilisation » du premier numéro, « la crise et les deux restructurations du capitalisme » du numéro 6, « la pénurie, expression de l'anarchie de la production dans le cadre de la crise générale » du numéro 13, enfin et principalement « la crise générale, c'est la mise à jour des forces productives » du numéro 11.

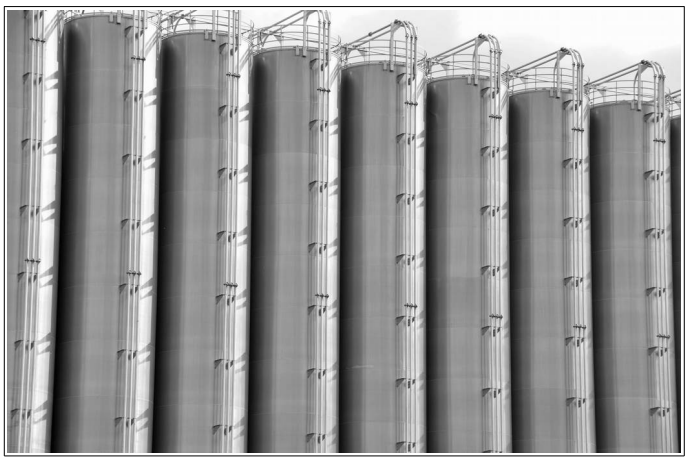
Dans ce dernier article, il a été remarqué que :

> « La mise en forme, ou la réalisation concrète du potentiel productif se déroule dans le cadre d'une situation concrète : c'est la lutte des classes au cœur des rapports de production, avec l'appropriation privée de la richesse technologique commune, et la domination du travail manuel par le travail intellectuel au service de cette même appropriation privée. »

Cela signifie que la mise à jour des forces productives doit d'abord être une mobilisation de la force de travail. Mais il n'a échappé à personne que la mobilisation de la force de travail est actuellement grippée, tout du moins l'est-elle dans de nombreux secteurs pourtant clefs, tel que la santé, la logistique, l'hôtellerie-restauration… Dans un billet « le grand ras-le-bol des salariés », publié dans le mensuel *L'Usine*

Nouvelle de décembre 2021, il est remarqué comment le capitalisme se heurte à un blocage :

> « Les États-Unis ont donné un nom au phénomène : le « big quit » ou la « great résignation ». Les démissions sont à un niveau record (2,9 % des travailleurs fin août). Et les taux s'envolent dans l'hôtellerie-restauration. Plus de 20 millions d'Américains ont quitté leur poste depuis le printemps 2021 et le taux d'emploi est de 58, 8 %, contre 61, 1 % en février 2020. Face à des conditions de travail jugées insoutenables, des travailleurs mal payés ou sursollicités jettent l'éponge.
>
> Ceux qui ont goûté au télétravail ou que la pandémie a poussés à l'introspection ne sont plus prêts à sacrifier leur vie personnelle pour des jobs loin de leurs aspirations. A la Paris school of economics, en octobre, l'économiste Philippe Askenazy voyait dans ces démissions et la multiplication de grèves aux États-Unis le signe « d'un moment de révolte des salariés et une sorte d'output de la crise sanitaire ».

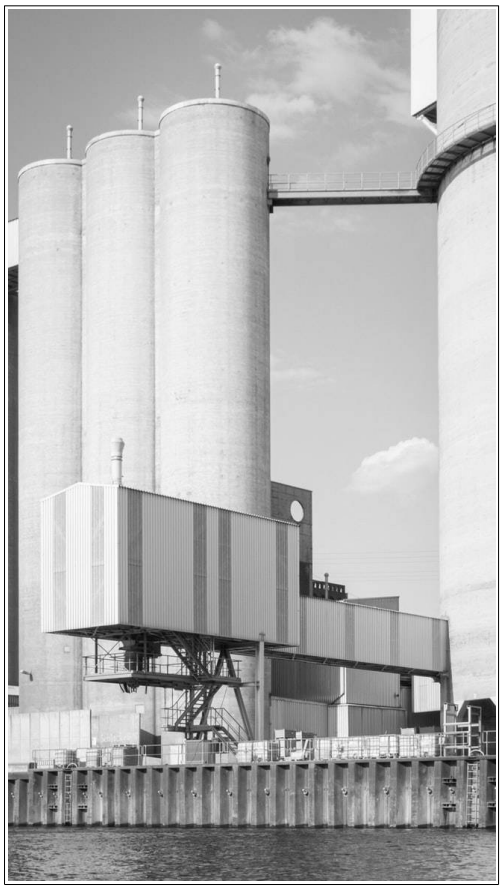


Au mois d'octobre 2021, les États-Unis ont été secoués par une vague de grèves inédites, touchant des monopoles clefs de l'ogre impérialiste, tel le fabricant de tracteur de John Deere. L'entreprise n'avait pas connu de grèves depuis 1986 et le conflit qui a mobilisé 10 000 travailleurs a duré plus d'un mois.

Et ce mouvement baptisé « Striketober » (Grève d'octobre en mêlant les mots « strike » et « october ») a touché de nombreux autres secteurs. On a recensé par exemple 1 400 travailleurs en grève contre cet autre monopole de l'agroalimentaire, Kellogg's, 2 000 salariés d'un hôpital de Buffalo, des employés d'une dizaine de McDonald's, dans des dépôts Amazon, une grève d'un mois de 1 000 travailleurs de l'industriel agroalimentaire Nabisco appartenant au monopole Mondelez. Dans cette dernière entreprise, la dernière grève remontait à 1969.

En France, une vague de grèves a également touché le secteur tertiaire commercial, avec des grèves à Leroy Merlin, Decathlon, la Boulangère, etc., un secteur qui a été central lors des confinements. En arrière-plan à ces grèves, il y avait la question de la restructuration. Surmenés lors de la crise sanitaire, les travailleurs font face à des réorganisations et des

renégociations de contrats de travail qu'ils n'acceptent pas alors que les profits se sont envolés pour ces entreprises.



On retrouve ici le même phénomène de grippage de la machine capitaliste que dans l'immédiat après-guerre de 14-18. La rationalisation de type « tayloriste-fordiste » se heurtait à des grèves, et plus généralement à une rétivité généralisée, telle que des micro-conflits d'ateliers, une hausse de l'absentéisme, etc.

Par rétivité, il faut comprendre que les travailleurs sont rétifs à exercer le travail demandé, ils s'obstinent dans une certaine négation des ordres, ils pratiquent un refus d'obéissance ayant de multiples traits, de multiples caractères.

Par exemple en juin 1919, 1 500 ouvriers des usines métallurgiques de Puteaux entrent en grève contre un chantage visant à ce que l'application de la journée de huit heures se fasse en contrepartie de la semaine de 48h avec augmentation des cadences.

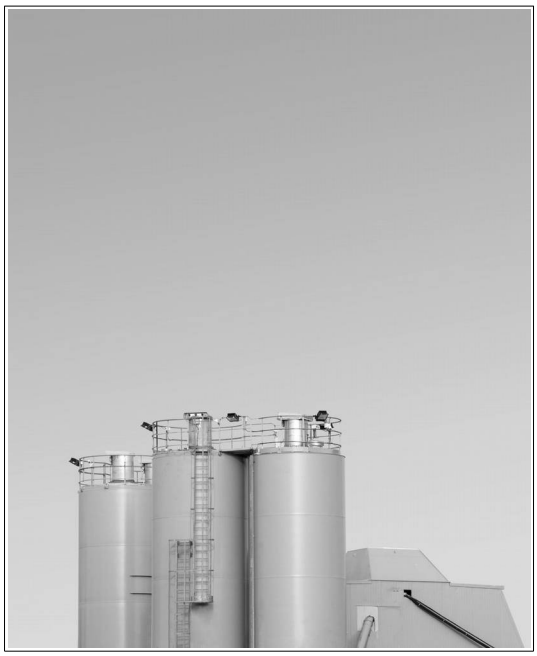
Même chose pour 10 000 mineurs lorrains qui se mettent en grève en mars 1919. Comme l'écrit en 1950 le communiste libertaire Georges Navel (qui par la suite écrira pour l'Humanité et y travaillera comme correcteur d'imprimerie) :

> « Depuis 1919, les grèves étaient fréquentes, non que la condition fût pire que dans d'autres temps, mais parce que les hommes, après les souffrances de la guerre, acceptaient plus volontiers la lutte pour leur bien-être. »

Cela touche alors évidemment de manière principale les secteurs capitalistes « profiteurs » de la crise : hier Renault, ayant bâti sa fortune sur les commandes militaires et son fameux « char d'assaut » ; aujourd'hui, ce sont notamment les entreprises agroalimentaires que ne se sont jamais arrêtées même pendant la « première » vague.

Lors de la première crise générale, le cœur de l'insubordination de la force de travail est certes économique, mais aussi et surtout social-culturelle dans le sens où la vie quotidienne a été

profondément perturbée, avec dans le même temps la relance capitaliste par la restructuration. L'industrie de guerre s'est élargie plus que jamais, les hommes sont partis au front et en reviennent « au mieux » traumatisés, les femmes sont entrées massivement dans le travail industriel, etc. Les conditions culturelles de reproduction de la force de travail ont changé.



Dans les années 1960-1970, c'est le même phénomène qui s'est produit en tant que prolongement des conditions sociales de la première crise générale dans un contexte d'élévation rapide du niveau des forces productives. Là aussi, il a fallu reconditionner (ou re-uploader) une force de travail aux besoins du capital, une force de travail devenue rétive aux ordres. Cela a donné lieu à la « seconde » restructuration dite « toyotiste » évoquée dans l'article « La crise et les deux restructurations du capitalisme » du numéro 6 de Crise.

Lorsqu'on regarde désormais la seconde crise générale, on s'aperçoit d'un phénomène similaire du fait des confinements liés à la crise sanitaire.

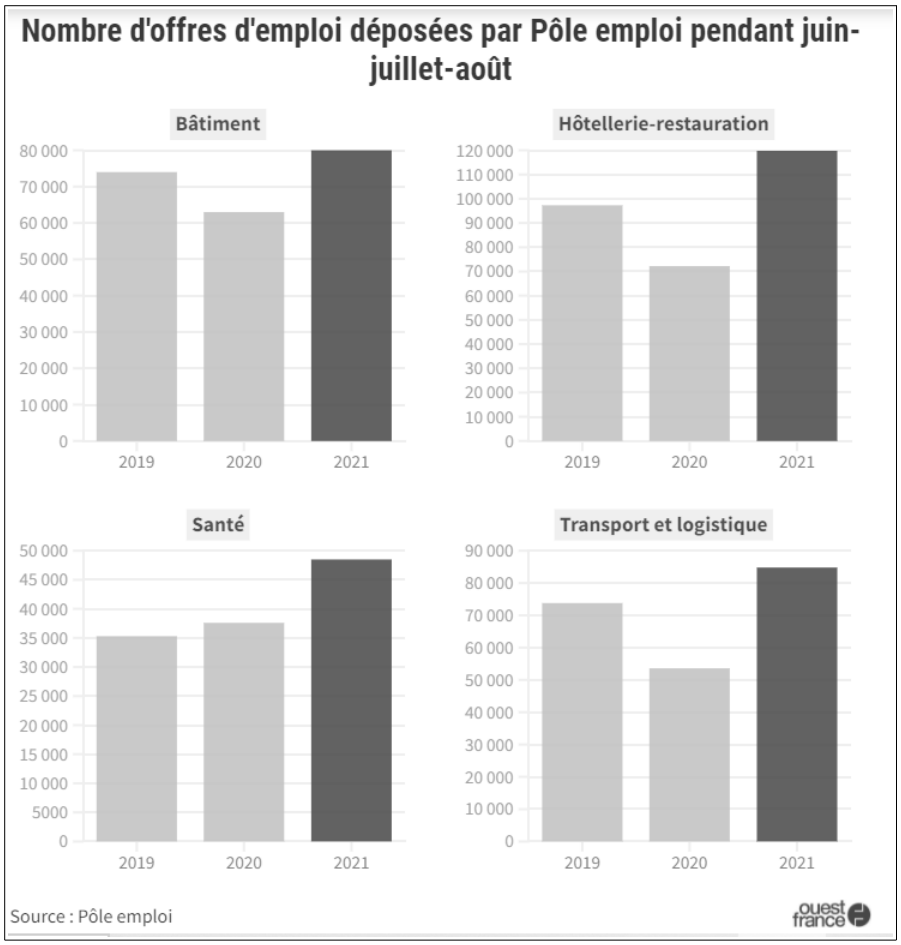
Il y a là aussi un aspect économique capital, la rupture des chaînes d'approvisionnement, mais aussi et surtout un bouleversement mental quant à l'arrêt de la vie quotidienne. Les gens ne veulent plus travailler comme avant, alors que le capitalisme veut relancer la machine rapidement, de surcroît en restructurant : le blocage est évident.

Entre la première et la seconde crise générale, le niveau de forces productives a connu une hausse majeure dans les années 1960-2000 et le patrimoine révolutionnaire issue de la première crise générale a subi un tel lessivage que la contestation s'en trouve limitée.

Les possibilités mêmes de « parades » grâce aux aides sociales, aux secteurs parasitaires comme l'« auto-entreprenariat », au niveau de consommation, etc., sont si vastes qu'elles limitent la rétivité sociale-culturelle au seul espace économique.

La rétivité se borne ainsi à une sorte de refus de certains emplois, sans pour autant déboucher sur une généralisation de la contestation sociale sur le terrain politique.

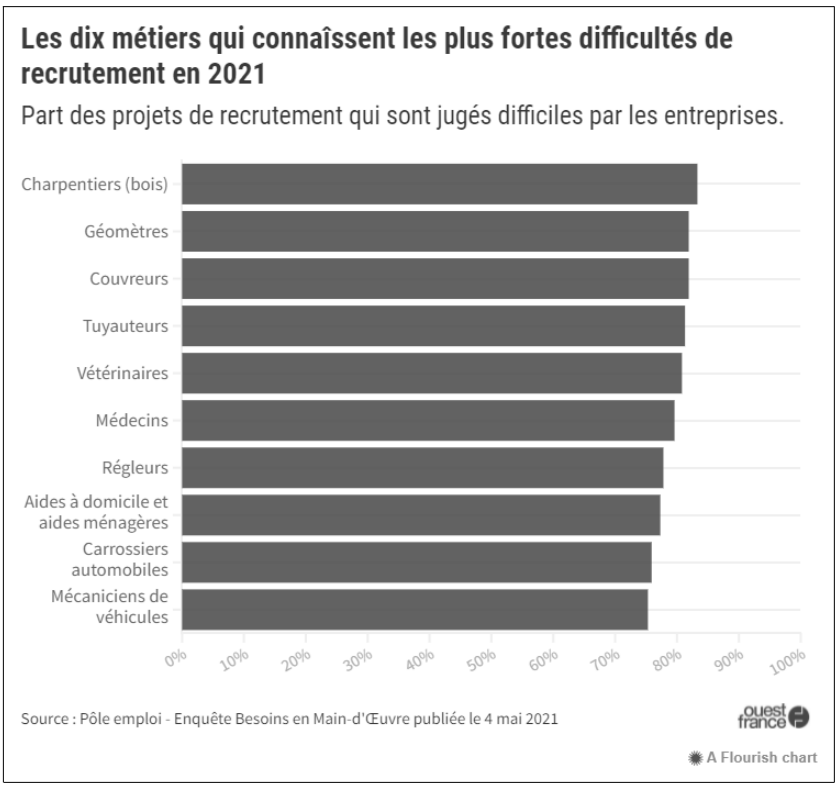
Nous faisons référence ici à la question de la pénurie de main d'œuvre dans de nombreux secteurs comme la santé, l'hôtellerie-restauration, le bâtiment, la logistique et le transport routier, le secteur tertiaire de la « tech », etc. Le secteur de l'hôtellerie-restauration a perdu 27 000 emplois, le transport routier a besoin d'entre 40 et 50 000 personnes… Une entreprise sur deux aurait des problèmes de recrutement et Pôle Emploi a déclaré que 926 000 offres d'emploi avaient été enregistrées entre juin et août 2021, soit 10 % par rapport à la même période de 2019. En moyenne le délai pour pourvoir un poste est d'environ un mois.



Eric Chevée, président de la Confédération des PME, déclarait en octobre 2021 :

> « Aujourd'hui il y a un problème. Le problème est que, face à ces 800 000-900 000 offres d'emploi et aux plus de 3 millions de chômeurs, on n'arrive pas à matcher les deux (…). La pandémie dure assez longtemps. Le télétravail massif, rester chez soi longuement… Cette réalité a amené certains nombres de nos concitoyens à s'interroger sur leur rapport au travail. Donc il y a une évolution dans la mentalité. »

La cause principale de cette pénurie n'est pas le salaire, mais les conditions de travail, preuve s'il en fallait d'un bouleversement mental de la force de travail. Le blocage enraye même la reprise économique.



Pour comprendre la substance de ce grippage, il faut évidemment revenir sur le concept de *force de travail* qui n'est pas un simple synonyme de « travailleur », mais un concept scientifique central à la base du marxisme, du matérialisme dialectique dans le champ de l'Histoire. Nous sommes dans le mode de production capitaliste qui se fonde précisément sur cette réalité du travail, alors que les modes de production esclavagistes et féodaux se fondaient pour le coup sur l'exploitation du travail en tant que tel.

Il est connu qu'au début de ses études d'économie politique, Karl Marx parlait de la vente du travail. Ainsi, dans la petite conférence donnée en 1849 à des ouvriers allemands et ramassée dans la brochure « travail salarié et capital », Marx parle de vente du travail.

Mais dans l'édition allemande publiée en 1891, Engels a rédigé une introduction dans laquelle il explique une modification par rapport à l'édition de 1849 :

> « Mes modifications tournent toutes autour *d'un seul* point. D'après l'original, c'est son *travail* que l'ouvrier vend au capitaliste pour le salaire ; d'après le texte actuel, il vend sa *force de travail*.

Il faut que je m'explique sur ce changement (…). Ce que les économistes avaient considéré comme les frais de production du « travail » étaient les frais de production non du travail, mais **de l'ouvrier vivant lui-même.**

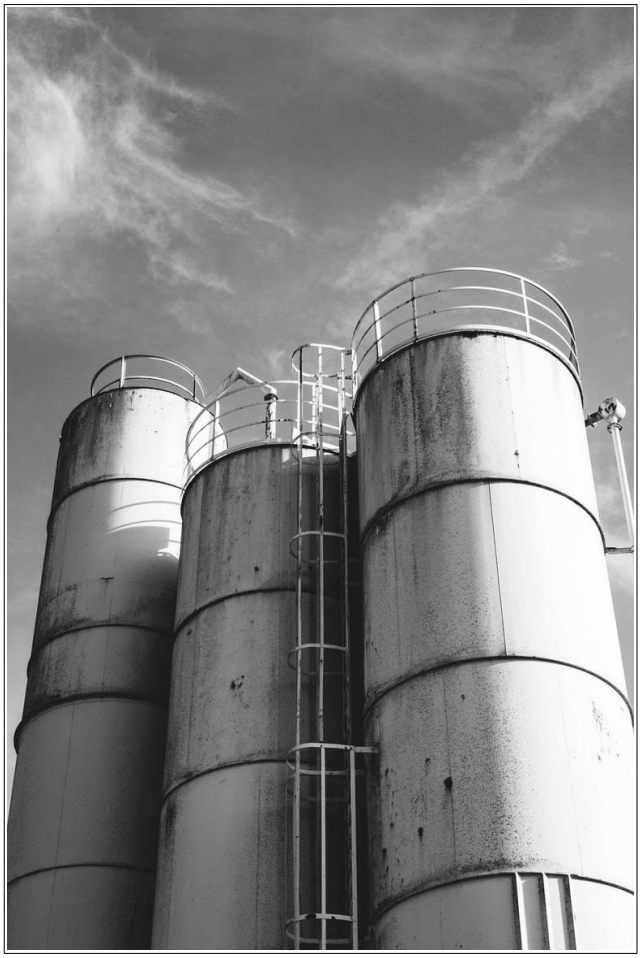
Et ce que l'ouvrier vendait au capitaliste n'était pas son travail.

Il pourrait donc, tout au plus, vendre son travail *futur*, c'est-à-dire prendre l'engagement d'accomplir un travail déterminé à un moment déterminé.

Mais alors il ne vend pas du travail (qu'il faudrait d'abord effectuer), mais il met à la disposition du capitaliste pour un temps déterminé (dans le salaire journalier) ou aux fins d'un rendement déterminé (dans le salaire aux pièces) sa force de travail contre un paiement déterminé ; il loue ou vend sa *force de travail.* »

La différence, en apparence sommaire, est en fait essentielle car c'est par celle-ci que Marx a pu saisir la base scientifique à la formation des profits dans le capitalisme. C'est aussi au cœur de cette conception qu'on trouve en Karl Marx l'un des éléments essentiels du matérialisme dialectique.

Car qui détient cette marchandise spécifique qui se vend sur le marché du travail et dont le prix oscille comme n'importe quelle autre marchandise ? Des êtres humains. Ce sont à la fois des êtres bornés historiquement, car appartenant à une classe sociale constituée par la dissolution progressive du féodalisme dans l'Europe du XVIe siècle, et à la fois des êtres universels qui appartiennent au genre humain, et donc à la Nature elle-même.



Si l'on oublie cette contradiction interne au prolétariat, on ne peut pas saisir la dimension scientifique du concept de force de travail, et donc l'antagonisme principal entre la bourgeoisie et le prolétariat.

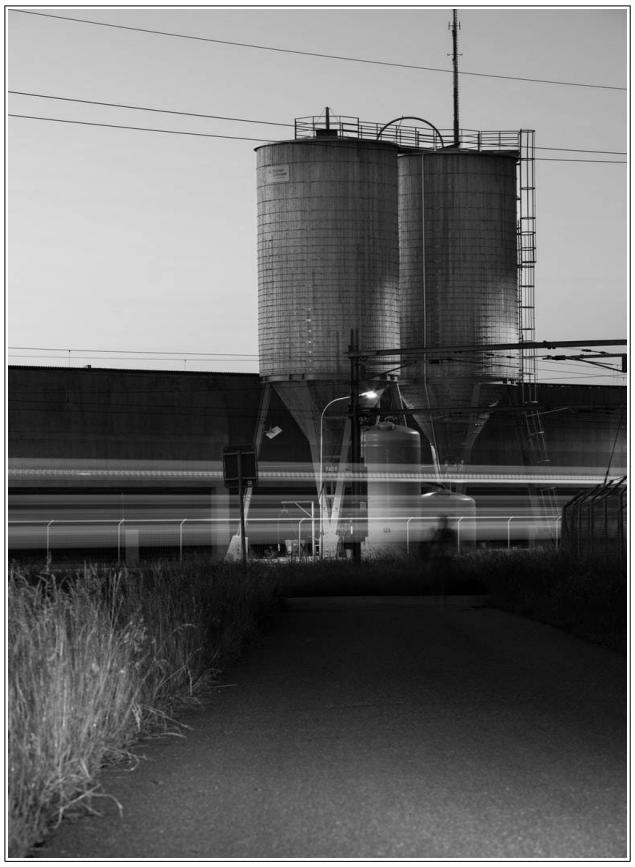
Car s'il y a des êtres humains déterminés socialement comme porteur d'une force de travail, ils entrent ensuite dans une production sociale où leur travail est soumis à des modalités d'organisation et des objectifs extérieurs à la société, mus par des intérêts privés aux objectifs également privés.

Karl Marx a parfaitement expliqué cela avec la contradiction entre le travail vivant et le travail mort qui se situe à l'intérieur de la production. Si la dialectique Humain travailleur/Force de travail se situe sur le marché, en l'occurrence celui de l'emploi, la dialectique travail

vivant/travail mort en est son prolongement dans la production. En 1867, Marx parle de manière plus précise en utilisant le concept de « force de travail vivante » :

> « La domination du capitaliste sur l'ouvrier est, en conséquence, domination de la chose sur l'homme, du travail mort sur le travail vivant, du produit sur le producteur, car les marchandises, qui deviennent des moyens de domination (en fait uniquement sur l'ouvrier) ne sont elles-mêmes que les résultats du procès de production, ses produits. »

Comme le travail est porté par un être humain, cela fait qu'il est vivant, et donc qu'il a les caractéristiques du monde vivant, soit une souplesse et une complexité propre à toute la nature. Il ne peut être un mécanisme formel.



Et c'est bien ce qui pose un problème au capitalisme depuis qu'il est constitué comme un mode de production dès le XVIe siècle. À cette époque, le souci majeur pour les capitalistes est d'intégrer les paysans prolétarisés dans les manufactures, problématique qui finalement s'étend jusqu'au XIXe siècle. La rétivité de la force de travail était ici liée aux anciennes formes du travail communautaire d'une paysannerie imbriquée dans la vie naturelle.

Pour le capitalisme naissant, fondé sur l'extorsion d'une plus-value absolue, il s'agit de mobiliser les travailleurs selon un horaire visible de manière objective sur une horloge, quand le paysan se fiait aux rythmes du soleil.

La difficulté fut si grande que l'Angleterre créa à la fin du XVIe siècle des « workhouse », sorte de bagnes à l'organisation ultra-brutal pour faire travailler les « prolétaires en haillon ».

Des résidus de rétivité issu de la décomposition féodal étaient encore visibles au XIXe siècle en Europe, notamment avec la tradition du « Saint-Lundi », qui progressivement s'effaça pour disparaître totalement au XXe siècle. Le lundi, parfois appelé « bleu » dans certains pays, devenait un jour chômé par un absentéisme marqué pouvant se prolonger.

Puis, la maturation du capitalisme qui se fonde alors principalement sur l'extorsion d'une plus-value relative, soit l'intégration du travail vivant au mécanisme automatisé du capital, transforme la dimension de l'emploi de la force de travail et la mobilisation du travail vivant.

Comme on le sait, le grand moyen historique pour résoudre cette problématique fut le fordisme : lier le salaire aux gains de productivité pour permettre aux travailleurs

d'accéder à la société de consommation. C'était la contrepartie d'une intégration-soumission raffinée et achevée du travail vivant à un travail mort devenu rationalisé.
Mais les choses étant ce qu'elles sont, il était évident que les contradictions ne pouvaient être abolies mais simplement « déplacées ».

Ce « déplacement », c'est la question de l'élargissement des forces productives dans la période 1945-1975, puis 1990-2000, produisant la domination du 24/24 du capitalisme. C'est ce qui fait que la rétivité de la force de travail dans la seconde crise générale est certes à regarder au niveau immédiat du lieu de travail, mais pas seulement : il faut bien regarder les contours culturels de l'insubordination à l'échelle sociale-totale.
Pourquoi la domination sur le lieu de travail n'est pas le seul aspect mais bien la domination sociale-totale ? Car nous sommes passés du prolétariat des années 1870-1950, à la figure du prolétaire métropolitain issu des années 1970.
Une chose est frappante quand on est un prolétaire métropolitain, c'est le temps approprié par le travail au sens large du terme. Si l'on ajoute le temps de se préparer, un temps déterminé par le rythme du travail salarié, le temps pour se rendre au travail, et enfin le travail en tant que tel, un ouvrier voit son temps approprié entre 40 et 45 heures par semaines par le capital, ou plutôt le capitalisme dans le cadre du 24/24.

Dans une société de consommation, dans le turbo-capitalisme, c'est énorme et la contradiction saute aux yeux. Il y a une course après un mode de vie, une fuite en avant car finalement le monde avance toujours plus vite, et avec un travailleur qui est toujours plus dépossédé de ce monde.
La pandémie a offert une pause salutaire, permettant à toute une frange de la force de travail de respirer, de se poser, de cesser de courir après ce

monde. Et la reprise se fit selon la nouvelle subjectivité prolétarienne forgée pendant cette période.

Il est clair que cette contradiction entre la subjectivité de la force de travail, entre le travail vivant et le travail mort, n'est qu'une autre forme prise par la contradiction entre les forces productives et les rapports de production.

Cette rétivité est le reflet d'une cassure dans la marche du capitalisme : il faut re-mobiliser la force de travail dans un contexte de relance agressive du capitalisme. C'est le reflet du blocage dans l'accumulation du capital, car produit de la rupture des chaînes d'approvisionnement.

La force de travail répondant aux mêmes critères marchands que n'importe quelle marchandise, il est naturel que cette rétivité soit un marqueur de la crise générale, tout étant lié.

À ce titre, la rétivité du prolétaire métropolitain a comme conséquence un renforcement du processus d'émigration-immigration dans le cadre de l'impérialisme... Les emplois les plus difficiles devant être occupés une force de travail moins « exigeante » du fait du développement social inégal.

Ce fut déjà le cas avec la première vague de travailleurs immigrés polonais et italiens dans les années 1920-1930 dans les mines, puis de la vague d'immigration maghrébine dans l'automobile dans les années 1960-1970.

Au regard de la seconde crise générale, il suffit de voir comment le Brexit a mis à nu cette réalité en Angleterre, avec la question de la pénurie des chauffeurs-livreurs qui étaient majoritairement des travailleurs détachés des pays de l'Est de l'Europe. Tout comme le sont les travailleurs des abattoirs aux postes de tuerie dans l'agroalimentaire français.

Ainsi, plus la crise générale s'étend dans le temps, plus il apparaît que l'aspect culturel-civilisationnel va être une clef, si ce n'est la clef centrale pour mobiliser les prolétaires métropolitains, ces porteurs d'une force de travail modelée par un haut niveau de forces productives, mais devant être mis à jour selon les besoins du capital.

De ce point de vue, les résidus pseudos-révolutionnaires sont littéralement hors-jeu de la course historique, car ne comprenant, et donc n'assumant pas les modalités de l'affrontement révolutionnaire produit par la vague des années 1960-1970. Contrairement aux thèses syndicalistes « révolutionnaires », le « travailleur » n'est pas extérieur au capital, mais un produit de l'accumulation du capital. La force de travail est façonnée de bout en bout par le capital :

> « A y regarder de plus près, on s'aperçoit que le capital règle, selon les exigences de son exploitation, la production des forces de travail et des masses humaines exploitées.
>
> Le capital ne produit donc pas seulement le capital, mais encore une masse croissante d'ouvriers, substance grâce à laquelle seule il peut opérer comme capital additionnel. » (Karl Marx, Grundrisse)

La contradiction n'est donc pas mécanique-formelle entre d'un côté le capital, et de l'autre, de manière externe, « le travail », mais est bien dialectique.

Cela veut dire que le mécanisme de production par le capital d'une force de travail vivante se retrouve bloqué à un moment donné par le fait que la force de travail est portée par un être vivant, humain, dont les besoins sociaux, culturels, civilisationnels, entrent en antagonisme avec ceux du capital.

Comme la force de travail n'est qu'un élément des forces productives, sa rétivité humaine montre à quel point leur mise à jour par le capital subit un trouble : le moment donné dont on vient de parler, c'est donc la crise générale.

Le trouble d'actualisation des forces productives, le grippage dans la production d'une force de travail conditionnée aux besoins du capital est un élément qui exprime sur le plan antagoniste la pénurie de matériaux, ici de matériel humain.

De fait, il y a deux possibilités : ou bien la force de travail vivante devient classe ouvrière et produit un Ordre nouveau, socialiste, remobilisant le travail vivant dans un sens nouveau, compatible avec la société tout entière ; ou bien le capitalisme marche vers la Guerre impérialiste pour remobiliser par en haut la force de travail dans un projet d'envergure nationaliste.

La rétivité de la force de travail est donc un marqueur de la crise générale d'un capitalisme porté par un haut niveau de forces productives, qui le précipite en son cœur dans la Guerre impérialiste. ■

INFLATION : LA FACTURE DE L'ARGENT « MAGIQUE »

Pendant plusieurs mois, les autorités politiques et monétaires ont tout fait pour nier ou relativiser l'inflation, afin de ne surtout pas reconnaître la crise. Au début de l'année 2021, la hausse des prix était présentée comme passagère, relative seulement à la « reprise » économique, et même servant cette « reprise ». La Banque centrale européenne a été particulièrement friande en déclarations expliquant qu'il ne fallait surtout pas s'inquiéter et qu'elle n'envisageait aucun changement de sa politique monétaire. Du haut de ses grands chevaux, elle expliquait que cela n'était qu'un déclenchement temporaire lié à un déconfinement un peu chaotique, avec des goulots d'étranglement logistiques, des pénuries de main-d'œuvre passagères et un excès de la demande alimentée par un surplus d'épargne.

Alors, l'argent magique devait continuer à couler à flot et la crise ne demeurer qu'une lointaine menace. Comme tous ces vains mensonges apparaissent bien ridicules maintenant ! L'inflation est bel et bien là, ancrée de manière incontestable et surtout durable.

En cette fin d'année 2021, cela est surtout vrai aux États-Unis. Là où le président Joe Biden relativisait lui aussi la question en février, voilà qu'il explique en novembre comment l'inflation est sa « première priorité ». Il faut dire qu'en octobre 2021, sur douze mois la hausse générale des prix à la consommation a déjà atteint 6,2 %, un plus haut depuis trente ans. La crise est particulièrement importante en ce qui concerne l'essence à la pompe avec une augmentation des prix sur un an de 61 %. La hausse mesurée est particulièrement importante également dans d'autres secteurs décisifs : 12 % sur le prix de la viande, des œufs et du poisson, de 26,4 % pour les voitures d'occasion et de 10,2 % des loyers.

C'est absolument gigantesque, cela chamboule directement et concrètement la vie quotidienne de la population américaine, qui entre de plain-pied dans la crise. Le gouvernement avait voulu repousser la crise en dopant artificiellement l'économie au moyen d'un endettement augmenté de 27 %. Il y a eu le « rachat », chaque mois, de 80 milliards de dollars d'obligations du Trésor par la Réserve fédérale. Dans le même temps, le trésor américain a émis pour 4 800 milliards de dollars de plus qu'habituellement d'obligations, en vue de financer le maxi plan de relance engagé par Donald Trump. Le résultat est simple, comme nous l'avions expliqué de manière précise : la valeur de l'argent a été perturbée par ces jeux d'écriture comptable pour « effacer » la dette, et c'est le retour de bâton avec l'inflation.

Le phénomène n'a naturellement pas de raison de disparaître comme par enchantement, malgré les pseudo-expertises économiques dans la presse ou de la part de certaines institutions s'évertuant à toujours nier la crise ! Les organismes réellement concernés et chargés d'apporter des évaluations

solides ne peuvent pas nier les choses de toutes façons : l'OCDE parle d'un mouvement inflationniste dans l'ensemble des pays du G20 pour au moins les deux prochaines années.

En ce qui concerne la zone euro, l'inflation mesurée en octobre 2021 est de 4,1 % (sur un an). Elle est de 4,2 % pour le Royaume-Uni. En France, il y a eu une hausse des prix de 2,1 % en septembre après 1,9 % en août, selon l'Insee. Toutefois, en ce qui concerne particulièrement la France, c'est en 2022 qu'est véritablement attendu une hausse générale des prix, impactés petit à petit par la flambée des cours du pétrole, du gaz naturel et, indirectement, de l'électricité.

Anecdotique, ou pas : le prix de la baguette de pain devrait augmenter d'au moins 5 centimes, d'ici les semaines à venir. En comparaison, ce prix n'a augmenté, en moyenne, que de 23 centimes depuis l'an 2000 (si l'on ne compte pas que la baguette de pain a perdu en qualité et quantité). Cela a l'air de rien, mais selon le ministre des PME Alain Griset (démissionnaire le 8 décembre 2022), « les Français consomment, en moyenne, une baguette tous les deux jours ».

C'est que le cours du blé (tendre) en France a atteint 280 euros la tonne fin 2021, soit une hausse de 30% par rapport à l'an passé. Et tout est lié : dans le prix de la fameuse baguette de pain par exemple, il faut inclure les prix de l'électricité, du transport (emballages, machines, autres produits nécessaires à la boulangerie), mais aussi les salaires. Tout a augmenté ou va augmenter. C'est une spirale qui se met en route, une spirale inflationniste comme il est dit dans le jargon des commentateurs classiques de l'économie.

Beaucoup moins anecdotique que la baguette de pain : le prix des pâtes. En France, les prix dans les grandes surfaces, qui monopolisent la distribution alimentaire, sont négociés à l'année. Cela fait que le mouvement inflationniste est largement contenu pour les marques classiques, pour qui le prix moyen n'a augmenté que de 1,4 %. Mais ce n'est pas le cas pour les marques « premier prix », directement contrôlées par les distributeurs, et surtout là où les marges sont minimales (c'est la vente en volume qui est recherché) : les prix se sont envolé de 31 % en France, par rapport à l'année dernière. C'est gigantesque.

Si la vague d'augmentation sur les produits alimentaires n'est pas encore réellement perceptible en France, en raison de la particularité liée aux négociations annuelles, tel n'est pas le cas en Allemagne ou en Espagne où les prix sont impactés directement. Ils ont augmenté respectivement de 4,5% et 3,2%. Le 8 décembre

2021, évoquant cet effet à retardement, Michel Edouard Leclerc, PDG d'un des principaux groupe de distribution alimentaire, a évoqué pour la France une inflation des prix alimentaire de 4 % pour l'année 2022.

Pour faire face, la plupart des banques centrales mondiales (hormis la Banque centrale européenne jusqu'à présent) sont contraintes de réduire la voilure sur la création monétaire et taux directeurs (le « prix » de l'argent à la source). C'est le cas surtout aux États-Unis donc, où la FED annonce un resserrement de sa politique monétaire, alors que son directeur avoue publiquement s'être trompé sur le caractère temporaire et relatif de l'inflation, expliquant que celle-ci est bel et bien durable et qu'il faut donc arrêter (en tous cas resserrer) la machine à cash (l'argent magique).

Pour comprendre, il faut voir que depuis des années les banques centrales déversent des flots de liquidités sur les marchés financiers, et que cela apporte concrètement et directement du carburant à l'envolée des prix. Ce dopage était considéré comme indispensable en temps « normal », justement pour générer un peu d'inflation… mais c'est devenu un poison en temps de crise. En fait, la crise elle-même produit de l'inflation… mais il y a également ces politiques des banques centrales (qui ont déversé des milliards d'euros, de dollars, de yen, etc.) sorties de nulle part pour faire face à la crise sanitaire, qui dérèglent tout et propulsent d'autant plus l'inflation (qui devient une sorte de réflexe dialectique pour réajuster la valeur de l'argent).

Là où c'est très problématique pour le capitalisme, c'est que la crise est très profonde, car le resserrement de ces politiques d'« argent magique » a alors lui aussi un impact négatif sur l'économie et la hausse des prix. Ne serait-ce que par le mouvement de panique que cela produit, mais aussi par le fait que tout un tas de secteurs parasitant ou survivants grâce à de l'endettement facile (la conséquence directe de l'argent magique est la facilité à emprunter) se retrouvent alors mis à nu, et contraint à ralentir, à la faillite, à la restructuration, etc.

Le capitalisme est absolument pris à la gorge, la crise est là et ce n'est qu'un début. Sur le plan politique, cela engendre des tensions d'une très grande violence, conduisant à des conflits d'intérêt gigantesque quant à la manière d'aborder cette crise. Il faut voir comment, par exemple en Allemagne, est critiqué l'attentisme de la Banque centrale européenne sur la question. Le magazine populiste allemand Bild caricature Christine Lagarde (justement présidente, française, de la BCE) en une « Mme Inflation habillée en Chanel », alors que Christian Sewing, le président de Deutsche Bank, pointe du doigt les « risques et effets pervers considérables » de cette politique de la BCE et appel à un changement de braquet « au plus tôt », c'est-à-dire critiquant directement la BCE à laquelle il est censé être subordonné. Ce n'est que le début d'insurmontables situations pour le capitalisme face à l'inflation dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme. ■

SUR LE CAPITALISME D'ETAT

A. Fogorachy, Les Cahiers du bolchevisme (revue du Parti Communiste Français), Juin 1932
(Il s'agit nécessairement, de par le niveau, d'un auteur non français ; le nom de famille est hongrois)

En automne 1931, en pleine crise bancaire, la social-démocratie autrichienne tenta une manœuvre de grande envergure en proclamant la crise économique comme le début de « l'époque du capitalisme d'État », et lança à cette occasion un document-programme sur « l'économie organisée par le capitalisme d'État » et d'autres théories analogues.

La « théorie » de la social-démocratie autrichienne sur le capitalisme d'État est devenue une « explication » générale et une justification de la crise.

Cette théorie est reconnue à l'unanimité par les social-démocrates aussi bien de droite que de « gauche », en Autriche, en France, en Tchécoslovaquie, en Allemagne, par les social-impérialistes japonais, et par les menchéviks interventionnistes (Dane), par les trotskistes.

Les socialistes français viennent de l'inclure dans leur programme de participation gouvernementale.

Cette circonstance impose la nécessité de démasquer jusqu'au bout les machinations social-fascistes sur le « capitalisme d'État ».

Pour y arriver, il faut en premier lieu se mettre d'accord sur la notion du « capitalisme d'État » ; secundo, il faut faire ressortir la liaison de la nouvelle « théorie » social-démocrate avec leurs enseignements réformistes et opportunistes antérieurs ; tertio, il faut analyser les changements qui s'opèrent réellement dans les rapports entre les États capitalistes et l'économie. (Nous traiterons séparément ce troisième sujet.)

1. Lénine sur le capitalisme d'État

Ce qui a une importance décisive pour l'ensemble de la question de capitalisme d'État c'est *le point de vue de classe*, ainsi formulé par Lénine :

> « En réalité, tout le problème de contrôle réside dans le fait qui est contrôlé par qui, c'est-à-dire quelle est la classe qui contrôle et laquelle est contrôlée. »

Lénine s'exprime dans ce sens dans tous ses écrits sur le capitalisme d'État. Lénine souligne, avec toute la netteté requise, la contradiction essentielle entre le capitalisme d'État dans les conditions de la domination de la bourgeoisie et le capitalisme d'État sous la dictature prolétarienne, et donne par là même une clef pour comprendre tous les processus de classes liés les uns aux autres et qui constituent le contenu du capitalisme d'État.

Pendant la guerre impérialiste mondiale, quand la social-démocratie avait identifié, comme maintenant, le capitalisme d'État avec le socialisme, Lénine donna une

définition classique du contenu de classe du capitalisme d'État dans les conditions capitalistes :

> « Qu'est-ce qu'est l'État ? C'est une organisation de la classe dominante — en Allemagne, par exemple, des junkers et des capitalistes.
>
> C'est pourquoi ce que les Plékhanov allemands (Scheidemann, Lentch et autres) appellent du « socialisme de guerre » ce n'est qu'un capitalisme étatique monopoliste de guerre, ou, en s'exprimant plus simplement et plus clairement, bagnes de guerre pour les ouvriers, profits assurés militairement pour les capitalistes. »

Lénine nous édifie non seulement sur le contenu de classe du capitalisme d'État, mais aussi sur la liaison de classe entre le capitalisme d'État et le socialisme.

> « Vous verrez, que le capitalisme monopoliste d'État dans l'État réellement révolutionnaire-démocratique constitue inévitablement et irrémédiablement un pas et des pas vers le socialisme...
>
> Car le socialisme n'est rien d'autre qu'un pas en avant du monopole capitaliste d'État. »

La prise révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat, le renversement de la domination de la bourgeoisie, sont les prémices pour accomplir ce pas vers le socialisme.

Voilà ce qui est essentiel dans toutes les paroles de Lénine sur le capitalisme d'État. Remplacer cette pensée décisive essentielle, lui donner un sens contraire — voilà le but de toutes les manœuvres d'escroquerie des social-fascistes.

Les social-démocrates s'étendent en long et en large sur le capitalisme d'État dans les pays capitalistes et en U.R.S.S.

C'est pourquoi les paroles de Lénine sur le capitalisme d'État dans l'État prolétarien sont d'une importance primordiale pour démasquer les « théories » des social-démocrates sur le capitalisme d'État.

Justement en liaison avec *le rôle international* du problème du capitalisme d'État dans le pays de la dictature du prolétariat, Lénine a dit à ce sujet au III congrès de l'IC :

> « Le capitalisme d'État dans la société, où le pouvoir est entre les mains du capital et le capitalisme d'État dans l'État prolétarien — ce sont deux notions différentes.
>
> Dans le pays capitaliste le capitalisme d'État signifie une économie contrôlée par l'État dans l'intérêt de la bourgeoisie et contre le prolétariat.
>
> Dans l'État prolétarien la même chose est faite dans l'intérêt de la classe ouvrière en vue de résister contre la bourgeoisie encore forte et de lutter contré elle. »

Au IVe congrès de l'IC Lénine a donné la caractéristique suivante du capitalisme d'État :

> « Le capitalisme d'État, comme nous l'avons établi chez nous, est un capitalisme d'État particulier.
>
> Il ne correspond pas à la notion courante du capitalisme d'État.
>
> Nous avons dans nos mains tous les leviers de commandes, nous avons la terre, elle appartient à l'État.
>
> Ceci est très important, quoique nos adversaires veuillent présenter ce fait comme n'ayant aucune importance.
>
> Ceci n'est pas juste. Le fait, que la terre appartient à l'État, a une grande importance pratique dans le domaine économique.
>
> Nous sommes arrivés à cela, et je dois dire, que toute notre activité ultérieure doit se développer seulement dans ce cadre.
>
> Nous sommes déjà arrivés à cela que notre paysannerie est contente, que notre industrie et notre commerce s'animent.
>
> J'ai déjà dit que notre capitalisme d'État diffère du capitalisme d'État, compris à la lettre, par le fait que nous avons entre les mains de l'État prolétarien non seulement la terre, mais aussi toutes les branches les plus importantes de l'industrie. »

Rien n'était aussi étranger à Lénine que la forme déterminée et immobile de la notion du capitalisme d'État.

Le génie de Lénine était justement de savoir montrer que le rôle du capitalisme d'État varie en fonction des changements qui s'opèrent dans les rapports des forces de classe. Il s'ensuit que sur les différentes étapes du développement de l'Union soviétique, le capitalisme d'État acquiert un caractère différent.

Nous ne pouvons pas nous poser comme tâche de montrer toute la richesse idéologique de l'analyse léniniste de la question du capitalisme d'État, en liaison avec le problème d'édification socialiste.

Nous voulons faire ressortir ici deux moments.

Primo, Lénine a opposé nettement toutes les définitions du capitalisme d'État dans les conditions de la dictature du prolétariat à celles du capitalisme d'État dans les conditions capitalistes.

Toute théorie laissant tomber cette opposition mène inévitablement au point de vue social-démocrate sur le capitalisme d'État dans les conditions du régime capitaliste.

Secundo, il faut souligner le fait que le capitalisme d'État dans l'État prolétarien acquiert un sens différent du sens propre de ce mot, sens passager, limité dans le temps.

Toute théorie qui passe sous silence ce fait, mène inévitablement au point de vue social-démocrate sur le socialisme en U.R.S.S., sur la question de possibilité de construction du socialisme dans un seul pays.

En liaison avec cela, les interventions du camarade Staline au XIVe congrès du parti bolchévik de l'U.R.S.S., contre les positions anti-léninistes des camarades Zinoviev et Kameniev, ont une importance primordiale.

En 1925, Kamenev et Zinoviev ont déclaré le capitalisme d'État comme une forme prépondérante de l'économie soviétique. Le camarade Staline a abordé, en véritable maître du matérialisme dialectique, dans son discours de clôture, la racine même de la question.

Il montre que Zinoviev et Kamenev analysent la question du capitalisme d'État « scholastiquement », en dehors du cadre historique, donc pas « dialectiquement ».

Dans quelles circonstances et quand Lénine a-t-il considéré le capitalisme d'État admissible et désirable comme une forme prépondérante de l'économie soviétique ?

En 1921, dans la période du chaos industriel, quand Lénine trouva nécessaire « d'attirer le capital étranger, pour reconstruire avec son aide l'industrie, introduire ainsi le capitalisme d'État et *à travers lui* créer la liaison du pouvoir soviétique avec la campagne ».

Grâce au rôle tout à fait subalterne des concessions et de l'affermage des entreprises, la situation a foncièrement changé.

> « … parler maintenant, en 1925, du capitalisme d'État comme d'une forme prédominante de notre économie, cela signifie déformer le caractère socialiste de notre industrie étatique, cela signifie, ne pas comprendre toute la différence entre la situation précédente et présente, cela signifie, aborder la question du capitalisme d'État non pas d'une façon dialectique, mais scholastique, métaphysique. » (J. Staline, *Les questions du léninisme*.)

Ces paroles du camarade Staline sont la continuation des thèses de Lénine et ensemble avec elles présentent l'analyse dialectique au problème du capitalisme d'État dans les conditions de la dictature du prolétariat.

Les paroles du camarade Staline acquièrent justement à présent une grande importance internationale.

Car toute la social-démocratie internationale essaie, à l'heure actuelle, nier le caractère socialiste de l'économie soviétique, en se servant à cet effet des arguments de l'ancienne opposition trotskiste et des arguments de la bourgeoisie : il n'y a en U.R.S.S. aucun socialisme, c'est par contre un capitalisme d'État qui y est établi.

L'analyse dialectique du capitalisme d'État par Lénine et Staline nous donne non seulement l'arme pour désarmer les théories trompeuses des social-démocrates sur le « capitalisme d'État en U.R.S.S. », mais apporte aussi dans cette notion la netteté

nécessaire pour déjouer toutes les manœuvres social-démocrates tendant à semer des illusions sur le « capitalisme d'État » établi dans les pays capitalistes.

2. La place historique des manœuvres social-démocrates de « capitalisme d'État »

Dans la période de la guerre impérialiste mondiale et de la crise générale du capitalisme, les social-démocrates tendent une grande manœuvre pour déformer le contenu du capitalisme et de l'État bourgeois.

En réalité, à la base de toutes ces multiples variations de théories — correspondant aux différents stades d'évolution de la social-démocratie, de l'ancien réformisme et de l'opportunisme au social-impérialisme et au social-fascisme — il y avait toujours la même idée, à savoir que le capitalisme n'est plus le capitalisme, qu'il est devenu, à vrai dire, le socialisme.

Et plus loin l'État capitaliste est, à vrai dire, « notre » État, État démocratique, État national, « État du travail », et ici il manque seulement quelques lettres à « l'État des travailleurs ».

Autour de cette idée essentielle tournent toutes les théories social-démocrates, toutes les manœuvres, machinations, programmes.

La tâche de la social-démocratie — voiler l'escroquerie trop nue, l'accommoder de l'harmonie des faits au moyen des formules vagues, embrouillées — en un mot, faire ce mensonge vraisemblable.

D'où découle la nécessité de différentes variétés — suivant les conditions — de la même thèse fondamentale.

Les variétés les plus importantes de ce thème fondamental sont la théorie de Kautsky sur l'ultra-impérialisme après la guerre, la théorie de Kautsky et de Hilferding sur le nouveau capitalisme de monopoles, pacifique et pacifiste, de nouvelles variétés de l'ancienne théorie de Bernstein sur l'« intégration dans le socialisme », les théories du capitalisme organisé.

Enfin des programmes de socialisation, formulés par les partis social-démocrates — dès 1919, quand la social-démocratie allemande sous le mot d'ordre « la socialisation arrive » organisait l'écrasement du mouvement ouvrier jusqu'au programme du Labour Party (« socialisme à nos jours ») et jusqu'aux projets actuels de socialisation formulés par Léon Blum, Vandervelde et Cie.

Aux théories du « nouveau type » du capitalisme, du nouveau type de l'impérialisme correspondent les théories social-démocrates de l'État du nouveau type — de l'État qui ne représente plus l' « ancien » État de classes, mais qui est devenu un État démocratique, État national, une phase transitoire entre l'État bourgeois et l'État ouvrier.

Dans ce sens le journal viennois *Arbeiterzeitung* écrivit :

> « Il faut saluer la commune de Vienne, fondée sur la base démocratique, comme le premier véritable pouvoir ouvrier dans le monde. » (Arbeiterzeitung du 1er mai 1927.)

Renner, social-fasciste autrichien écrivait :

> « ...si la révolution était pour le prolétariat un but en soi, la république est devenue partout en partie une république prolétarienne : ainsi en Autriche – Vienne, en Allemagne – la Prusse. » (*Kampf* (la Lutte), juin 1930.)

« Le nouvel État » dont la social-démocratie reconnaît le caractère démocratique, au point de vue politique, signifie en même temps l'« État économique », l'« État social ». Ces notions devenues depuis longtemps courantes dans la théorie et la pratique social-démocrate ont précédé la dernière manœuvre du « capitalisme d'État ».

Dans ces « théories » de la social-démocratie sur l'État il faut chercher l'origine de l'idéologie fasciste de l'État corporatif. Nous trouvons nécessaire d'insister, avec vigueur, sur cette liaison : **LE RÉFORMISME A DONNE AU FASCISME LA BASE DE SA « THÉORIE » SUR L'ÉTAT.**

Ceci est très important pour comprendre les processus compliqués que nous désignons comme la fascisation de l'État bourgeois, comme la fascisation de la social-démocratie.

La « théorie » social-démocratique du nouveau type d'État a comme but de démolir les principes essentiels de l'enseignement de Marx et de Lénine sur l'État, appareil de violence et d'oppression, arme des classes dominantes, dont la fonction est l'oppression et l'écrasement des masses travailleuses.

La « théorie » social-démocrate assigne à l'État bourgeois des fonctions diamétralement opposées. (« L'État-assureur » - Versorgungstaat.) La formule de Kautsky considérée par les social-démocrates comme classique et qui est vraiment classique dans son apologie ignoble de la bourgeoisie, est la suivante :

> « L'État `démocratique actuel diffère des autres types de l'État, par le fait que l'utilisation de l'appareil étatique pour des buts des classes d'exploiteurs ne constitue pas son essence, n'est pas inévitable » (Kautsky, *Le matérialisme-historique*, volume II, page 298.)

« Le capitalisme d'État » est le couronnement de cette thèse. L'État non pas seulement se charge d'autres fonctions, mais dirige toute l'économie, les « fonctions économiques » le préoccupent avant tout.

Cette position social-démocrate est diamétralement opposée à la position léniniste sur le rôle du capitalisme d'État dans les conditions de la domination de la bourgeoisie.

La thèse léniniste dit ici que la régularisation de l'économie par l'État mène justement au renforcement de la fonction de l'État en tant qu'oppresseur des masses :

> « Les États-Unis, l'Allemagne « régularisent la vie économique » de façon à créer des bagnes militaires aux

> ouvriers (et en partie aux paysans), un paradis aux capitalistes.
>
> Leur régularisation consiste dans l'abaissement du niveau de vie des ouvriers jusqu'à la famine, et dans l'assurance aux capitalistes (en cachette, d'une façon réactionnaire et bureaucratique) des profits au-dessus du niveau d'avant-guerre. » (Lénine.)

Il faut d'autant plus insister sur ce point que les théories social-démocrates sur le nouveau type de l'État et sur le capitalisme d'État ont trouvé une répercussion dans les travaux des auteurs communistes, notamment dans les différentes œuvres du camarade Boukharine.

L'erreur du camarade Boukharine est de considérer l'intégration, l'interpénétration du capital monopoliste avec l'État comme le capitalisme d'État en général ou comme une tendance au capitalisme d'État dans ce sens, que l'État capitaliste organiserait et réglementerait de plus en plus l'économie.

Même le courant de trustification est considéré par lui comme une tendance au capitalisme d'État, ainsi que l'« étatisation de l'économie » en Italie et le fameux « socialisme municipal » à Vienne.

En 1929, le camarade Boukharine affirme que « le capitalisme d'État actuel se développe sur une nouvelle base ». Le capitalisme d'État actuel serait une plus « haute forme » en comparaison avec celle de la guerre.

En général, la thèse de Boukharine du capitalisme d'État correspond en principe non seulement à la théorie du capitalisme organisé, mais aussi aux « théories » modernes de la social-démocratie sur le capitalisme d'État.

Il va sans dire, que le camarade Boukharine rejette les conclusions politiques de la social-démocratie, mais malgré cela sa théorie mène inévitablement, d'une façon logique et conséquente, à la thèse social-démocrate.

Le rôle renforcé de l'État dans l'économie a induit le camarade Boukharine en erreur.

Ce renforcement est un fait incontestable.

Mais ce renforcement et l'élargissement des fonctions économiques de l'État pendant la guerre et après la guerre, ainsi que les derniers temps, doit être considéré comme le renforcement et l'élargissement des fonctions de l'État en tant que l'arme d'oppression dans les mains de la classe dominante.

La nécessité de ce fait découle de la nécessité de changer les formes d'oppression, vu la période de la révolution prolétarienne, de la crise générale du capitalisme, de la crise révolutionnaire et des crises cycliques jamais connues jusqu'à présent.

Ce n'est pas le « type de l'État » qui change, ce ne sont pas de nouvelles fonctions dont il se charge à côté de l'oppression, mais ce sont seulement les mesures qui assurent l'oppression et l'écrasement des masses qui deviennent plus diverses, y compris certaines concessions partielles accordées à la classe ouvrière.

3. Les traits caractéristiques de la manœuvre de « capitalisme d'État »

La « théorie » du capitalisme d'État des social-démocrates est une variété de sa manœuvre fondamentale de falsification du marxisme.

Mais c'est justement une *variété* actuelle qui correspond à ce moment, ce n'est pas une simple répétition du « capitalisme organisé ». En quoi consiste le trait caractéristique de cette nouvelle variété ?

1. La théorie du « capitalisme d'État » est la théorie du capitalisme organisé adaptée aux conditions de la crise au moment où la crise atteint les sommets du capital financier.

La structure méthodologique de cette théorie est la même que celle du « capitalisme organisé ». C'est l'identification sophistique du capitalisme et du socialisme à l'aide de la notion transitoire, justement de la notion du « capitalisme organisé » ou du « capitalisme d'État ».

Contrairement à la dialectique léniniste de transformation qui considère la transformation, le passage d'une forme à l'autre comme un processus révolutionnaire, comme une lutte des oppositions, ici on invente un sophisme sur l'unité « harmonique » en réalité inexistante, sur l'identité des contradictions dans le « passage » entre le capitalisme et le socialisme.

Si la « théorie du capitalisme organisé » avait pour but de suggérer aux ouvriers que la rationalisation capitaliste, l'intensification du travail, l'augmentation du rendement de travail avec les mêmes bas salaires serait le socialisme, la « théorie du capitalisme d'État » a pour but de convaincre les ouvriers que le chômage des masses, que la liquidation des dépenses sociales, que la diminution des salaires signifieraient le socialisme, seraient également des voies vers le socialisme.

A l'époque, les social-fascistes considéraient le temps de la haute conjoncture particulièrement apte à la socialisation.

> « Enfin, dans la période d'épanouissement économique de nouvelles réalisations s'opèrent dans le domaine de socialisation, par exemple, les nouvelles entreprises communales s'emparent des nouveaux points d'appui, afin de tenir le coup après les premières années les plus dures d'éducation. » (Kautski, *Le matérialisme historique,* tome II, page 595.)

Actuellement, les social-démocrates de Baller jusqu'à Déat, de Maxston et Brockway jusqu'à Léon Blum, trouvent que le seul côté positif dans cette crise « terrible », dans cette « catastrophe », dans ce « krach » est que grâce à ceci les conditions ont définitivement mûri pour l'étatisation, pour la socialisation.

C'est pourquoi l'expansion géographique, de la « théorie » du capitalisme d'État va (ce qui est curieux) toujours suivant la crise qui se développe.

Cette « théorie », originaire d'Autriche, est reprise en Allemagne au moment de plus grandes difficultés ; en Angleterre, cette « théorie » fut répandue dans sa version anglaise spécifique, elle est en train actuellement de trouver une place en Tchécoslovaquie, où le ministre socialiste de la Justice a élaboré... un projet de loi spécial sur le capitalisme d'État ; enfin en France, où la crise s'est aggravée considérablement dans les derniers mois (nationalisation de certaines branches d'industrie, contrôle sur les banques, les offices étatiques — voilà les points du programme adopté par le récent congrès du Parti socialiste français).

2. Le « capitalisme d'État » est une théorie du « capitalisme organisé », de l'ultra-impérialisme, du « pacifisme constructif », adaptée aux conditions de la fascisation accélérée de l'État bourgeois, de la fascisation rapide de la social-démocratie, adaptée à la période des décrets-lois fascistes.

Enfin, le capitalisme d'État est la théorie dont se couvre l'idéologie contre-révolutionnaire socialiste au moment où l'Union soviétique est entrée dans la période du socialisme, où l'exemple de l'édification victorieuse du socialisme dans l'État ouvrier agit de plus en plus sur les larges masses des pays capitalistes et au moment où l'excitation contre l'U.R.S.S. doit nécessairement être masquée d'une façon ingénieuse et artificielle.

Tels sont les traits caractéristiques les plus importants de l'escroquerie social-fasciste sur le « capitalisme d'État ». ■

Les contradictions qualitativement différentes ne peuvent se résoudre que par des méthodes qualitativement différentes.

Ainsi, la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie se résout par la révolution socialiste; la contradiction entre les masses populaires et le régime féodal, par la révolution démocratique; la contradiction entre les colonies et l'impérialisme, par la guerre révolutionnaire nationale; la contradiction entre la classe ouvrière et la paysannerie, dans la société socialiste, par la collectivisation et la mécanisation de l'agriculture; les contradictions au sein du parti communiste se résolvent par la critique et l'autocritique; les contradictions entre la société et la nature, par le développement des forces productives. . . .

Résoudre les contradictions différentes par des méthodes différentes est un principe que les marxistes-léninistes doivent rigoureusement observer.

Mao Zedong

L'origine et les causes de la guerre impérialiste [de 1914-1918]

Tiré du Précis d'histoire du Parti Communiste d'Union Soviétique (bolchévik), 1938

Le 14 (27) juillet 1914, le gouvernement tsariste proclamait la mobilisation générale. le 19 juillet (1er août), l'Allemagne déclarait la guerre à la Russie. La Russie entrait en campagne.

Bien avant le début de la guerre, Lénine, les bolchéviks avaient prévu qu'elle allait éclater inévitablement. Dans les congrès socialistes internationaux, Lénine avait formulé ses propositions visant à définir la ligne de conduite révolutionnaire des socialistes en cas de guerre.

Lénine indiquait que les guerres étaient l'accompagnement inévitable du capitalisme. Le pillage des territoires d'autrui, la conquête et la spoliation des colonies, la mainmise sur de nouveaux débouchés avaient plus d'une fois servi de motifs aux États capitalistes pour entreprendre des guerres de conquête. La guerre pour les pays capitalistes est un fait aussi naturel et aussi légitime que l'exploitation de la classe ouvrière.

Les guerres sont inévitables surtout depuis que le capitalisme, à la fin du XIXe et au début du XXe siècles, s'est définitivement transformé en impérialisme, stade suprême et dernier stade de son développement. Sous l'impérialisme, les puissantes associations (les monopoles) capitalistes et les banques prennent un rôle décisif dans la vie des États capitalistes.

Le capitalisme financier y règne en maître. Il exige de nouveaux marchés, la conquête de nouvelles colonies, de nouveaux débouchés pour l'exportation des capitaux, de nouvelles sources de matières premières.

Mais dès la fin du XIXe siècle, tout le territoire du globe se trouvait partagé entre les États capitalistes. Cependant, le capitalisme, à l'époque de l'impérialisme, se développe d'une façon extrêmement inégale et par bonds : tels pays qui autrefois occupaient la première place, développent leur industrie avec assez de lenteur ; d'autres, qui étaient autrefois arriérés, les rattrapent et les dépassent par bonds rapides.

Le rapport de forces économique et militaire des États impérialistes se modifie. Une tendance se manifeste en faveur d'un nouveau partage du monde. C'est la lutte pour ce nouveau partage du monde qui rend inévitable la guerre impérialiste.

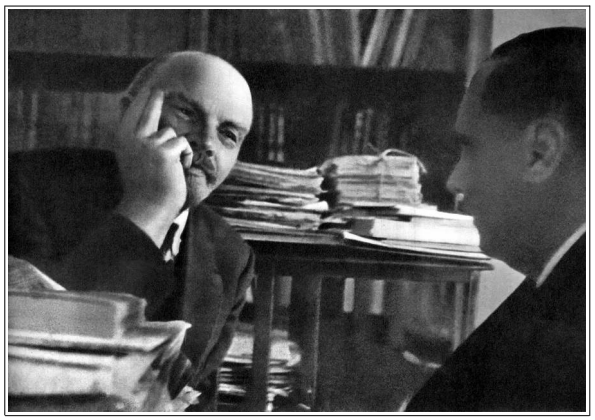
La guerre de 1914 fut une guerre pour repartager le monde et les zones d'influence. Elle avait été préparée longtemps à l'avance par tous les États impérialistes. Ses responsables, ce furent les impérialistes de tous les pays.

Cette guerre avait été particulièrement préparée par l'Allemagne et l'Autriche d'une part, et de l'autre, par la France et l'Angleterre, avec la Russie qui dépendait de ces deux derniers pays. En 1907 apparut la Triple Entente, ou l'Entente, alliance de l'Angleterre, de la France et de la Russie. L'autre alliance impérialiste était formée par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Mais au début de la guerre de 1914, l'Italie abandonna cette alliance pour rejoindre ensuite l'Entente. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie étaient soutenues par la Bulgarie et la Turquie.

En se préparant à la guerre impérialiste, l'Allemagne voulait enlever leurs colonies à l'Angleterre et à la France, et l'Ukraine, la Pologne et les provinces baltiques à la Russie. L'Allemagne menaçait la domination de l'Angleterre dans le Proche-Orient en construisant le chemin de fer de Bagdad. L'Angleterre redoutait le développement des armements navals de l'Allemagne.

La Russie tsariste visait à démembrer la Turquie ; elle rêvait de conquérir les Dardanelles, détroit reliant la mer Noire à la Méditerranée, et de s'emparer de Constantinople. Il entrait aussi dans les plans du gouvernement tsariste d'annexer une partie de l'Autriche-Hongrie, la Galicie.

L'Angleterre voulait la guerre pour battre son dangereux concurrent, l'Allemagne, dont les



marchandises évinçaient de plus en plus les siennes propres du marché mondial. En outre, l'Angleterre se proposait de conquérir sur la Turquie la Mésopotamie et la Palestine et de prendre solidement pieds en Égypte.

Les capitalistes français voulaient conquérir sur l'Allemagne le bassin de la Sarre, l'Alsace et la Lorraine, riches en charbon et en fer ; l'Alsace et la Lorraine avaient été enlevées à la France par l'Allemagne à l'issue de la guerre de 1870-1871.

Ainsi, c'étaient les graves antagonismes divisant les deux groupes d'États capitalistes qui avaient abouti à la guerre impérialiste.

Cette guerre de rapine pour un nouveau partage du monde affectait les intérêts de tous les pays impérialistes ; c'est pourquoi le Japon, les États-Unis d'Amérique et nombre d'autres États s'y trouvèrent, par la suite, également entraînés.

La guerre devint mondiale.

La guerre impérialiste avait été fomentée par la bourgeoisie dans le plus grand secret, à l'insu des peuples. Lorsqu'elle éclata, chaque gouvernement impérialiste s'attacha à démontrer que ce n'était pas lui qui avait attaqué ses voisins, mais que c'était lui la victime de l'agression.

La bourgeoisie trompait le peuple en dissimulant les véritables motifs de la guerre, son caractère impérialiste, expansionniste. Chaque gouvernement impérialiste déclarait faire la guerre pour la défense de la patrie.

Les opportunistes de la IIe Internationale aidèrent la bourgeoisie à tromper le peuple. Les social-démocrates de la IIe Internationale trahirent lâchement la cause du socialisme, la cause de la solidarité internationale du prolétariat. Loin de s'élever contre la guerre, ils aidèrent au contraire la bourgeoisie à dresser les uns contre les autres les ouvriers

et les paysans des États belligérants, en invoquant la défense de la patrie.

Ce n'est point par hasard que la Russie était entrée dans la guerre impérialiste aux côtés de l'Entente : de la France et de l'Angleterre. Il ne faut pas oublier qu'avant 1914, les principales industries de Russie étaient détenues par le capital étranger, surtout par le capital français, anglais et belge, c'est-à-dire par le capital des pays de l'Entente.

Les usines métallurgiques les plus importantes de Russie se trouvaient entre les mains de capitalistes français. La métallurgie dépendait, presque pour les trois quarts (72%), du capital étranger. Même tableau pour l'industrie houillère dans le bassin du Donetz.

Près de la moitié des puits de pétrole étaient aux mains du capital anglo-français. Une notable partie des profits de l'industrie russe allait aux banques étrangères, anglo-françaises principalement. Toutes ces circonstances, ajoutées aux emprunts qui avaient été contractés par le tsar en France et en Angleterre et qui se chiffraient par des milliards, rivaient le tsarisme à l'impérialisme anglo-français, transformaient la Russie en pays tributaire, en semi-colonie de ces pays.

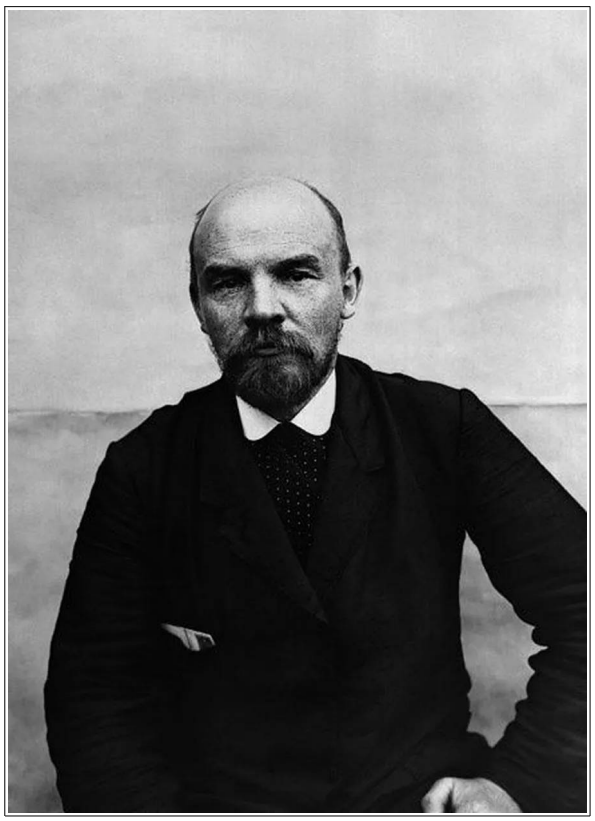
La bourgeoisie russe comptait, en déclenchant la guerre, améliorer sa situation : conquérir de nouveaux débouchés, s'enrichir par les commandes militaires et les fournitures aux armées et mater du même coup le mouvement révolutionnaire en exploitant la situation crée par la guerre.

La Russie tsariste n'était pas préparée à la guerre. Son industrie retardait fortement sur celle des autres pays capitalistes. La plupart des fabriques et des usines étaient vieilles, leur outillage usé. L'agriculture, étant donné le régime de propriété semi-féodal et l'appauvrissement, la ruine des masses paysannes, ne pouvait servir de base économique solide pour une guerre de longue haleine.

Le tsar s'appuyait principalement sur les féodaux de la terre. Les grands propriétaires fonciers ultra-réactionnaires, alliés aux grands capitalistes, régnaient en maîtres dans le pays et à la Douma d'État.

Ils appuyaient entièrement la politique intérieure et extérieure du gouvernement tsariste. La bourgeoisie impérialiste russe comptait sur l'autocratie tsariste comme un poing ganté de fer, capable d'un côté de lui garantir la conquête de nouveaux marchés et de nouveaux territoires et, de l'autre, de mater le mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans.

Le parti de la bourgeoisie libérale, — les cadets – figurait l'opposition ; il soutenait cependant sans réserve la politique extérieure du gouvernement tsariste.



Les partis petits-bourgeois socialiste-révolutionnaire et menchévik, tout en se retranchant derrière le drapeau du socialisme, aidèrent dès le début de la guerre la bourgeoisie à tromper le peuple, à cacher le caractère impérialiste et spoliateur de la guerre. Ils prêchaient la nécessité de sauvegarder, de défendre la « patrie » bourgeoise contre les « barbares prussiens » ; ils appuyaient la politique d' « union sacrée » et aidaient ainsi le gouvernement du tsar russe à faire la guerre, comme les social-démocrates allemands aidaient le gouvernement du kaiser à faire la guerre aux « barbares de Russie ».

Seul, le Parti bolchévik demeura fidèle au glorieux drapeau de l'internationalisme révolutionnaire ; seul, il resta fermement attaché aux positions marxistes de lutte résolue contre l'autocratie tsariste, contre les propriétaires fonciers et les capitalistes, contre la guerre impérialiste. Le Parti bolchévik, dès l'ouverture des hostilités, s'en tint à ce point de vue que la guerre avait été déclenchée, non pour défendre la patrie, mais pour s'emparer des territoires d'autrui, pour piller les autres peuples dans l'intérêt des propriétaires fonciers et des capitalistes, en sorte que les ouvriers devaient résolument faire la guerre à cette guerre.

La classe ouvrière soutenait le Parti bolchévik.

À la vérité, l'ivresse patriotique de la bourgeoisie, qui, au début de la guerre avait gagné les intellectuels et les éléments koulaks de la paysannerie, avaient également touché une certaine partie des ouvriers. Mais c'étaient surtout des membres de l' « Union du peuple russe » — union de fripouilles – et une partie des ouvriers à tendances socialistes-révolutionnaires et menchéviques.

Il est évident qu'ils ne traduisaient pas et ne pouvaient pas traduire l'état d'esprit de la classe ouvrière. Ce sont ces éléments là qui participaient aux manifestations chauvines de la bourgeoisie, organisées par le gouvernement tsariste dans les premiers jours de la guerre.

2. Les partis de la IIe Internationale se placent aux côtés de leurs gouvernements impérialistes respectifs. La IIe Internationale se désagrège en partis social-chauvins séparés.

Lénine avait plus d'une fois mis en garde contre l'opportunisme de la IIe internationale et la carence de ses chefs. Il répétait sans cesse que les chefs de la IIe internationale n'étaient contre la guerre qu'en paroles ; qu'au cas où la guerre éclaterait, ils pourraient bien abandonner leurs positions et se ranger aux côtés de la bourgeoisie impérialiste ; qu'ils pourraient devenir partisans de la guerre. Cette prévision de

Lénine se confirma dès le début des hostilités.

En 1910, le congrès de la IIe internationale tenu à Copenhague avait décidé que les socialistes, dans les parlements, voteraient contre les crédits de guerre. Pendant la guerre des Balkans, en 1912, le congrès de la IIe internationale, tenu à Bâle, avait proclamé que les ouvriers de tous les pays regardaient comme un crime de s'entre-tuer à seule fin d'augmenter les profits des capitalistes. Telle était la position prise en paroles, dans les résolutions.

Mais lorsque éclata le coup de tonnerre de la guerre impérialiste et qu'il fallut appliquer les décisions, les chefs de la IIe internationale s'avérèrent des félons, des traîtres au prolétariat, des serviteurs de la bourgeoisie ; ils devinrent partisans de la guerre.

Le 4 août 1914, la social-démocratie allemande vota au parlement les crédits de guerre, le soutien de la guerre impérialiste. L'immense majorité des socialistes de France, d'Angleterre, de Belgique et des autres pays en fit autant.

La IIe internationale avait cessé d'exister. En fait, elle s'était désagrégée en partis social-chauvins séparés, qui se faisaient mutuellement la guerre.

Traîtres au prolétariat, les chefs des partis socialistes passèrent sur les positions du social-chauvinisme et de la défense de la bourgeoisie impérialiste.

Ils aidèrent les gouvernements impérialistes à duper la classe ouvrière, à l'intoxiquer du poison du nationalisme. Sous le drapeau de la défense de la patrie, ces social-traîtres excitèrent les ouvriers allemands contre les ouvriers français, les ouvriers français et anglais contre les ouvriers allemands. Il n'y eût qu'une minorité infime de la IIe internationale qui resta fidèle aux positions internationalistes et marcha contre le courant, certes sans assez d'assurance, sans beaucoup de détermination, mais néanmoins contre le courant.

Seul le Parti bolchévik avait, du premier coup et sans hésiter, levé le drapeau d'une lutte décidée contre la guerre impérialiste. Dans les thèses sur la guerre que Lénine rédigea à l'automne de 1914, il indiqua que l'effondrement de la IIe internationale n'était pas un effet du hasard.

La IIe internationale devait sa perte aux opportunistes, contre lesquels les meilleurs représentants du prolétariat révolutionnaire avaient depuis longtemps mis en garde.

Les partis de la IIe internationale étaient, dès avant la guerre, atteints d'opportunisme. Les opportunistes prêchaient ouvertement l'abandon de la lutte révolutionnaire, ils prêchaient la théorie de l' « intégration pacifique du capitalisme dans le socialisme ».

La IIe internationale se refusait à combattre l'opportunisme ; elle était pour faire la paix avec lui et elle le laissait se fortifier. En pratiquant une politique de conciliation à l'égard de l'opportunisme, la

IIe internationale était devenue elle-même opportuniste.

Avec les profits qu'elle tirait de ses colonies, de l'exploitation des pays arriérés, la bourgeoisie impérialiste achetait systématiquement, grâce à des salaires plus élevés et autres aumônes, les couches supérieures des ouvriers qualifiés, l'aristocratie ouvrière, comme on les appelait.

C'est de cette catégorie d'ouvriers qu'étaient sortis maints dirigeants des syndicats et des coopératives, maint conseillers municipaux et parlementaires, maint employés de la presse et des organisations social-démocrates. Au moment de la guerre, ces gens, par crainte de perdre leur situation, deviennent des adversaires de la révolution, les défenseurs les plus enragés de leur bourgeoisie, de leurs gouvernements impérialistes.

Les opportunistes s'étaient transformés en social-chauvins. Ces derniers, y compris les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires russes, prêchaient la *paix sociale* entre ouvriers et bourgeois à l'intérieur du pays, et la guerre contre les autres peuples, hors de leur pays.

Non moins dangereux pour la cause du prolétariat étaient les social-chauvins masqués, dits centristes. Les centristes, — Kautsky, Trotski, Martov et autres, — justifiaient et défendaient les social-chauvins déclarés, c'est-à-dire qu'avec les social-chauvins ils trahissaient le prolétariat, en couvrant leur trahison de phrases gauchistes sur la lutte contre la guerre, phrases destinées à abuser la classe ouvrière.

De fait, les centristes appuyaient la guerre, puisque leur proposition de ne pas voter contre les crédits de guerre et de s'abstenir revenait à soutenir la guerre.

Tout comme les social-chauvins, ils exigeaient l'abandon de la lutte de classe pendant la guerre, pour ne pas gêner leurs gouvernements impérialistes respectifs dans la conduite de la guerre. Sur toutes les questions importantes de la guerre et du socialisme, le centriste Trotski était contre Lénine, contre le parti bolchévik.

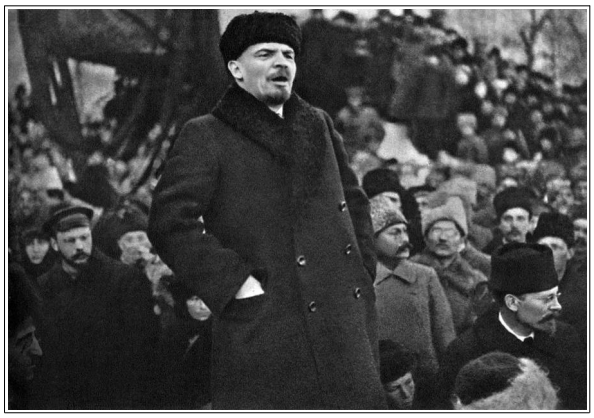
Dès l'ouverture des hostilités, Lénine avait commencé à rassembler les forces pour créer une nouvelle Internationale, la IIIe internationale.

Déjà dans le manifeste lancé contre la guerre en novembre 1914, le Comité central du Parti bolchévik avait posé la tâche de créer une IIIe internationale à la place de la IIe internationale qui avait honteusement fait faillite.

En février 1915, à Londres, le camarade Litvinov, mandaté par Lénine, prit la parole à la conférence des socialistes des pays de l'Entente.

Litvinov demanda la sortie des socialistes (Vandervelde, Sembat, Guesde) des gouvernements bourgeois de Belgique et de France, la rupture complète avec les impérialistes, le refus de collaborer avec eux. Il demanda à tous les socialistes de lutter résolument contre leurs gouvernements impérialistes et de réprouver le vote des

crédits de guerre. Mais à cette conférence, la voix de Litvinov retentit solitaire.



Au début de septembre 1915, une première conférence des internationalistes se réunit à Zimmerwald. Lénine a qualifié cette conférence de « premier pas » dans la voie du développement du mouvement internationaliste contre la guerre.

Lénine y constitua la gauche de Zimmerwald. Mais dans cette gauche zimmerwaldienne, seul le Parti bolchévik, avec Lénine en tête, occupait une position juste contre la guerre, une position allant jusqu'au bout de ses conséquences. La gauche de Zimmerwald publia en langue allemande la revue *l'Avant-coureur*, où étaient insérés les articles de Lénine.

En 1916, on réussit à convoquer dans le village de Kienthal, en Suisse, une deuxième conférence des internationalistes. Elle est connue sous le nom de deuxième conférence de Zimmerwald.

À ce moment, des groupes d'internationalistes étaient apparus dans presque tous les pays ; la séparation des éléments internationalistes d'avec les social-chauvins s'était précisée.

Mais l'essentiel, c'est que les masses elles-mêmes avaient à l'époque évolué à gauche sous l'influence de la guerre et des malheurs qu'elle engendrait. Le manifeste de Kienthal fut le résultat d'un accord entre les différents groupes qui s'étaient affrontés à la conférence. Il marqua un pas en avant par rapport au manifeste de Zimmerwald.

Mais la conférence de Kienthal, elle non plus, n'avait pas adopté les principes fondamentaux de la politique bolchévique : transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, défaite des gouvernements impérialistes respectifs dans la guerre, constitution d'une IIIe internationale.

Toutefois, la conférence de Kienthal contribua à dégager les éléments internationalistes qui plus tard devaient former la IIIe internationale, l'Internationale communiste.

Lénine critiqua les erreurs des internationalistes inconséquents, social-démocrates de gauche, comme Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht ; mais il les aida en même temps à adopter une position juste.

3. La théorie et la tactique du Parti bolchévik dans les questions de la guerre, de la paix et de la révolution.

Les bolchéviks n'étaient pas de simples pacifistes, soupirant après la paix et se bornant à faire de la propagande en sa faveur, comme la majorité des social-démocrates de gauche.

Les bolchéviks s'affirmaient pour une lutte révolutionnaire active en faveur de la paix, allant jusqu'à renverser le pouvoir de la belliqueuse bourgeoisie impérialiste. Ils rattachaient la cause de la paix à celle dé la victoire de la révolution prolétarienne, estimant que le plus sûr moyen de liquider la guerre et d'obtenir une paix équitable, une paix sans annexions ni contributions, était de renverser le pouvoir de la bourgeoisie impérialiste.

Contre le reniement menchévik et socialiste-révolutionnaire de la révolution, et contre le mot d'ordre de trahison appelant au respect de l' « union sacrée » pendant la guerre, les bolchéviks formulèrent le mot d'ordre de « *transformation de la guerre impérialiste en guerre civile* ».

Ce mot d'ordre signifiait que les travailleurs, y compris les ouvriers et les paysans armés et revêtus de la capote de soldat, devaient tourner leurs armes contre leur propre bourgeoisie et renverser son pouvoir, s'ils voulaient se débarrasser de la guerre et obtenir une paix équitable.

Contre la politique menchévique et socialiste-révolutionnaire de défense de la patrie bourgeoise, les bolchéviks préconisèrent la politique de « *défaite de son propre gouvernement dans la guerre impérialiste* ».

Cela voulait dire qu'on devait voter contre les crédits de guerre, créer des organisations révolutionnaires illégales dans l'armée, encourager la fraternisation des soldats sur le front et organiser l'action révolutionnaire des ouvriers et des paysans contre la guerre, en transformant cette action en insurrection contre son gouvernement impérialiste.

Les bolchéviks estimaient que le moindre mal pour le peuple, dans la guerre impérialiste, serait la défaite militaire du gouvernement tsariste, puisqu'elle faciliterait la victoire du peuple sur le tsarisme et la lutte victorieuse de la classe ouvrière pour son affranchissement de l'esclavage capitaliste et des guerres impérialistes.

Lénine estimait au surplus que ce n'étaient pas seulement les révolutionnaires russes, mais aussi les partis révolutionnaires de la classe ouvrière de *tous* les pays belligérants qui devaient pratiquer la politique de défaite de leur gouvernement impérialiste.

Les bolchéviks n'étaient pas contre *toute* guerre. Ils étaient seulement contre la guerre de conquête, contre la guerre impérialiste. Les bolchéviks estimaient qu'il y a deux genres de guerres :

a) La guerre *juste*, non annexionniste, émancipatrice, ayant pour but soit de défendre le peuple contre une agression du dehors et contre les tentatives de l'asservir, soit d'affranchir le peuple de l'esclavage capitaliste, soit enfin de libérer les colonies et les pays dépendants du joug des impérialistes.

b) La guerre *injuste*, annexionniste, ayant pour but de conquérir et d'asservir les autres pays, les autres peuples.

Les bolchéviks soutenaient la guerre du premier genre. En ce qui concerne l'autre guerre, les bolchéviks estimaient qu'on devait diriger contre elle une lutte résolue, allant jusqu'à la révolution et au renversement de son gouvernement impérialiste.

Les ouvrages théoriques composés par Lénine du temps de la guerre eurent une

énorme importance pour la classe ouvrière du monde entier. C'est au printemps de 1916 qu'il écrivit son *Impérialisme, stade suprême du capitalisme.*

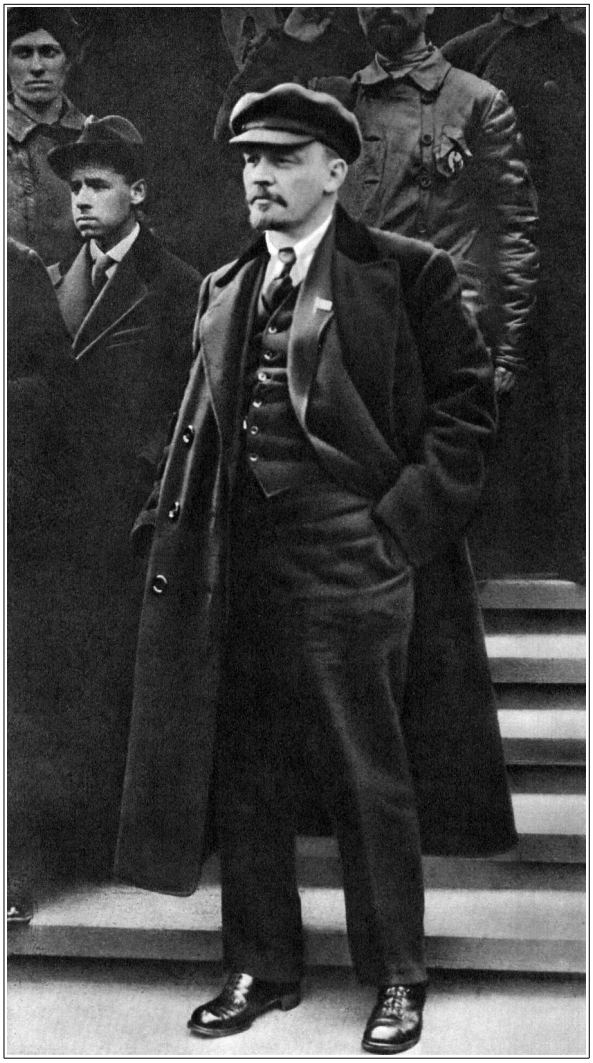
Lénine montra dans ce livre que l'impérialisme est le stade suprême du capitalisme, le stade où celui-ci, de capitalisme « progressif » qu'il était, s'est déjà transformé en capitalisme parasitaire, en capitalisme pourrissant ; que l'impérialisme est un capitalisme agonisant.

Cela ne voulait point dire, bien entendu, que le capitalisme disparaîtrait de lui-même, sans une révolution du prolétariat ; que de lui-même, il achèverait de pourrir sur pied. Lénine a toujours enseigné que sans une révolution accomplie par la classe ouvrière, il est impossible de renverser le capitalisme.

C'est pourquoi, après avoir défini l'impérialisme comme un capitalisme agonisant, Lénine montrait en même temps dans son ouvrage que « l'impérialisme est la veille de la révolution sociale du prolétariat ».

Lénine montrait que l'oppression capitaliste, à l'époque de l'impérialisme, allait se renforçant ; que dans les conditions de l'impérialisme, l'indignation du prolétariat augmentait sans cesse contre les bases du capitalisme ; que les éléments d'une explosion révolutionnaire se multipliaient au sein des pays capitalistes.

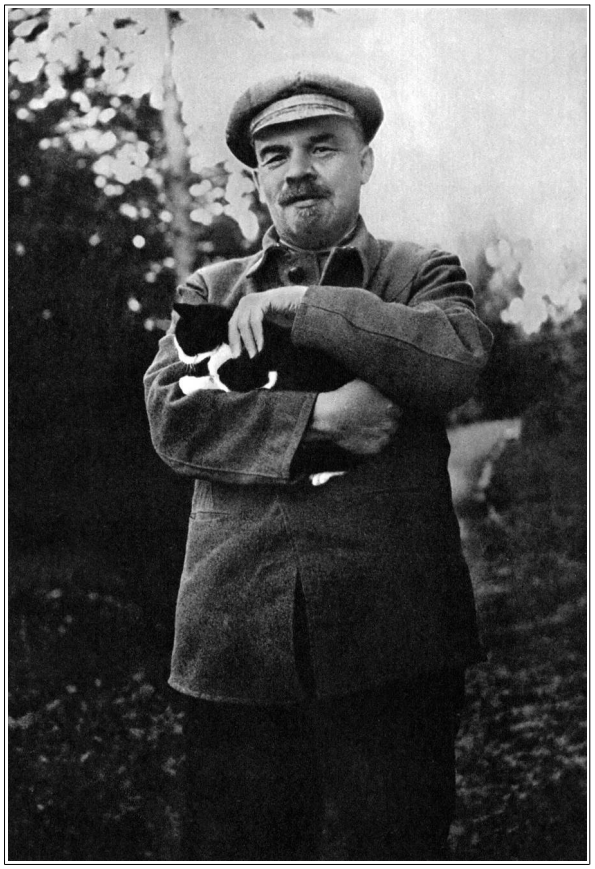
Lénine montrait qu'à l'époque de l'impérialisme la crise révolutionnaire s'aggrave dans les pays coloniaux et dépendants ; que l'indignation s'accroît contre l'impérialisme ; que les facteurs d'une guerre libératrice contre l'impérialisme s'accumulent. Lénine montrait que dans les conditions de l'impérialisme, l'inégalité du développement et les contradictions du capitalisme s'aggravent particulièrement ; que la lutte pour les marchés d'exportation des marchandises et des capitaux, la lutte pour les colonies, pour les sources de matières premières, rend inévitables les guerres impérialistes périodiques en vue d'un nouveau partage du monde.



Lénine montrait que justement par suite de ce développement inégal du capitalisme, des guerres impérialistes éclatent qui débilitent les forces de l'impérialisme et rendent possible la rupture du front de l'impérialisme là où il se révèle le plus faible.

Partant de ce point de vue, Lénine en arrivait à conclure que la rupture du front impérialiste par le prolétariat était parfaitement possible en un ou plusieurs

points ; que la victoire du socialisme était *possible* d'abord dans un petit nombre de pays ou même dans un seul pays pris à part ; que la victoire simultanée du socialisme dans tous les pays, en raison du développement inégal du capitalisme, était *impossible* ; que le socialisme vaincrait d'abord dans un seul ou dans plusieurs pays tandis que les autres pays resteraient, pendant un certain temps, des pays bourgeois.



Voici la formule de cette conclusion géniale, telle que Lénine la donna dans deux articles du temps de la guerre impérialiste :

1° « L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme.

Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste pris à part. Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait *contre* le reste du monde, capitaliste, en attirant à lui les classes opprimées des autres pays. .. » (Extrait de l'article « Du mot d'ordre des États-Unis d'Europe », août 1915. *Lénine,* Œuvres choisies, t. I, p. 755.)

2° « Le développement du capitalisme se fait d'une façon extrêmement inégale dans les différents pays. Au reste il ne saurait en être autrement sous le régime de la production marchande.

D'où cette conclusion qui s'impose : le socialisme ne peut vaincre simultanément *dans tous* les pays. Il vaincra d'abord dans un seul ou dans plusieurs pays, tandis que les autres resteront pendant un certain temps des pays bourgeois ou pré-bourgeois.

Cette situation donnera lieu non seulement à des frottements, mais à une tendance directe de la bourgeoisie des autres pays à écraser le prolétariat victorieux de l'État socialiste. Dans ces cas-là, la guerre de notre part serait légitime et juste.

Ce serait une guerre pour le socialisme, pour l'affranchissement des autres peuples du joug de la bourgeoisie. » (Extrait de l'article : « Le programme militaire de la révolution prolétarienne », automne 1916. *Lénine,* Œuvres choisies, t. I, p. 888.)

Il y avait là une théorie *nouvelle,* une théorie achevée sur la révolution socialiste, sur la possibilité de la victoire du socialisme dans un pays pris à part, sur les conditions de sa victoire, sur les perspectives de sa victoire, — théorie dont les fondements avaient été définis par Lénine, dès 1905, dans sa brochure *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique.*

Elle différait foncièrement de la conception répandue dans la période du capitalisme *pré-*

impérialiste parmi les marxistes, au temps où ceux-ci estimaient que la victoire du socialisme était impossible dans un seul pays, que le socialisme triompherait simultanément dans tous les pays civilisés.

C'est en partant des données relatives au capitalisme *impérialiste,* exposées dans son remarquable ouvrage *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme,* que Lénine renversait cette conception comme périmée ; il formulait une nouvelle conception théorique d'après laquelle la victoire simultanée du socialisme dans tous les pays était jugée *impossible,* tandis que la victoire du socialisme dans un seul pays capitaliste pris à part était reconnue *possible.*

Ce qui fait la valeur inappréciable de la théorie de Lénine sur la révolution socialiste, ce n'est pas seulement qu'elle a enrichi le marxisme d'une théorie nouvelle et qu'elle l'a fait progresser.

Ce qui fait sa valeur, c'est encore qu'elle donne une perspective révolutionnaire aux prolétaires des différents pays ; qu'elle stimule leur initiative pour livrer assaut à leur bourgeoisie nationale ; elle leur apprend à utiliser les circonstances de guerre pour organiser cet assaut et affermit leur foi en la victoire de la révolution prolétarienne.

Telle était la conception théorique et tactique des bolchéviks dans les questions de guerre, de paix et de révolution. C'est en se basant sur cette conception que les bolchéviks faisaient leur travail pratique en Russie.

Malgré les féroces persécutions policières, les députés bolchéviks à la Douma, Badaev, Pétrovski, Mouranov, Samoïlov, Chagov, s'étaient mis, au début de la guerre, à faire le tour d'une série d'organisations pour y exposer l'attitude des bolchéviks devant la guerre et la révolution.

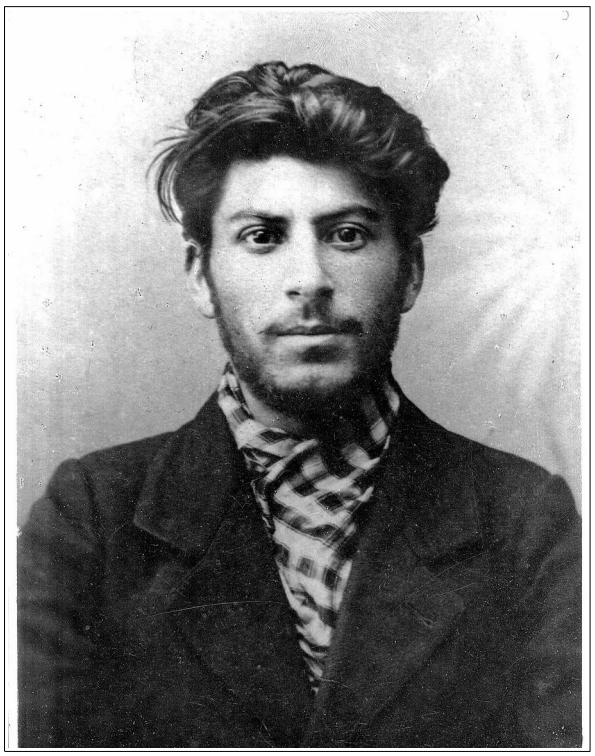
En novembre 1914, la fraction bolchévique de la Douma d'État se réunit pour discuter de l'attitude à observer à l'égard de la guerre. Au troisième jour, l'ensemble des participants de la réunion furent arrêtés.

Le tribunal condamna tous les députés à la perte des droits civiques et à la déportation en Sibérie orientale. Le gouvernement tsariste accusait de « haute trahison » les députés bolchéviks de la Douma d'État.

Le procès révéla l'activité qui avait été déployée par les députés de la Douma et qui faisait honneur à notre Parti.

Les députés bolchéviks eurent une attitude courageuse devant le tribunal tsariste, dont ils se firent une tribune pour dénoncer la politique de conquête du tsarisme. Tout autre fut la conduite de Kaménev, impliqué dans la même affaire.

Au premier danger, il renia par lâcheté la politique du Parti bolchévik. Kaménev proclama au procès son désaccord avec les bolchéviks dans la question de la guerre ; il demanda, pour preuve, à faire citer le menchévik Iordanski comme témoin.



Les bolchéviks firent un gros travail dirigé contre les comités des industries de guerre, contre les tentatives des menchéviks de soumettre les ouvriers à l'influence de la bourgeoisie impérialiste.

La bourgeoisie avait un intérêt vital à présenter aux yeux de tout le monde la guerre impérialiste comme l'affaire du peuple entier. Pendant la guerre, elle avait pris une grande influence sur les affaires de l'État en créant sa propre organisation nationale, les unions des zemstvos et des villes. Il lui restait à soumettre les ouvriers à sa direction et à son influence.

La bourgeoisie imagina un bon moyen pour y parvenir : la création de « groupes ouvriers » près les comités des industries de guerre. Les menchéviks s'emparèrent de cette idée de la bourgeoisie.

Les bourgeois avaient intérêt à faire participer à ces comités des industries de guerre les représentants des ouvriers, afin qu'ils fissent de 1'agitation parmi les niasses ouvrières pour affirmer la nécessité d'intensifier la productivité du travail dans les fabriques d'obus, de canons, de fusils, de cartouches, et autres entreprises travaillant pour la défense.

« Tout pour la guerre, tout en vue de la guerre », tel était le mot d'ordre de la bourgeoisie. Mot d'ordre qui signifiait en réalité : « Enrichis-toi tant que tu pourras dans les fournitures de guerre et l'annexion des territoires d'autrui ! »

Les menchéviks prirent une part active à cette entreprise pseudo-patriotique de la bourgeoisie. Se faisant les auxiliaires des capitalistes, ils engageaient vivement les ouvriers à participer à l'élection des « groupes ouvriers ». Les bolchéviks étaient contre cette entreprise. Ils préconisaient le boycottage des comités des industries de guerre et ils réalisèrent ce boycottage avec succès.

Une partie des ouvriers s'associa pourtant aux travaux de ces comités, sous la direction du menchévik notoire Gvozdev et de l'agent provocateur Abrossimov. Lorsque, en septembre 1915, les mandataires des ouvriers se réunirent pour procéder à l'élection définitive des « groupes ouvriers » des comités des industries de guerre, il se trouva que la plupart des mandataires étaient contre la participation à ces comités.

Dans leur majorité, les représentants des ouvriers adoptèrent une résolution condamnant nettement la participation aux comités des industries de guerre et déclarèrent que les ouvriers s'assignaient comme tâche de lutter pour la paix, pour le renversement du tsarisme.

Un important travail fut également accompli par les bolchéviks dans l'armée et dans la flotte. Ils dénonçaient aux masses de soldats et de matelots les responsables des atrocités

de la guerre et des souffrances inouïes du peuple ; ils expliquaient que la révolution était pour le peuple le seul moyen de s'arracher à la boucherie impérialiste. Les bolchéviks créaient des cellules dans l'armée et dans la flotte, sur les fronts et dans les formations de l'arrière ; ils diffusaient des appels contre la guerre.

À Cronstadt, les bolchéviks constituèrent le « Groupe central de l'organisation militaire de Cronstadt », étroitement rattaché au Comité de Pétrograd du Parti. Une organisation militaire fut créée auprès du Comité de Pétrograd du Parti pour le travail parmi les troupes de la garnison.

En août 1916, le chef de l'Okhrana de Pétrograd fit un rapport où on lit : « Dans le Groupe de Cronstadt, le travail est organisé très sérieusement, clandestinement ; les participants sont tous des gens silencieux et circonspects. Ce groupe a aussi des représentants à terre. »

Le Parti faisait de l'agitation au front pour la fraternisation entre les soldats des armées belligérantes ; il soulignait que l'ennemi était la bourgeoisie mondiale et qu'on ne pouvait terminer la guerre impérialiste qu'en la transformant en guerre civile, en tournant les armes contre sa propre bourgeoisie et son gouvernement. On voyait se multiplier les cas où telle ou telle formation militaire refusait de monter à l'attaque.

Des faits de ce genre se produisirent en 1915, et surtout en 1916. Les bolchéviks firent un travail particulièrement important dans les armées du front Nord, qui étaient cantonnées dans les Provinces baltiques. Au début de 1917, le général Rouzski, commandant en chef de l'armée du front nord, fit un rapport à ses chefs hiérarchiques sur l'intense activité révolutionnaire déployée sur ce front par les bolchéviks.

La guerre marquait un tournant considérable dans la vie des peuples, dans la vie de la classe ouvrière mondiale.

Elle avait mis en jeu les destinées des États, le sort des peuples et du mouvement socialiste. Aussi fut-elle en même temps une pierre de touche, une épreuve pour tous les partis et fous les courants qui se disaient socialistes.

Ces partis et ces courants resteraient-ils fidèles à la cause du socialisme, à la cause de l'internationalisme, ou préféreraient-ils trahir la classe ouvrière, rouler leurs drapeaux et les jeter aux pieds de leur bourgeoisie nationale ? Voila comment la question se posait.

La guerre montra que les partis de la IIe Internationale n'avaient pu résister à l'épreuve, qu'ils avaient trahi la classe ouvrière et incliné leurs drapeaux devant leur bourgeoisie nationale, leur bourgeoisie impérialiste.

Au reste, comment ces partis auraient-ils pu agir autrement, eux qui cultivaient dans leur sein l'opportunisme et étaient éduqués dans l'esprit des concessions aux opportunistes, aux nationalistes ? La guerre montra que seul le Parti bolchévik passait l'épreuve avec honneur et demeurait fidèle jusqu'au bout à la cause du socialisme, à la cause de l'internationalisme prolétarien.

Et cela se conçoit : seul un parti d'un type nouveau, seul un parti éduqué dans l'esprit d'une lutte intransigeante contre l'opportunisme, seul un parti affranchi de l'opportunisme et du nationalisme, seul un tel parti pouvait passer la grande épreuve et demeurer fidèle à la cause de la classe ouvrière, à la cause du socialisme et de l'internationalisme. Ce parti-là, c'était le Parti bolchévik. ■

Rosa Luxembourg

Le militarisme, champ d'action du capital

---tiré de *L'accumulation du capital* (Contribution à l'explication économique de l'impérialisme), 1913. Rosa Luxembourg y considère que l'accumulation du capital expliqué par Karl Marx dans *Le capital* se heurte à des incohérences et qu'en réalité le seul moyen pour qu'il ait lieu est l'expansion aux dépens de territoires non capitalistes. Elle montre cela qu'elle ne maîtrisait pas suffisamment le matérialisme dialectique et n'a pas compris le caractère contradictoire de l'accumulation, notamment le développement inégal de la production de marchandises par rapport à la production de moyens de production des marchandises. Néanmoins, elle porte un regard acéré sur le militarisme qui se profile dans le mode de production capitaliste.]

Le militarisme a une fonction déterminée dans l'histoire du capital. Il accompagne toutes les phases historiques de l'accumulation.

Dans ce qu'on appelle la période de l' « accumulation primitive », c'est-à-dire au début du capitalisme européen, le militarisme joue un rôle déterminant dans la conquête du Nouveau Monde et des pays producteurs d'épices, les Indes ; plus tard, il sert à conquérir les colonies modernes, à détruire les organisations sociales primitives et à s'emparer de leurs moyens de production, à introduire par la contrainte les échanges commerciaux dans des pays dont la structure sociale s'oppose à l'économie marchande, à transformer de force les indigènes en prolétaires et à instaurer le travail salarié aux colonies.

Il aide à créer et à élargir les sphères d'intérêts du capital européen dans les territoires extra-européens. à extorquer des concessions de chemins de fer dans des pays arriérés et à faire respecter les droits du capital européen dans les emprunts internationaux.

Enfin, le militarisme est une arme dans la concurrence des pays capitalistes, en lutte pour le partage des territoires de civilisation non capitaliste.

Le militarisme a encore une autre fonction importante. D'un point de vue purement économique, il est pour le capital un moyen privilégié de réaliser la plus-value, en d'autres termes il est pour lui un champ d'accumulation.

En recherchant quels étaient les acheteurs des masses de produits recelant la plus-value capitalisée, nous avons à plusieurs reprises écarté l'État et ses organes.

Nous les avions classés parmi les couches à revenu dérivé, dans les catégories annexes qui tirent leurs ressources de la plus-value (et dans une certaine mesure du salaire), et où l'on trouve également les représentants des professions libérales ainsi que toutes sortes de parasites de la société actuelle (« roi, prêtre, professeur, prostituée, mercenaire... »).

Mais cette interprétation repose sur deux hypothèses : à savoir premièrement que nous supposons, conformément au schéma marxien de la reproduction, que l'État tire ses impôts uniquement de la plus-value et du salaire capitaliste[13]; et deuxièmement que nous ne considérons l'État et ses organes que comme des consommateurs.

S'il s'agit en effet de la consommation personnelle des fonctionnaires de l'État (donc du « mercenaire »), cela signifie qu'une partie de la consommation de la classe ouvrière est transférée aux parasites de la classe capitaliste, dans la mesure où ce sont les travailleurs qui y pourvoient.

Supposons un instant que tout l'argent extorqué aux travailleurs sous forme d'impôts indirects et représentant une diminution de leur consommation soit employé à payer des traitements aux fonctionnaires et à ravitailler l'armée.

Alors il n'y aura pas de modification dans la reproduction du capital social total. La section des moyens de consommation, et par conséquent aussi celle des moyens de production, restent inchangées, car l'ensemble des besoins de la société n'a varié ni en qualité ni en quantité.

Ce qui a changé, c'est simplement le rapport de valeur entre v, c'est-à-dire la marchandise - force de travail, et les produits de la section II, c'est-à-dire les moyens de subsistance. Ce même v, qui est l'expression en argent de la force de travail, est échangé maintenant contre une quantité moindre de moyens de consommation.

Que deviennent les produits restants de la section Il ? Au lieu d'être consommés par les ouvriers, ils sont distribués aux fonctionnaires de l'État et à l'armée. A la consommation des ouvriers se substitue, pour une quantité égale, celle des organes de l'État capitaliste.

Dans des conditions de reproduction identiques, il y a donc eu transformation dans la répartition du produit total : une portion des produits destinés autrefois à la consommation de la classe ouvrière, en équivalent de v, est désormais allouée à

13 Cette hypothèse est formulée par le Dr Renner, qui en fait la base de son traité des impôts Il écrit : « Toute quantité de valeur créée en une année se répartit en quatre catégories. Les impôts d'une année ne peuvent être prélevés que sur ces quatre sources: le profit, l'intérêt, la rente et le salaire. » (Das arbeitende Volk und die Steuern, 1909, p. 9.), ouvrier et propriétaire foncier, son entreprise lui rapporte à la fois un salaire, un profit et une rente. »

C'est évidemment une abstraction pure que de répartir la paysannerie dans toutes les catégories de la production capitaliste, et de considérer le paysan comme réunissant dans sa personne un entrepreneur (le sien propre), un ouvrier salarié et un propriétaire foncier.

Si l'on veut comme Renner envisager la paysannerie comme une catégorie unique, sans faire de distinction, sa spécificité économique réside précisément dans le fait qu'elle ne peut être rattachée ni à l'entreprise capitaliste, ni au prolétariat, et qu'elle représente une production marchande simple, et non pas capitaliste.

la catégorie annexe de la classe capitaliste pour sa consommation. Du point de vue de la reproduction sociale, tout se passe comme si la plus-valeur relative s'était accrue d'une certaine somme, qui s'ajouterait à la consommation de la classe capitaliste et de ses parasites.

Ainsi l'exploitation brutale de la classe ouvrière par le mécanisme des impôts indirects, qui servent à l'entretien de l'appareil de l'État capitaliste, aboutit à une augmentation de la plus-value, ou plutôt de la partie *consommée* de la plus-value ; il faut simplement mentionner que ce partage supplémentaire entre la plus-value et le capital variable a lieu après coup, c'est-à-dire une fois l'échange entre le capital et la force de travail accompli.

Mais la consommation des organes de l'État capitaliste ne contribue en rien à la réalisation de la plus-value capitalisée, parce que cet accroissement de la plus-value consommée - même s'il se fait aux dépens de la classe ouvrière - se produit après coup. Inversement on peut dire : si la classe ouvrière ne supportait pas la plus grande partie des frais d'entretien des fonctionnaires de l'État et du « mercenaire », les capitalistes eux-mêmes en auraient la charge.

Une partie correspondante de la plus-value devrait être directement assignée à l'entretien des organes de leur domination de classe ; elle serait prélevée sur leur propre consommation qu'ils restreindraient d'autant, ou encore, ce qui est plus vraisemblable, sur la portion de la plus-value destinée à la capitalisation.

Ils ne pourraient pas capitaliser autant, parce qu'ils seraient obligés de dépenser davantage pour l'entretien direct de leur propre classe.

Les charges de l'entretien de leurs parasites étant rejetées en grande partie sur la classe ouvrière (et sur les représentants de la production simple de marchandises : le paysan, l'artisan), les capitalistes peuvent consacrer une partie plus importante de la plus-value à la capitalisation.

Mais cette opération de transfert n'implique aucunement la possibilité de la capitalisation, en d'autres termes elle ne crée aucun marché nouveau qui permette d'utiliser la plus-value libérée à produire et à réaliser des marchandises nouvelles. La question change d'aspect si les ressources concentrées entre les mains de l'État par le système des impôts sont utilisées à la production des engins de guerre.

Par le système des impôts indirects et des tarifs protectionnistes, les frais du militarisme sont principalement supportés par la classe ouvrière et la paysannerie.

Il faut considérer séparément les deux sortes d'impôts.

D'un point de vue économique, les choses se passent de la manière suivante, en ce qui concerne la classe ouvrière : à moins que les salaires n'augmentent de manière à compenser l'enchérissement des vivres - or ce n'est pas le cas actuellement pour la grande niasse de la classe ouvrière, et même pour la minorité organisée dans les syndicats à cause de la pression des cartels et des organisations d'employeurs - les impôts indirects représentent le transfert d'une partie du pouvoir d'achat de la classe ouvrière à l'État[14].

14 Nous ne traiterons pas ici du problème des cartels et des trusts comme phénomènes spécifiques de la phase impérialiste, issus de la concurrence interne entre les différents groupes capitalistes pour la monopolisation des

Le capital variable, représenté par une certaine somme d'argent, mobilisera comme auparavant une quantité correspondante de travail vivant, autrement dit il sert à employer la quantité correspondante de capital constant à la production et à produire la quantité correspondante de plus-value.

Cette circulation du capital une fois accomplie, il se fait un partage entre la classe ouvrière et l'État : une partie de la somme reçue par les ouvriers en échange de leur force de travail passe à l'État ; autrefois, le capital s'appropriait tout le capital variable sous sa forme matérielle comme pouvoir d'achat ; aujourd'hui, la classe ouvrière ne retient sous forme d'argent qu'une partie du capital variable, le reste passant à l'État.

Cette opération a lieu invariablement une fois le cycle du capital achevé, entre le capital et le travail et pour ainsi dire derrière le dos du capital. Elle ne modifie nullement directement les étapes fondamentales de la circulation du capital et de la production de la plus-value, et ne les concerne pas tout d'abord.

Mais elle affecte en réalité les conditions de la reproduction du capital total. Le transfert d'une partie du pouvoir d'achat de la classe ouvrière à l'État signifie une réduction correspondante de la participation de la classe ouvrière à la consommation des moyens de subsistance.

Pour le capital total, cela implique qu'il produira une quantité moindre de moyens de subsistance pour la classe ouvrière, à supposer que le capital variable (sous forme d'argent et comme force de travail) et la quantité de plus-value appropriée restent constants ; il y aura donc une diminution de la part du prolétariat dans le produit total de la société.

Au cours de la reproduction du capital total, on produira donc une quantité de moyens de subsistance inférieure à celle correspondant à la grandeur de valeur du capital variable, puisqu'il y a eu modification du rapport de valeur entre le capital variable et la quantité de moyens de subsistance où il est réalisé : la quantité des impôts indirects s'exprime par l'enchérissement du prix des moyens de subsistance, tandis que conformément à notre hypothèse la force de travail comme valeur argent reste invariable, ou du moins ne varie pas en proportion de l'enchérissement des moyens de subsistance.

En quel sens se produira la modification des rapports matériels de reproduction ?

Quand on réduit les moyens de subsistance nécessaires à l'entretien de la force de travail, on libère par là même une quantité correspondante de capital constant et de travail vivant.

Ce capital constant et ce travail vivant peuvent être employés à une production différente, s'il y a pour cette production dans la société une demande effective.

C'est l'État qui représente cette nouvelle demande, puisqu'il s'est approprié une partie du pouvoir d'achat de la classe ouvrière grâce à la législation fiscale.

Cette fois cependant l'État ne demande pas de moyens de subsistance - nous négligeons ici la demande de moyens de subsistance pour l'entretien des

champs d'accumulation existants et pour la répartition du profit ; cela dépasserait les limites que nous nous sommes fixées.

fonctionnaires de l'État, fournis également par les impôts : nous en avons déjà tenu compte sous la rubrique des « tierces personnes » - mais une catégorie spécifique de produits, les engins de guerre du militarisme, les armements navals ou de terre.

Nous reprenons l'exemple du deuxième schéma marxien de l'accumulation, afin d'examiner de plus près les transformations de la reproduction sociale :

I. 5 000 c + 1 000 v + 1 000 pl = 7 000 moyens de production.
II. 1 430 c + 8 285 v + 285 pl = 2 000 moyens de consommation.

Supposons maintenant qu'à la suite des impôts indirects et de l'enchérissement consécutif des moyens de subsistance, le salaire réel, c'est-à-dire la consommation de la classe ouvrière. soit réduit de 100.

Les ouvriers reçoivent donc comme auparavant un salaire en argent de 1000 v + 285 v = 1285 v (en argent), mais pour cette somme ils ne peuvent acheter des moyens de subsistance que pour une valeur de 1 185.

La somme de 100, correspondant à l'enchérissement des moyens de subsistance, passe à l'État sous forme d'impôt. En outre les paysans, etc. lui versent 150 sous forme de taxe d'armement, il reçoit donc en tout 250. Ces 250 unités représentent une nouvelle demande, très exactement une demande d'armements.

Cependant nous ne nous occuperons provisoirement que des 100 unités prélevées sur les salaires ouvriers.

Cette demande d'armements pour une valeur de 100 nécessite la création d'une branche de production correspondante qui doit avoir un capital constant de 71.5 et un capital variable de 14,25 en admettant une composition organique du capital identique, c'est-à-dire moyenne, à celle du schéma de Marx :

71,5 c + 14,25 v + 14,25 pl = 100 (armements).

En outre cette branche de production a besoin de moyens de production pour une valeur de 71.5 et de moyens de subsistance pour une valeur d'environ 13 (presque équivalente à la diminution des salaires réels de 1/13, valable également pour ces ouvriers).

On peut objecter immédiatement que le profit résultant de cette extension des débouchés n'est qu'apparent, puisque la diminution de la consommation réelle de la classe ouvrière aura pour conséquence inévitable un rétrécissement de la production des moyens de subsistance. Ce rétrécissement prendra, dans la section II, la forme suivante :

71,5 c + 14,25 v + 14,25 pl = 100.

En outre la section des moyens de production devra également restreindre sa production si bien que, par suite de la réduction de la consommation de la classe ouvrière, les deux sections présenteront le tableau suivant :

I. 4949 c + 989,75 v + 989,75 pl = 6 928,5
II. 1358,5 c + 270,75 v + 270,75 pl = 1900.

Si maintenant, par l'intermédiaire de l'État, 100 unités donnent lieu à une production d'armements pour une même valeur et simultanément stimulent la production des moyens de production, il semble au premier abord qu'il s'agisse d'une simple transformation extérieure de la forme matérielle de la production sociale : on produirait à la place d'une certaine quantité de moyens de subsistance une quantité équivalente d'engins de guerre.

Le capital n'a fait que gagner d'un côté ce qu'il a perdu de l'autre. Mais on peut donner une interprétation différente : ce qu'un grand nombre de capitalistes produisant des moyens de subsistance pour la masse ouvrière perdent comme débouchés profite à un petit groupe de grands industriels de la branche des armements.

Les choses ne se passent ainsi que tant que l'on envisage le capitaliste individuel. Il importe peu à celui-ci que la production soit orientée vers telle ou telle branche.

Pour le capitaliste individuel il n'existe pas de sections de la production globale telles que les établit le schéma. Il n'y a que des marchandises et des acheteurs ; il est donc tout à fait indifférent au capitaliste individuel de produire des vivres ou des engins de mort, des conserves de viande ou des plaques blindées.

Les adversaires du militarisme se réclament souvent de ce point de vue pour montrer que les armements de guerre comme investissements économiques pour le capital ne font que faire passer les profits de certains capitalistes dans la poche des autres[15].

D'autre part le capital et son sycophante cherchent à imposer ce point de vue à la classe ouvrière, essayant de la persuader que les impôts indirects et la demande de l'État ne font qu'entraîner une modification de la forme matérielle de la reproduction ; on substitue à certaines marchandises la production de croiseurs et de canons qui donnent à l'ouvrier du travail et du pain autant et même davantage, quelle que soit la branche de production.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur le schéma pour vérifier la part d'exactitude dans ces affirmations en ce qui concerne les ouvriers.

---

15 Dans une réponse à Vorontsov, très appréciée des marxistes russes, le professeur Manuilov écrivait « Il faut faire ici une distinction très nette entre le groupe d'entrepreneurs qui produit des engins de guerre et l'ensemble de la classe capitaliste.

Pour les fabricants de canons, de fusils et de tout autre matériel de guerre, l'existence de l'armée est sûrement avantageuse, probablement même indispensable. Il est tout à fait possible que la suppression du système de la paix armée signifierait la ruine pour Krupp; mais nous ne parlons pas d'un groupe particulier d'entrepreneurs, mais des capitalistes en tant que classe et de la production capitaliste dans son ensemble. »

De ce dernier point de vue, il faut constater que « si le poids des impôts repose principalement sur la masse de la population ouvrière, chaque accroissement de ses charges diminue le pouvoir d'achat de la population et en même temps la demande de marchandises ».

Ce fait prouve « que le militarisme considéré du point de vue de la production du matériel de guerre enrichit sans doute certains capitalistes, mais nuit aux autres, représente un gain d'un côté, mais une perte de l'autre » (Vesnik Pravda. Journal de jurisprudence, Saint-Pétersbourg, 1890, n°1, Militarisme et Capital »).

Supposons, pour simplifier la comparaison, que la production des engins de guerre emploie exactement autant d'ouvriers qu'autrefois la production de moyens de subsistance pour les salariés ; nous aurons le résultat suivant : pour un travail accompli correspondant au salaire de 2 285 v, ils pourront acheter des moyens de subsistance pour 1 185.

Les conséquences sont différentes du point de vue du capital total, pour qui les 100 unités prélevées par l'État et représentant une demande de matériel de guerre constituent un débouché nouveau.

A l'origine, cette somme était du capital variable, comme telle elle a rempli sa fonction, a été échangée contre du travail vivant, qui a produit de la plus-value.

Par la suite, elle interrompt la circulation du capital variable, s'en sépare et réapparaît comme propriété de l'État sous forme d'un pouvoir d'achat nouveau. En quelque sorte créée à partir de rien, elle semble constituer un nouveau champ de débouchés. Sans doute la vente des moyens de subsistance aux ouvriers sera-t-elle d'abord réduite de 100 unités.

Pour le capitaliste individuel, l'ouvrier est un consommateur et acheteur de marchandises aussi valable que n'importe quel autre, qu'un capitaliste, que l'État, le paysan « étranger », etc.

N'oublions pas cependant que pour le capital total, l'entretien de la classe ouvrière n'est qu'un mal nécessaire et détourne du but véritable de la production, qui est la création et la réalisation de la plus-value.

Si l'on réussit à extorquer la même quantité de plus-value sans être obligé de fournir à la force de travail la même quantité de moyens de subsistance, l'affaire n'en est que plus brillante.

C'est comme si le capital était parvenu, sans enchérissement des moyens de subsistance, à réduire d'autant les salaires sans diminuer le rendement des ouvriers.

Une réduction constante des salaires entraîne pourtant à la longue la diminution de la production de moyens de subsistance.

S'il réduit fortement les salaires, le capital se moque de produire une quantité moindre de moyens de subsistance pour les ouvriers, au contraire il profite de chaque occasion pour le faire ; de même le capital pris dans son ensemble n'est pas mécontent si, grâce aux impôts indirects sans compensation d'augmentation de salaires, la demande de moyens de subsistance de la classe ouvrière diminue.

Sans doute, quand il y a réduction directe des salaires, le capitaliste empoche-t-il la différence de capital variable, et celle-ci fait augmenter la plus-value relative dans le cas où les prix des marchandises sont restés stables ; maintenant au contraire, cette différence est encaissée par l'État.

Seulement par ailleurs il est difficile d'obtenir les réductions générales et permanentes de salaires à n'importe quelle époque, mais en particulier lorsque les organisations syndicales ont atteint un degré élevé de développement. Les vœux

pieux du capital se heurtent alors à des barrières sociales et politiques très puissantes.

En revanche, la diminution des salaires réels peut être obtenue rapidement, aisément et dans tous les domaines par le système des impôts indirects, et il faut attendre longtemps avant qu'une résistance se manifeste, celle-ci s'exprime du reste sur le plan politique et n'est pas suivie de résultat économique immédiat.

La restriction consécutive de la production des moyens de subsistance apparaît du point de vue du capital total non pas comme une diminution de la vente, mais comme une économie de frais généraux dans la production de la plus-value.

La production de moyens de subsistance pour les ouvriers est une condition *sine qua non* de la création de la plus-value, c'est-à-dire de la reproduction de la force de travail vivante ; elle n'est jamais un moyen de réaliser la plus-value.

Reprenons notre exemple :

I. 5 000 c + 1000 v + 1 000 pl = 7 000 moyens de production.
II. 1430 c + 285 v + 285 pl = 2 000 moyens de consommation.

Au premier abord il semble que la section II produise et réalise de la plus-value même dans la production des moyens de consommation pour les ouvriers, ainsi que la section I dans la mesure où elle produit les moyens de production nécessaires à la production de ces mêmes moyens de subsistance.

Cependant l'illusion se dissipe lorsque nous considérons le produit social total. Celui-ci se présente comme suit :

6 430 c + 1 285 v + 1 285 pl = 9 000.

Maintenant supposons que la consommation des ouvriers soit diminuée de 100 unités. La réduction correspondante dans les deux sections se manifestera dans des modifications de la reproduction, exprimées par le tableau suivant :

I. 4949 c + 989,75 v + 989,75 pl = 6 928,5.
II. 1358,5 c + 270,75 v + 270,75 pl = 1900.

Et le produit social global sera :

6 307,5 c + 1 260,5 v + 1 260,5 pl = 8 828,5.

On constate au premier coup d'œil une diminution générale du volume total de la production, et également de la production de la plus-value.

Cette impression n'est valable que tant que nous envisageons les grandeurs abstraites de valeur dans la composition du produit total, sans tenir compte de sa composition matérielle.

En examinant les choses de plus près, nous constatons que la réduction n'affecte que les frais d'entretien de la force de travail.

Dorénavant on produira moins de moyens de subsistance ou de moyens de production, mais ceux-ci servaient exclusivement à l'entretien des ouvriers. Il y a moins de capital employé et le produit social est moindre.

Mais le but de la production capitaliste n'est pas d'employer dans l'absolu le plus de capital possible, mais de créer la plus grande quantité possible de plus-value.

Le capital n'a diminué que parce que l'entretien des ouvriers exige moins de capital.

Tandis qu'autrefois l'ensemble des frais d'entretien des ouvriers occupés dans la société était exprimé par 1 285 unités, aujourd'hui il faut déduire de ces frais d'entretien le déficit survenu dans le produit global, qui est de 171,5 (9 000 - 8 828,5), et nous obtenons alors le produit social modifié comme suit :

$$6\,430\ c + 1\,113{,}5\ v + 1\,285\ pl = 8\,828{,}5.$$

Le capital constant et la plus-value n'ont pas changé. Seul le capital variable de la société, le travail payé a diminué.

Ou encore si l'on est surpris que le capital constant n'ait pas changé, supposons, comme c'est le cas en réalité, une diminution du capital constant correspondant à la diminution des moyens de subsistance des ouvriers ; nous obtenons alors un produit social total qui se compose comme suit :

$$6\,307{,}5\ c + 1\,236\ v + 1\,285\ pl = 8\,828{,}5.$$

Dans les deux cas, la plus-value reste inchangée, malgré la diminution du produit total, car les frais d'entretien des ouvriers, et seulement ceux-ci, ont diminué.

On peut imaginer les choses comme suit : le produit social total peut être divisé, d'après sa valeur, en trois parties proportionnelles représentant exclusivement d'une part le capital constant global, d'autre part le capital variable global et enfin la plus-value globale.

Tout se passe alors comme si la première portion de produits ne contenait pas un atome de travail nouvellement ajouté, et comme si la deuxième et la troisième portion ne contenaient pas un seul moyen de production.

Dans sa forme matérielle, la masse des produits est le résultat de la période de production dont elle est issue ; bien que le capital constant comme grandeur de valeur résulte de périodes de production antérieures et ne soit que transféré sur de nouveaux produits, on peut donc diviser aussi le nombre global des ouvriers occupés en trois catégories : ceux qui ne font que produire le capital total constant de la société, ceux qui ont pour tâche exclusive de pourvoir à l'entretien de l'ensemble des ouvriers et enfin ceux qui créent la plus-value entière de la classe capitaliste.

Si la consommation des ouvriers diminue, il n'y aura de réduction que dans la seconde catégorie d'ouvriers, dont un certain nombre seront licenciés.

Mais par définition ces ouvriers ne créent pas de plus-value pour le capital, leur licenciement ne représente donc pas, du point de vue du capital, une perte mais un profit, puisqu'il diminue les frais de production de la plus-value.

En revanche, la demande de l'État qui se produit simultanément présente l'attrait d'une nouvelle sphère de réalisation de la plus-value. Une partie de l'argent,

mobilisé dans la circulation du capital variable, se détache du cycle et constitue comme propriété de l'État une demande nouvelle.

Pratiquement, du point de vue de la technique fiscale, le processus est évidemment différent : en fait le montant des impôts indirects est avancé à l'État par le capital et c'est le consommateur qui le rembourse au capitaliste au cours de la vente des marchandises ; mais cela ne change rien à la réalité économique des choses.

L'essentiel, du point de vue économique, est que la somme ayant fonction de capital variable serve d'abord de véhicule à l'échange entre le capital et la force de travail ; ensuite au cours de l'échange entre l'ouvrier comme consommateur et le capitaliste comme vendeur de marchandises, elle passe des mains de l'ouvrier aux caisses de l'État sous forme d'impôt.

La somme mise en circulation par le capital ne remplit que de cette manière sa fonction dans l'échange avec la force de travail, mais ensuite elle commence une carrière entièrement nouvelle par l'intermédiaire de l'État, comme pouvoir d'achat nouveau, étranger au capital et à la classe ouvrière, orienté vers une branche particulière de la production qui ne sert ni à l'entretien de la classe capitaliste ni à celui de la classe ouvrière ; ainsi elle offre au capital une occasion nouvelle à la fois de créer et de réaliser de la plus-value.

Nous constations tout à l'heure que lorsque les impôts indirects sont utilisés à pourvoir aux salaires des fonctionnaires et à l'entretien de l'armée, « l'économie » faite sur la consommation des ouvriers permet de faire peser les frais de la consommation personnelle des parasites de la classe capitaliste et des instruments de sa domination sur les ouvriers plutôt que sur les capitalistes, de les prélever sur le capital variable plutôt que sur la plus-value et en même temps de libérer une quantité équivalente de plus-value pour la capitalisation.

A présent nous voyons que les impôts indirects extorqués aux ouvriers, s'ils sont utilisés à la production de matériel de guerre, offrent au capital un nouveau champ d'accumulation.

Pratiquement, sur la base du système d'impôts indirects, le militarisme remplit ces deux fonctions : en abaissant le niveau de vie de la classe ouvrière, il assure d'une part l'entretien des organes de la domination capitaliste, l'armée permanente, et d'autre part il fournit au capital un champ d'accumulation privilégié[16].

Examinons la deuxième source du pouvoir d'achat de l'État, dans notre exemple les 150 unités de la somme globale des 250, investies en armements. Ces 150 se

16 En fin de compte, la détérioration des conditions normales de renouvellement de la force de travail provoque une détérioration de la force de travail elle-même, la diminution du rendement et de la productivité moyenne du travail, menace donc les conditions de la production de la plus-value. Mais le capital ne ressentira ces résultats que bien plus tard, aussi n'en tient-il tout d'abord pas compte dans ses calculs économiques. Ces résultats se font seulement sentir dans le durcissement des réactions de défense des travailleurs.

distinguent essentiellement des 100 unités que nous avons considérées jusqu'à présent.

Ces 150 unités ne sont pas prélevées sur les ouvriers, mais sur la petite bourgeoisie - artisans et paysans - (nous laissons de côté la participation relativement minime de la classe capitaliste aux impôts).

La somme d'argent extorquée à la masse paysanne - que nous choisissons ici pour représenter la masse des consommateurs non prolétaires - et transférée à l'État sous forme d'impôts n'est pas à l'origine avancée par le capital, elle ne se détache pas de la circulation capitaliste.

Dans la main des paysans, cette somme est l'équivalent de marchandises réalisées, la valeur d'échange de la production simple de marchandises, l'État bénéficie d'une partie du pouvoir d'achat des consommateurs non capitalistes, autrement dit d'un pouvoir d'achat qui de prime abord sert au capital à réaliser la plus-value à des fins d'accumulation.

On peut se demander quelles transformations économiques découlent pour le capital et de quel ordre, du transfert du pouvoir d'achat de ces couches non capitalistes à l'État à des fins militaires. Il semble au premier abord qu'il s'agisse de transformation dans la forme matérielle de la reproduction.

Le capital produira, au lieu d'une quantité donnée de moyens de production et de subsistance pour les consommateurs paysans, du matériel de guerre pour l'État pour une somme équivalente.

En fait la transformation est plus profonde.

Surtout l'État peut mobiliser, grâce au mécanisme des impôts, des sommes prélevées sur le pouvoir d'achat des consommateurs non capitalistes plus considérables que celles que ceux-ci auraient dépensées pour leur propre consommation.

En réalité, c'est le système fiscal moderne qui est dans une large mesure responsable de l'introduction forcée de l'économie marchande chez les paysans.

La pression fiscale oblige le paysan à transformer progressivement en marchandises une quantité toujours plus grande de ses produits, et en même temps le force à acheter toujours davantage ; elle fait entrer dans la circulation le produit de l'économie paysanne et contraint les paysans à devenir acheteurs de marchandises capitalistes.

Enfin, si nous considérons toujours la production paysanne de marchandises, le système de taxation prive l'économie paysanne d'un pouvoir d'achat bien supérieur à celui qui eût été mis en jeu réellement.

Les sommes que les paysans ou les classes moyennes auraient économisées pour les placer dans les caisses d'épargne et dans les banques, attendant d'être investies, sont à présent disponibles dans les caisses de l'État et constituent l'objet d'une demande, et offrent des possibilités d'investissement pour le capital.

En outre, la multiplicité et l'éparpillement des demandes minimes de diverses catégories de marchandises, qui ne coïncident pas dans le temps et peuvent être

satisfaites par la production marchande simple, qui n'intéressent donc pas l'accumulation capitaliste, font place à une demande concentrée et homogène de l'État.

La satisfaction d'une telle demande implique l'existence d'une grande industrie développée à un très haut niveau, donc des conditions très favorables à la production de la plus-value et à l'accumulation.

De plus, le pouvoir d'achat des énormes masses de consommateurs, concentré sous la forme de commandes de matériel de guerre faites par l'État, sera soustrait à l'arbitraire, aux oscillations subjectives de la consommation individuelle ; l'industrie des armements sera douée d'une régularité presque automatique, d'une croissance rythmique.

C'est le capital lui-même qui contrôle ce mouvement automatique et rythmique de la production pour le militarisme, grâce à l'appareil de la législation parlementaire et à la presse, qui a pour tâche de faire l'opinion publique.

C'est pourquoi ce champ spécifique de l'accumulation capitaliste semble au premier abord être doué d'une capacité d'expansion illimitée.

Tandis que toute extension des débouchés et des bases d'opération du capital est liée dans une large mesure à des facteurs historiques, sociaux et politiques indépendants de la volonté du capital, la production pour le militarisme constitue un domaine dont l'élargissement régulier et par bonds paraît dépendre en première ligne de la volonté du capital lui-même.

Les nécessités historiques de la concurrence toujours plus acharnée du capital en quête de nouvelles régions d'accumulation dans le monde se transforme ainsi, pour le capital lui-même, en un champ d'accumulation privilégié.

Le capital use toujours plus énergiquement du militarisme pour s'assimiler, par le moyen du colonialisme et de la politique mondiale, les moyens de production et les forces de travail des pays ou des couches non capitalistes.

En même temps, dans les pays capitalistes, ce même militarisme travaille à priver toujours davantage les couches non capitalistes, c'est-à-dire les représentants de la production marchande simple ainsi que la classe ouvrière, d'une partie de leur pouvoir d'achat ; il dépouille progressivement les premiers de leur force productive et restreint le niveau de vie des seconds, pour accélérer puissamment l'accumulation aux dépens de ces deux couches sociales.

Cependant, à un certain degré de développement, les conditions de l'accumulation se transforment en conditions de l'effondrement du capital.

Plus s'accroît la violence avec laquelle à l'intérieur et à l'extérieur le capital anéantit les couches non capitalistes et avilit les conditions d'existence de toutes les classes laborieuses, plus l'histoire quotidienne de l'accumulation dans le monde se transforme en une série de catastrophes et de convulsions, qui, se joignant aux crises économiques périodiques finiront par rendre impossible la continuation de l'accumulation et par dresser la classe ouvrière internationale contre la domination du capital avant même que celui-ci n'ait atteint économiquement les dernières limites objectives de son développement.

Le capitalisme est la première forme économique douée d'une force de propagande ; il tend à se répandre sur le globe et à détruire toutes les autres formes économiques, n'en supportant aucune autre à côté de lui.

Et pourtant il est en même temps la première forme économique incapable de subsister seule, à l'aide de son seul milieu et de son soi nourricier. Ayant tendance à devenir une forme mondiale, il se brise à sa propre incapacité d'être cette forme mondiale de la production.

Il offre l'exemple d'une contradiction historique vivante ; son mouvement d'accumulation est à la fois l'expression, la solution progressive et l'intensification de cette contradiction.

A un certain degré de développement, cette contradiction ne peut être résolue que par l'application des principes du socialisme, c'est-à-dire par une forme économique qui est par définition une forme mondiale, un système harmonieux en lui-même, fondé non sur l'accumulation mais sur la satisfaction des besoins de l'humanité travailleuse et donc sur l'épanouissement de toutes les forces productives de la terre. ■

SOMMAIRE DES PRÉCÉDENTS NUMÉROS DE CRISE

1 – mai 2020 ■ La seconde crise générale du capitalisme ■ Quelques données éparses sur la crise jusqu'à la mi-mai 2020 ■ La crise générale du capitalisme et le sursaut de la civilisation ■ Crise du capitalisme et intensification de la productivité : le rôle des animaux dans la chute tendancielle du taux de profit ■ Karl Marx et la crise de surproduction ■ Remarques sur la surproduction de capital et la surproduction de marchandises ■ L'erreur d'Eugen Varga ■ L'erreur de Paul Boccara ■ À propos de la crise capitaliste en cours

2 – juin 2020 ■ Le concept de décadence pour saisir la substance de la crise générale du mode de production capitaliste ■ Le rôle déterminant de la sur-alimentation pour le contournement des crises de surproduction de marchandises alimentaires et de capitaux liés à l'agro-industrie ■ Les crédits garantis en masse par les États pour les entreprises, une contribution forcenée à la surproduction ■ Pourquoi l'opinion publique française n'a-t-elle pas saisi immédiatement l'ampleur de la crise ? ■ La vague de faillites et de licenciements attendue à partir de septembre en France ■ La Belgique, particulièrement touchée par la crise du covid-19 ■ L'affrontement sino-américain au cœur de la crise ■ L'affrontement Chine – États-Unis, au cœur de la bataille pour le repartage du monde ■ L'antisémitisme qui va surgir en France de la seconde crise générale du capitalisme ■ Sur la crise générale du capitalisme [1995]

3 – juin 2020 ■ La crise générale du capitalisme n'a ni « avant » ni « après », ni « cause » ni « conséquence » ■ Crise générale et guerre impérialiste : le chef d'état-major de l'armée de terre française annonce les conflits militaires ouverts pour 2030 ■ Qu'est-ce que la crise générale du capitalisme ? □ Le concept de crise □ La première crise générale du capitalisme définie par l'Internationale Communiste □ La conception erronée d'un capitalisme organisé □ L'approfondissement du capitalisme au-delà de la première crise □ La découverte de la modernisation du capitalisme □ La seconde crise générale du capitalisme □ La révolution mondiale comme réponse ■ La violence armée à Dijon de juin 2020, déchéance de la révolte de 2005, expression de la crise générale de l'armée de réserve industrielle

4 – juillet 2020 ■ 10 critères + 3 pour caractériser la crise générale du mode de production capitaliste ■ Comment interpréter l'effondrement du PIB français ? ■ La crise générale du mode de production capitaliste n'est pas « économique » ■ La seconde crise générale du capitalisme dans l'automobile française ■ Les évènements à Dijon nécessitent de comprendre l'armée de réserve et le cannibalisme social ■ Cannibalisme social : Exarcheia juillet 2016 ■ Ce qui se passe dans le monde capitaliste en 1934 ■ Problèmes de la formation des monopoles et théorie du « capitalisme organisé »

5 – août 2020 ■ Pourquoi les capitalistes pensent-ils que la crise générale du capitalisme n'est qu'une récession ? ■ La politique monétaire de la Banque centrale européenne comme produit mécanique de la crise de surproduction de capital ■ Les «théories» social-démocrates de l'impérialisme [et de la crise, 1936] ■ Le processus des faillites d'entreprises avec la crise ■ Notes sur les mesures de soutiens aux entreprises par l'État français ■ La seconde crise générale du capitalisme et le concept de « cycle » : la question de la négation de la négation

6 – septembre 2020 ■ La crise et la généralisation du capitalisme à crédit ■ La crise et les deux restructurations du capitalisme ■ La crise du Covid-19, un aspect urbain de la Biosphère ■ La crise générale du capitalisme (1950) ■ La forme de la seconde crise générale du capitalisme

7 – octobre 2020 ■ France : l'assassinat islamiste de Conflans-Saint-Honorine comme crise dans la crise et tournant dans la centralisation vers un « capitalisme patriote » ■ Les modalités de la seconde crise générale du capitalisme : contraste, différenciation, lutte, développement ■ À propos des classes sociales en France ■ Qu'est-ce que la crise du pouvoir de la bourgeoisie ? ■ La guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ■ La Turquie, maillon faible de la chaîne des pays dépendants ■ Brigades Rouges: Crise, guerre impérialiste et guerre de classe (1980)

8 – janvier 2021 ■ Les PIB belge et français en 2020 : une dette budgétaire impliquant la restructuration capitaliste ■ Les contours militaires des prochains conflits impérialistes et la substance de la guerre populaire au 21e siècle ■ Le capital e-commercial dans la seconde crise générale du capitalisme ■ La restructuration, terrain contradictoire de l'affrontement élémentaire à l'exemple de la séquestration en France ■ L'industrie de la reproduction humaine illustre une énième facette de la seconde crise générale du capitalisme ■ Colonne Walter Alasia (1983) : Crise du mode de production capitaliste, centralité ouvrière ■ Les éléments de compréhension de la domination du 24 heures sur 24 du capitalisme chez Marx ■ La Nouvelle-Calédonie, un pays semiféodal, semi-colonial secoué par la seconde crise générale du capitalisme ■ Staline sur l'utilisation des processus économiques, des lois économiques

9 – février 2021 ■ Seconde crise générale du capitalisme : 2021-2022 en perspective ■ La fermeture des remontées mécaniques des stations des ski en France, un marqueur de la seconde crise générale du capitalisme ■ La tendance à la guerre sera-t-elle le terrain de la restructuration dans la seconde phase de la seconde crise générale du capitalisme ? ■ La dette publique comme talon d'Achille de l'impérialisme français ■ Le Pôle de Renaissance Communiste en France, une structure nationaliste tentant de fausser le concept de crise générale du capitalisme ■ Un aperçu de l'état et du rôle des zones humides dans le monde grâce à la Convention de Ramsar ■ La vie dans la métropole impérialiste mise à nue par la pandémie ■ La maladie incurable du capitalisme - La crise économique (1975) ■ L'État Islamique comme expression de la crise générale en tant que retour à l'esclavagisme ■ Le parlement flamand salue d'anciens nazis : un exemple de l'expression de la crise générale belge

10 – mars 2021 ■ À tous ceux qui ont compris À tous ceux qui ont compris durant le confinement que le monde ne tournait pas rond ■ À tous ceux qui ont compris Un an de pandémie, un an de crise générale du capitalisme ■ À tous ceux qui ont compris Crise sanitaire : une chronologie ■ Mars 2020 - PCF(mlm) : La maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), un produit du mode de production capitaliste

11 – avril 2021 ■ Seconde crise générale du capitalisme : le nouveau rôle de l'OTAN ■ L'origine du conflit Russie-Ukraine : la compétition entre l'expansionnisme russe et la superpuissance américaine ■ Un an après, le capitalisme n'est pas relancé et la crise économique s'installe en profondeur ■ Les semi-conducteurs au cœur de la seconde crise générale ■ La crise générale, c'est la question de la mise à jour des forces productives ■ Guerre et restructuration : l'OTAN, instrument d'unification politique et militaire du capital – 1984 ■ Un exemple de réponse à la crise traversée par la lutte des classes : la stratégie « zéro covid » ■ Documents : l'appel #ZéroCovid - la Great Barrington Declaration - l'appel « Regagnons nos libertés par la stratégie Zéro Covid solidaire »

12 – avril 2021 ■ L'expansionnisme russe anti-ukrainien et sa base idéologique « eurasienne » ■ L'arrière-plan caucasien dans les visées impérialistes sur l'Ukraine ■ Comment la seconde crise générale du capitalisme modifie la nature de la guerre impérialiste : ce que montre le conflit entre l'Ukraine et la Russie ■ La crise générale pose le rapport stratégique entre la tendance à la

guerre et la résistance offensive démocratique-populaire ■ 1914, le modèle du déclenchement de la guerre impérialiste ? Le débat italien de 1993 avec la question de la « photographie » des rapports interimpérialistes ■ 1935 - Les tâches de l'IC en liaison avec la préparation d'une nouvelle guerre mondiale par les impérialistes ■ 1914 – Lénine : De la fierté nationale des Grands-Russes ■ Tarass Chevtchenko —L'Hérétique (Jean Hus) ■ L'apologie romantique de Stepan Bandera comme expression d'un nationalisme romancé ■ La superpuissance américaine assume une hausse des taux d'intérêt pour se relancer, asphyxiant au passage l'économie mondiale

13 – juin 2021 ■ Le 13e numéro de « Crise » ■ La pénurie, expression de l'anarchie de la production dans le cadre de la crise générale ■ Aperçu de la situation de la seconde crise générale du capitalisme en juin 2021 ■ « La Chine sur le sentier d'une guerre mondiale » ■ Printemps 2021. L'Arménie et le Caucase au bord du gouffre ■ Streaming, Netflix : le capitalisme audiovisuel dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme ■ 5 points pour comprendre et critiquer le Bitcoin ■ La décantation de la seconde crise générale en France proviendra-t-elle des contradictions politiques ? ■ Crise colombienne, guerre Israël-Hamas, guerre Kirghizstan-Tadjikistan, crise biélorusse : la seconde crise générale prend le dessus ■ La zone géopolitique Europe – Méditerranée – Moyen-Orient ■ La seconde crise générale du capitalisme est d'une substance différente de celle de la crise financière de 2008 ■ L'orientalisme de la bourgeoisie française prend prétexte de l'Arménie pour justifier la guerre ■ Le renforcement de l'extrême droite française se fait sur une base franquiste ■ Comment le capitalisme est parti à l'assaut du sommeil

14 – août 2021 ■ De la première à la seconde crise générale du capitalisme

15 – septembre 2021 ■ L'inflation en 2021, l'immense menace dans la crise générale ■ Les manifestations anti-pass sanitaire en France d'août 2021 : un irrationalisme en provenance du centre de la société et directement expression de la seconde crise générale ■ La question du « complotisme » ■ La victoire des Talibans en Afghanistan dans le contexte de la bataille pour le repartage du monde ■ De nouvelles pénuries apparaissent avec le variant Delta ■ La seconde crise générale du capitalisme et les thèses de fondation du Parti guérilla ■ Colonne napolitaine des Brigades Rouges : Thèses de fondation du Parti guérilla - 1981 ■ Les enseignements concernant la crise générale fournis par le Parti-guérilla du Prolétariat Métropolitain

16 – octobre 2021 ■ L'important concept de guerre hybride comme masque de la systématisation du militarisme impérialiste ■ L'important concept de guerre hybride Evergrande en Chine, première grande manifestation de la crise mondiale de la dette ■ L'important concept de guerre hybride Crise ouverte dans les inter-relations Maroc-Algérie-Tunisie-Libye-France-Grèce-Turquie-Russie-Mali ■ L'important concept de guerre hybride L'alliance AUSUK dans la zone indo-pacifique ■ L'important concept de guerre hybride Pacte militaire secret franco-grec : préparez-vous au grand défi de la guerre franco-turque! ■ L'important concept de guerre hybride L'escalade militaire et nationaliste déchirant l'Orient se poursuit ■ L'important concept de guerre hybride Gonzalo et le PCP sur la guerre mondiale ■ L'important concept de guerre hybride La Belgique et la France n'ont toujours pas récupéré leur niveau économique d'avant-crise ■ L'important concept de guerre hybride Un exemple de la poussée de la fraction agressive de la bourgeoisie en France : le groupe de presse Valmonde ■ L'important concept de guerre hybride L'irruption politique d'Éric Zemmour en France : un exemple d'activation mécanique par la contre-révolution ■ L'important concept de guerre hybride La crise de 1929 analysée par l'Internationale Communiste